

DIMANCHE 26 - LUNDI 27 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUANE

# Un nouveau pas

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14618 - 6 F

C'EST désormais une quasi-certitude : en 1992, pour la emière fois dans l'histoire de raffique du Sud, les Noirs iront raffique du Sud, les Noirs iront voter. Faite solennellement devant le Parlement par le président Fre-derik De Klerk, vendredi 24 janvier, la proposition d'un référen dum sur les transformations de s'exprimer », reste pourtant, dans sa forme, d'une infinie prudence. Le principe « un homme, une voix», slogen des organise

La minorité blanche - cinq fois oins nombreuse que la commueuté noire - conserve, en effet t-ils avoir reçu, au préak ment - contrôlé par cette mino-rité. Le chef de l'Etat s'est, par ailleurs, congagé sur l'honnours à ce que les résultats du référen-

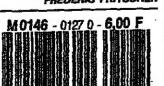
e l'enfer

A date du scrutin n'est pas encore fixée. Or, ce n'est qu'après ce vote – et « à condition qu'il soit positif», a insisté M. De Klerk – que l'on pourre passer aux la future « Afrique du Sud démocratique et multiraciale». Le chef de l'État se dit prêt à mettre en place un « gouvernement de transition» et un « Parlement intérimaire», mais il n'est pes quesion que cette phase de «partage du pouvoira soit marquée per une edomination s' de la communeuté noire : les « droits des minorités » seront « garantis », a assuré M. De Gerk. Le Congrès national africa (ANC) de M. Nelson Mandela a aussitôt fait connaître son rejet des propositions présidentielles. Un des principaux alliés de l'ANC, le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud, a estimé que les efforts de M. De Klerk ne visaient qu'à eprolonger le règne d'un régime misoritaire et non représentatifs. Toutefois la communauté noire est prête au « compromis ». M. Mandela a, kul-même, utilisé la mot, sakuant, au passage, la « sou-plessa » du président De Klerk.

d'EST que, sous ses apparences timorées, is démarche du chef de l'Etat consti-tue une véritable révolution aux yeux d'une partie de la constinauté bienche. Les dirigeents du Parti conservateur ne s'y sont pas trompés. Le pasteur Andries Treu-nicht a immédiatement fait savoir que sa formation ne participerait pas aux prochaines réunions de la Convention pour une Afrique du Sad démocratique (CODESA), chargée de mener les négociations sur la réforme constitutionnelle, et à a menacé de déposer au Parle-ment une motion de censure contre la gouvernement.

Le président De Klerk, habilement, a proposé de mettre le prin-cipe de l'autodétermination des Blancs à l'ordre du jour des discussions de la CODESA. L'extrême droite, qui rêve à haute voix d'un État blanc séparé, sera, cependant, difficile à convaince. De même, les promesses de vell-ler au maintien de l'ordre cavec l'aide de la polica et, si néces-saire, de l'année» et de ne pas laisser c le chaos et l'anarchie détruire le pays a ne sufficent peut-être pas à calmer les angoisses de la minorité bianche, angoisses de la minorité blanche, qui voit, de jour en jour, son pou-voir et ses privilèges de plus en plus menacés. Les prochaines élections partielles constituerom un test éclairant.

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER



# en Afrique du Sud

la majorité noire caura l'occasion tions anti-apartheid, n'est pac ncore près d'être appliqué.

Le sujet le plus sensible qui devait être abordé par les ministres des finances des Sept est celui de la relance de l'économie mondiale. La sortie de la récession n'est pas encore acquise aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, tandis qu'au Japon et en Allemagne, un ralentissement de l'activité est attendu cette année. Lors de la visite du président Bush à Tokyo, les Etats-Unis et le Japon avaient signé le 8 janvier un accord portant sur une astratégie concertée destinée à stimuler la croissance». L'élatgisse-

magne s'inquiètent de la politique monétaire très restrictive menée vantes, ouvrant iz voie à par la Bundesbank (le Monde du Enfin, après les résultats jugés tionale de Washington, les modaliencore à définir, notamment les formes que doit prendre le soutien aux réformes économiques entreprises par la Russie. La Chine, a son tour...

de notre envoyé spécial Pressé par son visiteur - en l'occurrence

Le retour des vieux démons du séparatisme menace

la stabilité du dernier des grands empires

M. Jacques Chirac, en novembre 1991, mais cela aurait pu être n'importe quel autre invité à n'importe quel autre moment - de dire quand on ouvrirait le tombeau du fondateur de l'empire chinois, dont seules les fosses annexes ont été jusqu'à prisent excavées, le gouverneur de la province du Shaanxi sourit, soupira, avant de laisser tomber, sans grande conviction: «On l'ouvrira, c'est stir». Puis, plus sin-cère: «Il y a encore beaucoup à faire pour parvenir à un consensus sur le principe de

Tout était dit. Rien ne se fera de sitôt. Pénétrer dans la chambre funéraire de l'empereur Qin Shi Huangdi – dont la dépouille mortelle est gardée par la célèbre armée de terre cuite qui amène en Chine

les touristes par dizaines de milliers -remettrait en question trop de choses : le caractère sacré des sépultures impériales et le mythe bimillénaire de l'Etat chinois. La bureaucratie impériale, réincarnée en version communiste, s'en nourrit depuis vingt-deux siècles. Sa terreur est d'en être

Il est cependant une interrogation sousjacente que ni le gouverneur ni M. Chirac ne souhaitent aborder de front, bien que la désintégration de l'ex-URSS renforce son caractère d'actualité : lorsqu'on aura effectivement pris la délicate décision politique d'ouvrir la tombe de l'unificateur de la Chine, celle-ci existera-t-elle encore, comme aujourd'hui, selon les normes que l'illustre despote avait fixées en l'an 221 avant notre ère et que les communistes ont tout fait pour perpétuer?

FRANCIS DERON

## La réunion des ministres des finances du G7

# Les pays industrialisés s'efforcent

d'une cinquantaine d'Etats, réunis les 22 et 23 janvier à Washington pour discuter de l'assistance à l'ancienne Union soviétique, ce sont les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept principaux pays industriels (G7) qui se retrou-

ment de cette initiative aux Sept

devait être examiné à New-York,

gramme de la rencontre qui devait avoir lieu au Garden City Hotel à Long-Island, la relance de taux de change. Sur ce demier point c'est surtout la revalorisation du yen qui était à

la croissance mondiale, l'aide à la CEI et les l'ordre du jour.



Lire

Les Japonais acceptent une revalorisation de leur monnaie par ERIK IZRAELEWICZ Les milieux agricoles américains trouvent insuffisant l'effort

par SERGE MARTI des Etats-Unis en faveur de la CEI

#### HEURES LUCALES

#### Un tour de France des régions

#### La Haute-Normandia

A force d'être discrets, les habitants de cette région ont appris à cacher leurs matheurs comme leurs bonheurs. Dans l'ombre du grand Bassin parisien, ils s'efforcent d'exister, de faire vivre une entité qui souffre pourtant de rivalités encestrales. Si Le Havre et Rouen cessaient de s'ignorer at mettalent en commun leurs ports et leurs atouts économiques, la région pourrait aspirer à tenir le rôle international auquel sa position géographique la destine.

Lire pages 10 et 11 l'enquête de SERGE BOLLOCH

#### Les islamistes algériens sous surveillance

L'armée a tiré en l'air pour contenir les partisans du FIS dans les

Lire page 3 l'article de GEORGES MARION

#### Loin des capitales : Louang-Prabang

Une visite du palais et des monastères qui, su cœur du Leos, mémoire du royaume. Lire page 4 l'article de JEAN-CLAUDE POMONTI

#### Exode et répression en Haîti

Depuis la coup d'Etat du 30 septembre, plus de 10 000 bost people ont fui l'île.

Ure page 5 l'article de JEAN-MICHEL CAROIT

#### Scandale financier dans les cliniques privées

Le dirigeant d'une des principales chaînes d'établissements est Lire page 8 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

#### M. Daniel Gœvdevert au «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Daniel Gœvdevert, président du directoire de la firme allemande d'automobiles Volkswagen, invité de l'émission hebdomadeire «Le Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 26 janvier à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

# Le rendez-vous des gaucnes

#### La marche antiraciste réunit les associations, les syndicats et les partis hostiles au FN sans masquer leurs différences

par Patrick Jarreau

Mieux qu'un congrès ou un colloque, la manifestation organisée samedi après-midi 25 janvier à Paris contre le racisme et pour l'intégration s'annonçait comme une vitrine de l'état de la gauche en France après dix ans de pouvoir socialiste.

Avant même qu'elle n'ait commence, une constatation d'évidence s'imposait : la gauche politique, syndicale, associative s'était donné rendez-vous piace de la Bas-tille. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu défiler easemble le Parti socialiste, le Parti communiste les trotskistes de la LCR, la CGT, la CFDT et la FEN, SOS-Racisme et la FASTI (Fédération des asso-ciations de solidarité avec les travailleurs immigrés). Même si un protocole minutieux était prévu pour éviter toute confusion entre les différentes catégories de participants, même si la présence des Verts et

de France unie devait rappeler que les contours du combat antiraciste ne se limitent pas à la gauche stricto sensu, la convergence de ces mouvements autour de la colonne de Juillet, avant d'emprunter le trajet rituel qui mène à la place de la Nation, était, en soi, révélatrice d'un certain retour de l'esprit unitaire des grands

Au-delà des dissensions, que la manifestation ne devait pas mesquer, l'installation durable, dans le champ politique, d'une extrême droite de plus en plus agressive dans ses propos et dans son programme a fini par susciter, à gauche, un militantisme dont la responsabilité du pouvoir avait fait perdre le sens.

Lire la suite et l'article de GILLES PARIS « Les francs-maçons face au FN » page 6

#### CHRONIQUE DES MARCHÉS

- · Devises et or : le prix
- Marché monétaire et obligataire : turbuiences
- Matières premières : déficit sur le caceo
- Marché international des capitaux : réussite

Lire page 19 les articles de FRANÇOIS RENARD PATRICK SERVIN et CHRISTOPHE VETTER

# CLAUDE MAURIAC

Histoire de ne pas oublier

Journal 1938



#### La danse commence à quarante ans

il est rane que de grands danseurs ne recorochent pas leurs Pourtant, il est de plus en plus fréquent de voir des « vétérans : remonter sur scène, de Mata Plissetskala à Mikhail Barychnikov. Et Jiri Kylian, directeur du Nederlands Dans Theater, vient de fonder une formation qui accueille des danseurs à l'automne de leur carrière. Danseurs dont la maturité artistique et la complicité avec les chorégraphes pourraient pallier la baisse de dynamisme.

Lire l'article de SYLVIE de NUSSAC page 14

A L'ETRANGER: Alpire, 4.50 DA; Marce, 8 DN; Turkis, 750 m; Alarague, 2.50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Caneda, 2.25 \$ CAN; Antilles/Riburion, 9 F; Côte-d'hroire, 465 F CFA; Dansmark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Gràce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Iralie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paye-Bas, 2,75 FL; Portuget, 170 ESC; Sánégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 S.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : I, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopleur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

> Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944, Capital social : 620 000 F

Principanx associés de la société
Société civile « Les Rédacteurs du Monde ».

Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.



Jacques Lesourne, président Michel Cros, durecteur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue du Colonel-Pierro-Avia 75902 PARÍS CEDEX 15 TA: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Télém: 44-5-98-73. Societé filiale de la SARI. le Monde et de Médias et Régios Europe Se

Imprimerie du e Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

emeignements sur les microfilms index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voic nameic CEE	
3 <b>mais</b>	460 F	572 F	790 F	
ú arcis	890 F	î 123 F	1 560 F	
I=	1 429 F	2 986 F	2 960 F	

ÉTRANGER : vote aertenn tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletia accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO Changements d'adresse définitifs o provisoires : nos abonnés sont invités formuler leur demande deux

#### BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

Nom:

Adresse :

Code postal : .

Le Monde Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction cques Lesourne : g secques Lesourne : gérant directeur de la publication Bruno Prantication Bruno Frappat directeur de la rédection

Rédacteurs en chef

Daniel Vernet (directeur des relations internati

Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a dix ans

# Le premier bébé-éprouvette français

'HOPITAL Antoine Béclère de Clamart n'avait jamais, avant ce mercredi 24 février, connu un tel afflux de journalistes. Dans ce triste après-midi de l'hiver 1982, ces derniers avaient été convoqués derniers avaient été convoqués d'extrême urgence par le service de presse de l'Assistance publique de Paris, et la surprise avait été telle que quelques-uns, encore peu rompus aux « scoops » médicaux, avaient longtemps erré avant de trouver dans la jungle urbaine des Hauts-de-Seine le lieu de l'exploit. S'agissait-il d'ailleurs d'un exploit? Avec le recul, on devrait légitimement commencer à en douter. D'autres enfants, naïvement bantisés tres enfants, naïvement baptisés « bébés-éprouvette » étaient déjà venus au monde après avoir vu le jour sur une paillasse de laboratoire lors de leur fécondation réalisée in vitro, soit en dehors des voies géni-tales de leur future mère.

Il y avait eu, le 25 juillet 1978 d'abord, pour la première fois au monde, à l'hôpital d'Oldham dans le nord-est de l'Angleterre, une certaine Louise Brown, fruit des travaux novateurs des docteurs Steptoe et Edwards, une naissance vécue par beaucoup comme un événement d'une portée considérable, l'équiva-lent biologique et médical du pre-mier pas de l'homme sur la Lune. Une première aussi qui portait en germe une foule de questions, politiques notamment, dont certains com-prirent d'emblée qu'on no pourrait longtemps en faire l'économie. « Aujourd'hui la chose est prouvée : « Aujourd'hui la chose est prouvée : les biologistes ont la capacité d'in-tervenir dans les mécanismes de l'existence », écrivait dans ces colonnes au lendemain de la naissance de la petite Brown, M. Lucien Neuvirth, ceiui qui, dix ans aupara-vant, avait été à l'origine de la loi française rendant licite l'usage des contraceptifs.

> Le paternel trio...

«On doit alors, poursuivait-il, se demander si la puissance publique peut être indifférente à l'égard des questions que pose à l'individu le pro-grès de ses pouvoirs sur la vie. Si l'homme se sent menace, ce n'est pas tant par les progrès de la science que par les mausais isages qu'il en fait; mais au nom de quelles valeurs imposer, interdire, l'égiférer?» Cette dix ans de se poser avec une acuité

L' «exploit » de l'équipe d'An-toine-Béclère survenait aussi après une trentaine de fécondations in vitro suivies de naissances en Angle-terre, en Australie ou aux États-Unis. Mais qu'importe? 3,420 kg, 51 cm, Amandine, premier bébé-éprouvette tricolore était née, cela valait bien une conférence de presse. Les parents biologiques ayant tenu initialement à conserver l'anonymat, celui des auteurs du succès ne le fut nullement. Ainsi, sous la lumière des projecteurs, la France découvrit le



paternel trio à l'origine de l'enfant : le biologiste Jacques Testart, le gyné-cologue-obstétricien René Frydman et le chef de service Emile Papier-nik. Souriants, bras dessus-bras dessous, légitimement fiers de leur résultat et sans doute conscients déjà de leur notoriété naissante ou grandissante, ces trois spécialistes pressentaient-ils alors les nuages à venir, les tensions, les conflits personnels qui allaient rapidement survenir, s détruire cette équipe remarquable, chacun trouvant ailleurs les raisons de croire en sa technique et en son savoir-faire, de progresser dans la carrière?

L'heure alors était à l'information, au spectacle médico-scientifique et. corollaire, à la vulgarisation au travers de laquelle, fin du vingtième siècle ou pas, continue bien souvent d'apparaître, plus ou moins bien dissimulée, une quête de légitimation sociale. On apprit tout alors sur les trompes «bouchées», la stimulation de l'ovulation, le recueil des ovocytes par ponction sous celloscopie, l'obtention de l'embryon humain sous l'œil du microscope et son implantation dans le corps de la

On n'entendit goëre, en revanche, le discours préventif du docteur Papiernik, qui tenta de profiter de l'occasion ainsi offerte et des m captifs ou presque pour dire que les stérilités tubaires - l'une des indications les plus fréquentes en théorie du recours à la technique de la fécondation in vitro - étaient presque toujours la conséquence de pro-blèmes gynécologiques d'origine infectieuse (salpingites) et qu'il convenait en bonne logique de s'in-téresser avant tout à la prévention des maladies sexuellement transmis-sibles. Or, s'il n'y avait eu entre-temps l'épidémie de sida – dont on commençait alors dans l'indifférence quasi générale à diagnostiquer les premiers cas français, - on peut

parier qu'un tel discours surait été sans lendemain tant la magie de la technique médico-biologique sait l'emporter sur le raisonnable mais obscur discours préventif.

problèmes posés par la congélation des embryons humains et la

Tout ou presque était dit. Anjour-d'hui, 20 000 enfants sont, à travers

le monde, nés après fécondation in vitro, et les centres spécialisés

conservent grâce à la congélation des milliers - des dizames de milliers? -d'embryons humains ainsi conçus en

attente d'une future et parfois hypo-thétique transplantation. Depuis dix ans, en France, le débat et les polé-

miques n'ont pas cessé, la pratique de la fécondation in vitro jouant un puissant rôle de catalyseur et met-

tant en iumière l'ensemble des

enjeux et des difficultés liés à la procréation médicalement assistée

On s'est ainsi intéressé à l'insé-

nouvelles questions sur l'efficacité et sur la diffusion, excessives autant que mai contrôlées, de ces nouvelles

techniques. Vinrent enfin les contro-

verses sans cesse renouvelées sur la légitimité de l'insémination artifi-cielle post mortem, celle des mères porteuses ou celle de la recherche sur les embryons humains orphelins.

Il est clair aujourd'hui que l'ea-

semble de ces mamipulations de la reproduction humaine dépasse et de très loin le seul champ de la méde-cine et de la biologie dans lequel il a

vu le jour, l'art médical ne parve-

nant pas pour sa part à borner avec précision la définition de la stérilité

du couple dans laquelle certains se refusent à voir une pathologie, se limitant ici à la fatalité. Parce

dans son ensemble.

recherche sur ces derniers.

Le hasard voulait que ce 24 février à quelques kilomètres de la réunion d'Antoine-Béclère, le calendrier gouvernemental nit fixé à la même heure on presque l'inau-guration d'un nouveau bâtiment de recherches dans l'enceinte de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif. La fécondation in vitro supplanta bien vite ce soir-là les discours obligés sur le cancer. On entendit ainsi M. Jean Pierre Chevènement, ministre socia-liste de la recherche et de la techno-logie, et M. Jack Ralite, ministre communiste de la santé. Le premier, après avoir adressé un message de félicitations à l'équipe de Béclère manifesta publiquement sa joie et se permettre que tous les enfants désirés puissent naître. C'est aussi, crut-il pouvoir ajouter, un des objectifs du

Poétique et extraverti comme tou-jours, M. Ralite prolongea la réflexion de son collègue. « L'évênement me bouleverse, devait-il confict, je ressens comme un vertige, comme une autre humanité se gref-fant sur l'humanité. L'homme fait la preuve de son potentiel créateur Tout est présent pour une nouvelle morale. Nous devois faire un effort d'imagination pour aborder l'aspect éthique de ces questions. Les scientifiques ne doivent pas être les seuls i y réfléchir.» Plus prudent, M. Phi-lippe Lazar, tout nouveau directeur général de l'INSERM (poste qu'il occupe toujours aujourd'hui), se borna à qualifier cette recherche de «fort intéressante». «Les demandes développement sont en cours d'études, ajoute-t-il, précisant qu'il réfléchissait à l'étargissement du comité d'éthique de l'INSERM afin,

parce qu'elle bouleverse les règles de la filiation tout en offrant une possibilité de reproduction disjointe du rapport sexuel et un apparent remède aux trop mystéricases «sté-rilités inexpliquées»), l'ensemble des techniques et des pratiques qui constituent la procréation médicalement assistée soulève des questions de tous ordres pour lesquelles les réponses définitives, si elles existent, emblent encore bien lointaines.

Instance consultative, le Comité national d'éthique, qui fêtera l'an prochain son dixième anniversaire, ne peut et ne veut trancher, comme en a témoigné il y a quelques années a controverse sur son moratoire à propos de la recherche sur les embryons, Inquiets des conséquences politiques que pourrait avoir une telle entreprise, les différents gouvernements out tous. depois dix ans, renvoyé à plus tard une action législative, se bornant, en 1988, à une parade réglementaire qui montre, jour après jour, ses limites, son ambiguité et sa relative incohérence. Les choses, pourtant, évoluent.

Comme pour lêter les dix ans d'Amandine, le gouvernement français, par la voix de M. Michel Sapin, ministre délégné à la justice, vient de faire savoir que, sans aller jusqu'à traiter de l'éternelle question du statut de l'embryon humain, il avait, pour sa part, tranché. C'est ainsi que la toute prochaine loi sur la bioéthique affirmera, fort justement, que les procréations médicale-ment assistées doivent demeurer une thérapeutique, et en aucune façon devenir, comme un garde des sceaux avait il y a quelques années cru pouvoir le dire, une nouvelle manière de faire des enfants.

JEAN-YVES NAU ► Parmi las très nombreux ouvrages traitant des procréations médicalement assistées on peut citer le livre, déjà « historique » de Jacques Testart, l'Œuf transparent, édité par les éditions Flammarion (collection s Champs x; 224::p., '37 F). A noter aussi pour les spécialistes Circulation extraco osmètes. Pratiques institutionnelles et références éthiques » sociologie de l'éthique IRESCO, 59-61, rue Pouchet, 75849

mination artificielle avec donneur, qui avait commence à être mise en des CECOS dix ans avant la nais-sance d'Amandine. Puis surgirent de

> ► On notera également le pro-longement jusqu'au 15 mars 1992 de l'exposition « La vie en kit. Ethique et biologie ». Fondation de l'Arche de la fratemité, toit de la Grande Arche, Paris. (Tous les jours de 9 h à 17 h, accès par les ascenseurs panoramiques. Renseignement :

Paris Cedex 17, tél. : (1) 40-25-

BIBLIOGRAPHIE

## Renty, homme de bien

GASTON DE RENTY, de Raymand Tribaulet,

Paris (Beauchesne), 1991,

435 p., préfoce d'Henri Gouhier.

Gaston de Renty n'est jamais tombé dans l'oubli complet. Tous ceux qui étudient le dix-septième siècle, les historiens de la religion et principalement de la spiritualité le mentionnent et le louent. L'abbé Bremond, grand maître en la matière, déclare que son style atteint les cimes. On peut toutefois considérer que Blaise Pascal l'a occulté. Tous deux sont morts à trente-huit ans, mais Pascal est son cadet de onze ans, ce qui l'a fait vivre en pleine période de la Fronde et des luttes jansénistes. Outre que Renty n'a pas écrit de Provinciales chargées à la fois de passion et d'humeur, on ne peut le qualifier d'« effrayant ne peut le qualifier d'« effrayant génie», comme Chatcaubriand l'a justement fait pour Pascal.

Raymond Triboulet a décidé de faire connaître Renty au public cultivé et s'est pris de passion pour son compatriote auquel le rattachait au surplus un commun idéal religieux.

Qui donc est ce Gaston Jean-Baptiste de Renty? A coup sûr un homme peu ordinaire. Il aurait pu, comme le voulait sa mère, devenir aun des premiers gentilshommes de son temps». Las! il a étudié au collège de Navarre et au collège des jésuites de Caen; les mathématiques et les sainces et est mathématiques et les sciences naturelles sont ses matières préférées, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une excellente culture humaniste, d'où il tire un style net, mêlant aux longues phrases

des textes concis : Je vous écriral, dit-il «dans une manière brève, et qui ne cherche point de façon ». Ajoutons à ses exploits profanes un Traité de la fortification, un Traité de la sphère et une Géographie. Mais le profane a d'emblée céde le pas au

mystique, à l'homme de Dieu. Et pourtant, après avoir songé, lors de ses dix-huit ans, à devenir moine, il consent à mener une vie provisoire de gentilhomme campagnard, parfois à la cour, parfois à la guerre, et il épouse en 1634 Elisabeth de Balsac, mariage a brillont se d'irès avantageurs a la prante ct « très avantageux ». Il en aura

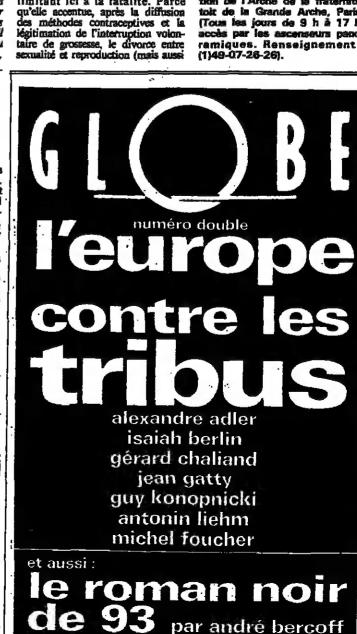
Comment fait-il pour jouer son rôle de père de famille, et pour se a convertir à Dieu », comme il l'a ecrit en 1642? Il quitte la cour, l'arméc, et se « consacre entièrement à l'imitation de Jésus-Christ par l'oraison et les œuvres de charité».

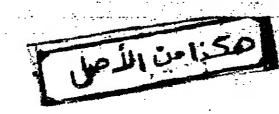
Retenons les deux points les plus propres à passionner les lecteurs, comme ils m'ont passionné. Les 424 lettres postérieures à 1640 sont toutes de spiritualité. De plus en plus, ce laïque devient directeur de conscience, même pour des reli-gieuses. A une époque où la Contre-Réforme catholique se traduit dans les campagnes et les petites villes par l'édification d'innombrables retables baroques, charges de saints, d'anges, de ficurs, revanche de la campagne contre les villes, comme l'a montré le grand historien Victor-Lucien Tapié dans son célèbre livre Baroque et classicisme, Renty professe une spiritualité plus simple, où tout s'oriente autour de

construites du dix-septième siècle Dieu, du Christ, où les saints et les anges n'apparaissent que rarement.
Mais à cette même époque où naît
le sorubre jansénisme, dont Pascal
sora en somme victime, Renty professe une foi optimiste, ardente, généreuse, qu'il explique lumineuse-

> L'autre centre d'intérêt est la Compagnie du Saint-Sacrement. Créée en 1629 par le duc de Venta-dour. Dans ses huit dernières années, Renty en sera à peu près constamment le directeur. Il faudrait pouvoir parler abondamment de ce «mouvement d'action catholique lai-que» avant la lettre, escorié d'une œuvre « sociale » : les « frères ouvriers». Comme Molière dans le Tartifie est supposé en critiquer le fanatisme dévot, nous devons rechercher la régité. Reconnaissons que toutes les compagnies religieuses laïques ont pâti de préjugés analogues. C'est la « congrégation » de 1815, avec ses «chevaliers de la foir Cest le « congrégation » de la foir de la congrégation » de la congrègation » de la cong foi». C'est la société de Saint-Vin-cent-de-Paul, dissoute par-Napoléon III. Remarquons qu'il en va exactement de même pour la franc-maconnerie. Pour sa part, Triboulet combat avec énergie le livre de Raoul Allier, la Cabale des dévots, qui date de 1902. Donnons donc au mot « dévot » son sens d'alors, celui des hommes qui, à leur façon et sans persécuter les autres, cherchent Dieu de toutes leurs forces et que ce très beau livre nous aide à mieux connaître, un homme de bien qui, par bien des côtés, fut

J.-B. DUROSELLE de l'Institut





الهام وهوا ويوري

4 30

Carlotte

1 1 1

. . . . . K

## Les mosquées placées sous étroite surveillance

armes pour disperser, vendredi 24 janvier à Alger, des rassem-blements de partisans du Front islamique du salut (FIS) autour de la mosquée de Bab-el-Oued. Mais il s'agissait de tira de sommation et il n'y a pes eu de blessés. A Kouba, la grande prière du vendredi s'est déroulée plus calmement, sous la surveillance d'un imposant service d'ordre. Le FIS manifeste des difficultés certaines à réagir à la mise en place d'un pouvoir qui entend résolument limiter, sinon son audience, du moins son influence.

ALGER

de notre correspondant

Chaque vendredi, le Front isla-mique du salut est placé devant une situation nouvelle. Le 17 janvier, premier vendredi après le départ du président Chadli, il venait d'apprendre que le second tour des élections législatives était purement et simplement supprimé, le privant d'une victoire probable ment écrasante. Une semaine plus tard, il lui faut faire face à l'arrestation de son chef, M. Abdelkader (préfet) qui entend interdire tout

rassemblement autour des mos-quées. Qu'en sera-t-il vendredi pro-chain?

Jusqu'à présent, le FIS ne s'est pas laissé aller à une réaction incontrôlée. Le 17 janvier, il avait incité ses partisans à rester calmes. Une semaine plus tard, le fond du discours est resté identique, bien que la forme soit plus dure. A Kouba, devant les fidèles rassemblés à la mosquée Ben Badis, MM. Rabah Kebir et Mohamed Saïd, tous deux membres de la Saïd, tous deux membres de la direction du FIS, ont appelé les soldars déployés aux alentours à ne pas tirer sur la foule, même s'ils devaient, pour cela, arisquer leur vie ». En bonne logique, l'armée, qui n'a pas en besonn de beancoup pius pour faire incarcérer M. Hachani, coupable d'avoir encouragé les soldats à se débarrasser des « despotes », pourrait voir dans ces paroles un appel déguisé à la désobéissance (1).

Tandis que la police dispersait sans ménagements tout attroupe-ment, interpellant quelques récalci-trants et une dizaine de journa-listes qui devaient être relâchés peu après, les dirigeants du FIS ont encore assuré que la répression, dans lecurals ils respirate les pordans laquelle ils voyaient les pré-misses d'une chute du régime, n'empêcherait pas leur victoire

A Bab-el-Oued, autour de la mosquée Es Sunna, les choses se sont déroulées un peu moins cal-

mement puisque l'armée a dispersé la foula qui tentait de se rassem-bler avec des tirs de sommation. Aucun blessé n'est à déplorer, a affirmé un porte-parole de la police, qui a acquiré que le califa-

Reprendre les places fortes

Les tensions de la rue se répercu-tent indirectement sur les débats qui agitent la direction du FIS, ras-semblée vendredi 24 janvier, pour désigner un successeur à M. Abdel-kader Hachani, arrêté le 22 janvier. Officiellement, le Majlis el Choura, direction collective de l'organisa-tion, n'a toujours pes fait connaître son choix. Bien que le contenu de ses discussions ne soit nes rendu son chork been que le contenu ue ses discussions ne soit pas rendu public, il semble que le FIS hésite entre M. Rabah Kebir, un proche de M. Hachani, et M. Othman Aïssani, un instituteur d'une quarantaine d'années, originaire de Jijel, dans l'est du pays. (Ce dernier aurait été interpellé vendredi soir par les forces de l'ordre, selon un responsable du FIS).

Actuel vice-président du bureau exécutif provisoire du FIS, M. Aïs-sani, contrairement à M. Hachani, était partisan du boycottage des dections législatives. Il peut aujourd'hui légitimement arguer de sa clairvoyance pour revendiquer la direction du FIS. Mais il devra compter avec M. Kebir, dout la présence à Kouba, vendredi, souli-

gnait l'influence. Ces conflits de personnes recouvrent, en fait, les hésitations du FIS devant une situation encore mal maîtrisée. N'ayant pas saisi, après la déposi-tion du président Chadli, la chance y d'une riposte immédiate qui aurait pu contrecarrer les plans des militaires, l'organisation intégriste se trouve aujourd'hui dans une mauvaise passe, face à une armée qui n'entend pas relâcher sa pression, voire attend la première occasion pour la dissoudre et emprisonner d'autors dirigeants.

emprisonner d'autres dirigeants. De son côté, le Haut Comité d'Etat aujourd'hui au pouvoir d'Etat aujourd'hui au pouvoir compte bien reprendre, une à une, toutes les places fortes qui avaient été concédées aux islamistes ces dernières années, qu'il s'agisse des mosquées, qui out joué le rôle que l'on sait dans le développement du mouvement, de l'administration et même de l'école où les intégristes sont nombreux. Aucun secteur ne semble devoir échapper à une semble devoir échapper à une reprise en main dont les modalités ne sont pas encore définies, mais qui imposera longtemps son rythme à la vie politique algé-

**GEORGES MARION** 

. (1) Selon un communiqué de la gen-darmerie, M. Koundri Bachir, responsa-ble du FIS à Zeralda, près d'Alger, a tri-interpellé vendredi soir pour avoir affi-ché le communiqué de M. Hachani,

TURQUIE : dans la crainte d'une offensive de printemps

L'armée tente d'anéantir la guérilla kurde

PKK, qui campent généralement en

montagne, dans des grottes ou en plein air, marqualent traditionnelle-ment une pause durant les mois

d'hiver en raison des conditions cli-

pas grand-chose. Nous nous consa-

crons suriout à l'entraînement », a déclaré M. Akif. Mais cette année, la tension est particulièrement élevée dans la région et l'armée, craignant une rébellion populaire, semble déterminée à prendre l'initiative

déterminée à prendre l'initiative plutôt que d'attendre l'offensive de

Les affrontements avec les forces

de sécurité sont devenus routiniers

au Sud-Est. S'y ajoutent maintenant les meurtres et enlèvements mysté-

rieux d'activistes kurdes - parmi les-quels plusieurs membres du Parti

quess pusseus memores un rain travailiste du peuple (pro-kurde, HEP) – dont les coupables ne sont jamais retrouvés. Selon M. Mahmut Alinak, député kurde de la coalition

gouvernementale, plus de quarante militants ont ainsi trouvé la mort

depuis mai 1991. Le dernier en

Après leurs entretiens avec M. Boutros-Ghali

Les dirigeants de Zagreb et de Belgrade

escomptent l'arrivée prochaine des «casques bleus»

mátiques. « En hiver, nous ne fais

harde en 1984, les combattants du date, M. Harbi Arman, membre du

AFRIQUE DU SUD: après l'annonce d'un référendum ouvert aux électeurs noirs

#### L'ANC rejette les propositions de M. De Klerk mais garde l'espoir d'un «compromis»

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a « rejeté totalements la conception d'un Parlement intérimaire exposée, vendredi 24 janvier, per la chef de l'Etat sud-africain, M. Frederik De Klerk. Reconnaissant toutefois que ce demier avait fait, sur plusieurs points, preuve de couplesse », M. Mandela s'est dit persuadé qu'un compromis était « possible » entre l'ANC et le gouvernement.

de notre correspondent

M. De Klerk a expliqué aux députés des trois Chambres (blanche, métis et indienne) qu'il avait promis beaucoup en février 1990 et février 1991, et que ses promesses avaient été tenues. « Le prélude aux négociations est derrière nous, celles-ci ant bel et bien commencés, a-t-il lancé dans son dis-cours d'ouverture de la nouvelle

Le président a laissé entendre qu'il était maintenant prudent de consolider les acquis, de ralentir un peu le rythme des réformes, qui ont fait basculer le pays de l'apartheid vers ce qui sera demain la «nou-

HEP, a été retrouvé il y a peu mort,

ligoté et béillonné, sous un pont près de Diyarbakir. Ces crimes impunis ne font qu'enflammer les sentiments

de la population kurde, de plus en plus nationaliste, qui affiche désor-mais son soutien pour le PKK en

participant en masse aux funérailles des milimuts tués lors d'affronte-

ments. «Nous sommes prêts à négo-cier inconditionnellement, » a déclaré

«La meilleure solution serait pour ous [Kurdes et Turcs] de continuer

à vivre ensemble, peut-être au sein

d'une fédération. » Mais dans les deux camps, des éléments radicaux

cherchent à envenimer la situation

et les tentatives, timides, de libérali-

sation du gouvernement de

M. Demirel - le premier film en langue kurde autorisé en Turquie est

més à Diyarbakir - ne suffiront pas pour résoudre pacifiquement le pro-blème des douze millions de Kurdes

ellement projeté à guichets fer-

NICOLE POPE

velle Afrique du Sud démocratique et non raciale». En rappelant, avec modestic, le bilan des deux années écoulées, il a levé le voile sur sa vision du futur et explicité ce qu'il entendait par a gouvernement de transition», a Parlement intéri-maire », et les moyens qu'il envissgeait de mettre en œuvre pour y

Après avoir rejeté toute notion de gouvernement intérimaire comme anticonstitutionnelle, le chef de l'Etat a fermement redit sa convic tion qu'un a gouvernement de transition» se metirait en place dans un « cadre respectant la Constitution», afin d'arriver au « parlage du pouvoir». Un principe qui, selon lui, n'entrera en vigueur qu'après approbation populaire.

e Nous nous sommes engagés sur l'honneur à organiser un référendum qui donnera l'occasion aux électeurs des trois Chambres de se prononcer sur les amendements constitution-nels », a réaffirme M. De Klerk avant de spécifier que « notre popu-lation noire devra également pouvoir s'exprimer au cours de ce référen-

a C'est pourquoi j'envisage une consultation à laquelle chaque citoyen sud-africain participera et dont le résultat pourra être lu globalement, mais aussi par collège électorals, a-t-il expliqué, ouvrant ainsi solennellement le voie des urnes aux Sud-Africains noire. Comme il l'avait fait à chaque foi qu'il avait précédemment évoqué un référendum, le vote pour la un reterendum, le vote pour la majorité noire ou des amendements constitutionnels, M. De Klerk a pris soin de rappeler qu'il était, pour lui, hors de question de transgresser le cadre de l'actuelle Constitution, un texte que « seul le Pariement, tel qu'il est aujourd'hui, a le pouvoir d'amender », a-t-il précisé.

Au moment où M. De Klerk déclarait ouverte la session parle-mentaire, quelque vingt mille à trente mille manifestants du Congrès national africain (ANC), d'un côté, et un millier de militants du Congrès panafricain (PAC), de l'autre, défilaient dans les rues du Cap. Le vice-président de l'ANC, M. Walter Sisulu, à la tête d'un cortège chahuteur, se voyait refuser l'entrée da parole. La manifestation repartait alors vers l'esplanade de la mairie, son point de départ, où le pasteur Allan Boesak, nouveau responsable régional de l'ANC, haranguait la foule, mais plaidait le calme et la discipline.

Avant de refluer devant les barrages de police bloquant les accès du Parlement, M. Sisulu a pris le temps de remettre au secrétaire général adjoint de l'Assemblée une déclaration en huit points, récla-mant l'abolition du système tricaméral, l'instauration d'un gouverne-ment intérimaire dans les six mois et l'élection d'une Assemblée constituante, au suffrage universel, avant la fin de l'année.

De retour à Soweto, après une série de visites dans les pays du Maghreb, M. Mandela a rejeté en bloc l'idée d'un a gouvernement transitoire» et celle d'un « Parlement intérimaire », tout en esti-mant, cependant, que M. De Klerk avait fait preuve de « souplesse » et su ménager l'avenir en laissant la porte ouverte au « compromis ». FRÉDÉRIC FRITSCHER

#### MALI : pour les élections législatives

#### Vingt et un partis en lice

Plus de cinq millions de Maliens étaient appelés à élire, dimanche 26 janvier, les cent vingt-neuf membres de la future Assemblée nationale. Ces élections législatives sont les premières où plusieurs for mations s'affrontent, après plus de trente ans de régime de parti unique. Vingt et un partis, sur les quarante-huit que compte le Mali, par-ticiperont à ce premier tour. La plupart d'entre cux présentent des candidats dans la presque totalité des régions du pays. C'est notam-ment le cas de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA, qui a obtenu 214 conscillers aux municipales de dimanche demier), du Comité national d'initiative démocratique (CNID, 96 conseillers) et de l'Union soudanaise-RDA (US-RDA, 130 conseillers).

Quatre partis, dont le CNID, ont menacé « de boycotter les pro-chaines consultations électorales si l'administration ne procédait pas à un recensement fiable des électeurs, si elle ne garantissait pas l'usage de l'encre indélébile et ne faisait pas appel à des observateurs étrangers ».

## **EUROPE**

Depuis deux semaines, les

vions et hélicoptères de l'ar-

mée de l'air turque bomberdent

les montagnes enneigées du Sud-Est, dans l'espoir d'anéantir

les camps des combattants

lardes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'accès au terrain étant rendu impossible

par la neige et le blizzard, l'effi-cacité de l'opération est difficile

ISTANBUL

de notre correspondante

L'armée affirme avoir infligé de

lourdes pertes au PKK, inspirant les spéculations des quotidiens tures qui

citent des chiffres variant entre cent

et cinq cents victimes. De son côté, M. Hasan Akif, basé à Bruxelles et représentant le Front pour la libéra-tion du Kurdistan (ERNK), une

branche du PKK, affirme qu'un seul combattant kurde a trouve la mort

au cours des quinze derniers jours.

Depuis le début de l'insurrection

à prouver.

CEI: la visite de M. Roland Dumas

## Accord franco-ukrainien sur l'utilisation de l'énergie nucléaire

L'Ukraine et la France ont signé, vendredi 24 janvier à Kiev, un accord sur Entitisation rechnique de l'éntreje nucléaire, à l'occasion de la visite du ministre français des affaires étrangères, «Je suis convaincu que l'Ukraine est prête à satisfaire plus rapidement [que prévu] au statut de pays dénucléa-risé», a déclaré M. Roland Dumas lors d'une conférence de presse à l'issue de son séjour dans la canitale ukrainienne.

Il a estimé que l'Ukraine pourrait se défaire de ses armes tactiques d'ici à juillet prochain, et des armes stratégiques d'ici à 1994. La France et l'Ukraine ont également conclu un protocole concernant leurs relations diplomatiques. La France a l'intention de transformer en ambassade son consulat à Kiev.

Un accord sur les conditions de voyage entre les deux pays a égale-ment été signé à cette occasion. Le

ministre français à en outre indi-qué que la France et l'Ukraine allaient coopérer dans le domaine de l'énergie, de la construction, de la construction automobile et de l'agriculture.

M. Dumas, qui se trouvait jeudi à Moscou, a rencontré vendredi à Kiev le président ukrainien Leonid Kravtchouk, le premier ministre Vitald Fokine, le ministre de la itense, le general Consta Morozov, et le ministre de la reconversion, M. Antonov.

A l'issue de ces entretiens, qui ont notamment porté sur le pro-blème de la reconversion de l'industrie militaire ukrainienne, M. Dumas est perti pour Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan.

Le ministre français doit conclure sa tournée dans les quatre Etats nucléaires de la CEI par une

étape à Minsk (Biélorussie). -

Les revendications russes sur la Crimée

## « Des discussions sont nécessaires »

estime le ministre ukrainien des affaires étrangères

ukrainien des affaires étrangères, a estimé, vendredi 24 janvier, e nécessaires » des discussions entre l'Ukraine et la Russie concernant le statut de la Crimée, un problème qui, selon lui, risque de « devenir un précèdent ». Jeudi, le Parlement russe avait décidé de réexaminer le légitimité et la constitutionnalité de l'acte d'attribution de la Crimée à l'Ukraine signé par Nikita Khrouchtchev en 1954 (le Monde du 25 janvier).

M. Zlenko a tenu à souligner que, selou lui, l'Ukraine dispose d'une « base juridique très solide» Mais il aest évident », pour M. Zienko, que le problème du statut de la Crimée ne « peut pas être résolu par des résolutions parlementaires » mais par les « peuples eux-

Pour sa part, un conseiller politique da président ukrainien Leonid Kravtehouk, M. Nicolaï Mikhalchenko, a estimé, vendredi, que les nouvelles revendications des députés misses sur la Crimée n'étaient « qu'un moyen de faire pression sur l'Ukraine pour que la Russie

obtienne d'autres avantages ». Il a a rappelé que le président Boris Eksine comme l'ensemble de la direction de la Russie avaient

M. Anatoli Zlenko, ministre mée était une partie inaliénable de l'Ukraine. « On ne peut pas consitimé, vendredi 24 janvier, dérer que profèrer des menaces soit une politique civilisée », a-t-il

> L'Ukraine dispose de « bases juridiques sérieuses » concernant la . Crimée, a estimé, vendredi, le ministre français des affaires étrangères lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de sa visite à Kiev. « L'Ukraine veus résoudre cette question par la négo-ciation et non par la force», a sou-ligné M. Dumas. -- (AFP.)

Franjo Greguric a indiqué vendredi 24 janvier à Zagreb, à son retour de New-York, avoir demandé à M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, à son émissaire spécial Cyrus Vance et aux membres du Conseil de sécurité l'envoi « sans hésitation, et dans les dix jours» d'un premier contingent de 1 500 à 2 000 «casques bleus». Le cessez-le-feu en Croatie ne peut se maintenir « sans

Le premier ministre croate la présence de « casques bleus ». y compris à la frontière de la Croatie avec la Bosnie-Herzégovine, notamment le long de la ligne Bihac-Banja-Luka où l'armée est active (...). Tous mes interlocuteurs ont été d'accord pour estimer que le déploiement des forces de paix est une prémice de la sauvegarde de la trève fragile observée depuis trois semaines, a déclaré M. Greguric.

Reçu lui aussi à New-York par M. Boutros-Ghali, le représentant

AUTRICHE: candidat socialiste à l'élection présidentielle

## M. Streicher juge que la lutte contre l'extrême droite est une «priorité absolue»

crate autrichien (SPOc) à l'élection pays européens». présidentielle prévue au printemps, M. Rudolf Streicher, ministre de l'économic publique et des trans-ports dans le gouvernement fédéral de coalition, a évoqué, vendredi 24 janvier à Paris lors d'une conférence de presse, la lutte contre l'extrême droite pour affirmer qu'il tre a ainsi indiqué que de nouveaux s'agit d' « une priorité absolue, qui délits, punis de un à dix ans de doit être poursuivie non seulement en prison, seront créés : il a cité la

Candidat du Parti social-démo- Autriche mais aussi dans les autres

M. Streicher a confirmé que le de l'Holocauste. gouvernement autrichien a l'inten-tion de renforcer l'arsenal législatif néo-assisme (le Monde du 22 jan-vier), le principe étant d'a empêcher les choses des leur début ». Le minis-

a banalisation » dans les médias ou dans l'édition, de l'idéologie nazie et

M. Streicher, candidat à la suo cession de M. Kurt Waldheim - critiqué pour son passé controversé dans l'armée hitlérienne - a estimé qu'en Autriche, le président de la République doit être « au premier range de la lutte contre l'extrême

bleus » étaient entrés dans leur « phase finale ». Ce déploiement devrait avoir lieu « dans un futur immédiat ou en tout cas pas très lointain », a-t-il déclaré à l'issue d'un cotretien avec le secrétaire général des Nations unies. M. Jovic n'a cependant pas levé les incertitudes que font peser sur le projet de déploiement les dirigeants des régions serbes de Croatie, notamment M. Milan Babic, hostiles à cette opération. a phase finale ». Ce déploiement cette opération.

slave (où ne siègent plus que la Serbie et ses alliés), M. Borisav

Jovic, a estimé que les préparatifs de déploiement des « casques

M. Marrack Goulding, chargé des opérations de maintien de la paix de l'ONU, était attendu dimanche 26 janvier à Belgrade pour tenter de lever les derniers obstacles, selon un porte-parole du secrétaire général des Nations unies. Selon l'agence Tanjug, M. Goulding devrait rencontrer les deux principaux dirigeants des Serbes de Croatie, Milan Babic et Goran Hadzic, pour tenter de les convaincre d'accepter l'arrivée des « casques blens».

Quelques accrochages out été signalés vendredi, comme presque tous les jours depuis l'entrée en vigueur le 3 janvier du cessez-le-feu signé à Sarajevo. – (AFP.)



#### Réunis à Singapour

## Les pays de l'ASEAN veulent tirer les leçons de la fin de la guerre froide

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thailande, se tiendra à Singapour les lundi 27 et mardi 28 janvier. Elle présente d'autant plus d'intérêt que cette association de pays non communistes, fondée en 1967, est en quête d'un deuxième souffle en raison des changements intervenus à la suite de la fin de la guerre froide.

#### BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Intervenant dans la foulée du règlement du conflit cambodgien et au moment où les forces améri-caines se retirent des Philippines, ce quatrième sommet de l'ASEAN doit, tout d'abord, tirer les leçons de la fin de la guerre froide et de ses conséquences pour la région. Les relations conflictuelles avec les Etats d'Indochine (Cambodge, Laos, Vietnam) ne sont plus d'actualité. Les deux derniers ont déjà demandé de signer le traité d'ami-tié et de coopération passé à Bali en 1976 et auquel seule, en dehors de l'ASEAN, la Papouasie-Nou-velle-Guinée a adhéré à ce jour.

Le sommet de Singapour doit et de Hanoï, dont la signature pourrait intervenir à l'occasion de la conférence des ministres des affaires étrangères, à Manille, à la mi-1992. La négociation d'une admission au sein de l'ASEAN des Etats indochinois - y compris le Cambodge, une fois ce dernier doté d'un gouvernement élu - pourrait alors s'amorcer. Le principe en est, en effet, d'ores et déjà acquis.

Certains Etats de l'ASEAN souhaiteralent également que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies soient invités à signer le traité de Bali. Cette possibilité souligne un souci commun d'assurer la sécurité d'une région dont l'armée ex-soviére (une évacuatio: complète du complexe aéronavai vietnamien de Cam-Ranh en 1993 n'est pas exclue).

Malgré les réserves de l'Indoné-sie et de la Malaisie, attachées au non-alignement et à la définition d'une « zone de paix, de liberté et de neutralité » - ZOPFAN, concept qui date également de 1976 mais dont la référence à la « neutralité » est aujourd'hui obsolète, - le som-met devrait s'accommoder de l'offre faite par Singapour d'abriter le commandement logistique de la VII Flotte américaine une fois que celle-ci aura évacué la base de Subic aux Philippines, au plus tard

□ INDE : attentat contre le siège de la police à Srinagar. — Deux policiers ont été tués et les principaux respon-sables de la sécurité de l'Etat blessés vendredi 24 janvier, lors de l'explo-sion d'une bombe placée par des séparatistes cachemiris au quartier néral de la police à Srinagar, dan le hureau même de son chef. M. J. N. Saxena. Doux organisations ont revendiqué cet attentat, commis deux jours avant l'arrivée prévue au Cachemire de la marche des extré-mistes hindouistes du BJP. - (AFP.)

□ CAMBODGE: Amnesty International demande une enquête sur la répression de la manifestation du 21 décembre 1991. — Amnesty International a demandé, jeudi 23 janvier, au gouvernement cambodgien l'ou-verture d'une enquête sur les agissements des forces de sécurité lors de ifestation antigouvernemen du 21 décembre 1991. Selon l'organisation humanitaire, ce ne sont pas trois personnes, mais huit, qui ont été tuées à cette occasion, dont sept par balles. Amnesty est « préoccupée » par l'usage « disproportionne » de la force à cette occasion. - (AFP, Reu-

O PHILIPPINES : M- Cory Aquino soutient la candidature du néral Ramos à l'élection présidentielle. - La présidente Corazon Aquino a apporté, samedi 25 janvier, son soutien à la candidature de son ancien ministre de la défense, le général Fidel Ramos, à l'élection pré-sidentielle, prévue en mai prochain. « Je suis certaine qu'il poursuivra sans crainte l'Idéal de société démocratique pour lequel notre peuple s'est durement battu », a-t-elle déclaré. Le choix de Mª Aquino intervient quelques semaines après que le parti LDP, au pouvoir, eut choisi comme candidat le président de la Chambre des représentants, M. Ramon Mitra,

préoccupation commune se pro-file : décourager les éventuels appétits de puissances militaires secon-daires comme l'Inde, la Chine et le

#### 330 millions d'habitants

Un projet de zone de libreéchange, baptisée AFTA (pour «Asean Free Trade Area»), seta également au cœur des discussions. Avec plus de 330 millions d'habitants et un taux annuel d'expansion économique moyen de 8 % ces dernières années, l'ASEAN est l'exemple d'un tiers-monde qui se développe réellement et rapidement, attirant et se servant à la fois de capitaux japonais, taïwanais ou sud-coréens. Mais il s'agit avant tout d'économies orientées vers l'exportation et qui se disputent des marchés, notamment nordaméricain et européen. Les échanges entre membres de l'Asso-ciation ne représentent que 20 % du montant global de leurs expor-

L'ASEAN s'inquiète, en outre, des perspectives du marché unique européen et de la zone de libreéchange (NAFTA) en formation entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. En outre, certaines capitales de l'ASEAN, notamment Kuala-Lumpur, sont préoccupées par l'allure des négociations du GATT, qu'elles estiment trop dominées par les Etats-Unis et la CEE. La Malaisie a donc lancé l'idée, fin 1990, d'un Groupe économique de l'Asie de l'Est (EAEG) dont seraient notamment tenus l'écart les Etats-Unis.

Cette initiative ayant été accueillie fraichement, non seulement à Washington mais aussi à Tokyo, Kuala-Lumpur est revenu à la charge avec un projet moins ambi-tieux d'EAEC (« caucus » et non

à la fin de l'année. Car une autre plus « group »), à l'égard duque aucun autre membre de l'ASEAN n'éprouve une franche sympathie. En revanche, le projet de l'AFTA (Association asiatique de libreéchange), présenté par la Thaï-lande, devrait être étudié au fond.

> Bangkok avait proposé qu'une zone de libre-échange inter-ASEAN se réalise dans un délai de dix ans. Jugé trop ambitieux, l'échéancier a été reporté sur quinze ans avec une série d'étapes susceptibles de ménager des intérêts souvent contraires. Dans un premier temps, l'agriculture et les services, deux secteurs vitaux qui représentent au moins le quart des exportations de l'ASEAN, ne seraient pas affectés. Ailleurs, la réduction des barrières douanières sera progressive.

L'AFTA, du moins dans son principe, devrait être entérinée à Singapour. Mais de très dures négociations s'annoncent entre des pays dont l'économie, à l'exception des Philippines, est en pleine expansion. Mais, si l'ASEAN veut faire entendre sa voix et, surtout, continuer d'attirer les investissements étrangers, il lui faut manifes-ter à la fois sa vitalité et sa cohé-

Les défis des années 90 sont donc d'une nature différente de ceux de la décennie précédente. L'ASEAN a su, pendant près d'un quart de siècle, réduire au mieux les tensions à l'intérieur de sa zone et définir une politique commune à l'égard des États indochinois, notamment face au conflit cambodgien. Puisqu'elle affiche désormais l'ambition de réunir, dans le moyen terme, l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Birmanie comprise, il lui reste à se doter d'une dynamique qui lui donnera l'autorité dont elle souhaite disposer.

## La Chine, à son tour...

Suite de la première page

Pour beaucoup, l'existence d'une Chine unie et centralisée va de soi. Qui peut imaginer que le peuple qui a donné au monde les tripodes en bronza, l'armée de terre cuite et la peinture song soit parvenu au la peinture song soit parvent au bout de sa route unitaire? L'ancien premier ministre gaulliste pourrait reprendre à son compte ce qu'écrivait jadis M. François Mitterrand, citant Mao Zedong, après un voyage à Pékin: «La Chine sera toujours la Chine (1). »

Tout le monde déplore que M. Deng Xiaoping ait jugé bon, en 1989, de recourir à des méthodes musclées pour perpétuer cette certi-tude. Mais combien de responsa-bles, en Occident, sont prêts à envisager une Chine multipolaire, l'antithèse de la légende bâtte autour de la mémoire du premier empereur, mort en 210 avant Jésus-Christ après avoir régné par la terreur et envoyé les Lettrés, qui faisaient obstacle à ses plans, construire la Grande Muraille?

#### Le fin d'un tabou

Pourtant, les signes se multiplient que le démembrement de l'œuvre de Qin Shi Huangdi a commencé. D'ores et déjà, l'admi-nistration américaine considère, comme l'a écrit le secrétaire d'État américain James Baker dans un article publié avant sa visite à articie publie avant sa visite a Pékin à la mi-novembre, que les réformes des dix dernières années ont e conduit des provinces côtières de Chine à s'intègrer à Hongkong, à Taïwan et à l'économie mon-diale » (le Monde du 21 novembre 1001)

D'influentes personnalités améri-caines commencent à contester l'argument, encore reconnu par la communauté internationale, selon lequel l'avenir de Hongkong et de Taïwan ne relève que du bon vou-loir de Pékin. D'aucuns pensent que ces parcelles du territoire chi-nois devraient acquerir un statut au moins semi-indépendant. A for-

tiori, le Tibet ou d'antres régions clori, le Tibet ou d'aurres repons où l'empire des Hans règne à nou-veau depuis 1949. De telles réflexions étaient impensables du temps où la Chine populaire était bien en cour en Occident. A pré-sent, elles fleurissent dans nombre d'analyses. Il semble bien que le régime communiste sente, pour sa part, mûrir le problème.

Au Tibet, un haut fonctionnaire communiste a accusé certains communiste à accuse certains whatts cadrers du régime d'avoir par le dalai-lama, considéré comme un indé-crottable indépendantiste. Ce der-nier, hier paria international, aujourd'hui Prix Nobel de la paix, est désormais reçu en haut lieu en Occident (et récemment par MM. Bush et Major). Au Xinjiang, le Turkestan chinois, voisin des steppes politiquement mouvemen-tées de l'ex-URSS, la propagande de Pékin ne cesse de dénoncer des

A Hongkong, Pékin fait tout pour tenter de freiner la progres-sion de l'idée d'une Chine méridionale allant de Shanghaï à Taïwan, incluant la colonie britannique et Macao, et dont le potentiel économique battrait en brèche le pouvoir septentrional. La question de Hongkong elle-même, pourtant négociée par Londres au mieux des intérêts de Pética, commence à s'internationaliser elle

A Taïwan, la question de l'in-dépendance, jadis tabou absolu, est posée ouvertement, malgré la défaite électorale de ses partisans, en décembre dernier. La prospérité de l'île la renforce sur la scène internationale. Jusqu'à présent Pékin n'a répondu à cette évolu-tion que par des mises en garde assorties de gesticulations militaires d'une ampleur croissante le long des côtes du continent (manœuvres inaccontumée cices de tirs de missile...).

Tout en restant dans le registre purement symbolique, cette réponse est symptomatique. Elle provient d'hommes profondément

marqués par les humiliations du dix-neuvième siècle et obnubilés par l'aspect territorial de la souveraincté nationale. Le vieux mythe qu'incarnent les trésors archéologi-ques du tombeau de Qin Shi Huangdi on des soizante-dix tombes d'empereurs, d'épouses et de concubines impériales des envi-rons de Xi'an, reste leur seul point de référence: la Chine ne peut exister que dans l'unité politique.

#### L'inquiétude des Mongols

Ce passé omniprésent n'est pas qu'un handicap pour la Claine, il est aussi source d'inquiétude pour certains de ses voisins. Les plus anxieux, ces temps-ci, sont pen-être les Mongols, encore recom-ment compères des Chinois en communisme, quoique de la cha-pelle concurrente. Tant que PURSS existait, la promesse de Mao à Sta-line tenait : la Chine devait respec-ter l'appartenance an bloc de Moscou de cette ancienne dépendance impériale.

Maintenant que le bouclier soviétique n'existe plus, la Mongo-lie, lancée depuis 1990 dans la liberalisation politique mais en pleine crise économique, reprend conscience de sa fragilité: à sa porte méridionale, la Chine, aussi désorganisée et corrompue soit-elle, fait figure de géant. «Les Chinois ont un plan pour mettre la main économiquement sur ce pays », disent, à voix basse, de nombreux responsables à Oulan-Bator. La piste l'été de parties de chef de visite, l'été dernier, du chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, comportait de telles connotations.

Prisonnier du passé, le gouver-nement de Pékin s'efforce de répondre à la menace par des mesures de type impérial. Selon des informations crédibles diffusées à Hongkong, certains dirigeants orthodoxes auraient concocté le plan d'envoyer cinq millions de Chinois (Hans) renforcer le peoplement du Xinjiang d'ici à la fin du siècle. Le vice-président Wang Zhen passe pour avoir jugé l'idée hautement a marxiste ».

En Mongolie intérieure, où les trois millions d'autochtones ont été noyés par une vingiaine de mil-lions de colons hans, le régime est également inquiet de l'émergence d'un mouvement indépendantiste. Les contrôles de police à la fron-tière evec la Mongrile estérieure ont été renforcés au point que, dans le train Pékin-Oulan-Bator, ou se oriente autopiet de passage de l'ancien rideau de fer européen. Même M. Deng ne semble pas pleinement conscient de l'impact catastrophique qu'anrait l'arrivée de troupes communistes à Hong-kong sur la population de la colo-nie britannique à qui on a promis le maintien du capitalisme après la rétrocession de 1997.

Imbue de son béritage culturel, la Chine n'a pas encore trouvé d'alternative à la logique politique de Qin Shi Huangdi. Ouvrir le tombeau du tyran n'est peut-être pas sa tâche la plus urgente. Mais s'enfermer, comme elle le fait, dans un système qui a visiblement fait son temps, est tout sauf une solution d'avenir. Peut-être même la recette pour une catastrophe.

FRANCIS DERON

(1) L'Express du 23 février 1961.

#### TAÏWAN

#### M. Jean-Noël Jeanneney «très satisfait» de sa visite

A l'issue d'une visite « privée » de cinq jours à Taïwan M. Jean-Noël Jeannency, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, s'est déclare, vendredi 24 janvier, « très satisfait » de ses entretiens avec ses interlocuteurs (le Monde du 23 jan-vier). Ceux-ci lui ont affirmé que Paris avait a de plus grandes chances que lous ses concurrents pour la construction d'un TGV. que « le jeu était entièrement ouvert entre Américains et Français » pour celle d'une nouvelle centrale nucléaire et que la France « bénéfi-cieruit d'un préjugé favorable » dans le domaine de l'environnement.

Paris et Taipeh n'entretenant pas de relations diplomatiques, M. Jeannency a estimé que « c'est dans l'ordre économique, financier et technique que l'on peut et doit progresser». Par contre, « le commerce d'armement, même défensif. ne paraît pas d'actualité pour l'heure au gouvernement français»; ce qui ne l'a pas empêché de vendre à Taiwan des «coques» de frégates. Il faut « changer de rythme », a-t-il conclu, soulignant « le vij contraste entre la prospérité des deux pays et la situation du com-merce bilatéral », la France se situant loin derrière l'Allemagne. Enfin, M. Jeannency a annoncé qu'une liaison aérienne entre Paris et Taïpeh sera établic en 1992. -

## LOIN DES CAPITALES Louang-Prabang. précieuse mémoire du Laos

LOUANG-PRABANG

de notre envoyé spécial

E palais royal, une modeste mais belle bâtisse construite aur le Mékong avant la deuxième guerre mondiale, abrita quelques statuettes de Bouddha du XV- au XVIII siècle. Dans les appartements privés, on retrouve vaisselle de Sèvres et mobilier massif style BHV des années 30. Dens une salle à part, se trouve une copie du celèbre Phra-Bang, qui a donné son nom à Louang-Prabang, « capitale du Bouddha d'or fin ».

L'original, une statue de bronze doré, haute de 83 centimètres, pesant plus de 43 kilos et représentant un Bouddhe debout, est à l'abri dans les coffres de la Banque centrale à Vien-tiane. Fondue dans l'ancienne Ceylan, offerte par les Khmers au XI siècle, elle fût volée en 1779 par les envahisseurs siamois, qui la restituèrent quatre ans plus terd.

Las Sismois la reprirent en 1827, lors d'un Les Stamois la reprirent en 1827, lors d'un sac de Vientiane, pour la rendra définitivement quelques années. Le demier roi du Laos, Saveng Vethana, était en train d'ériger, dans le jardin de son palais, une vaste chapelle pour y abriter le Phra-Bang quand les communistes prirent le pouvoir en 1975. Aujour-d'hui, les fondetions en briques de l'édifice se couvrent de mousse.

Ce palais est surtout un hommage à la demière famille royale du Lacs, dont portraits et clichés couvrent les murs. Arrêtés en 1977, le roi, la reine et le prince héritier sont mons une douzaine d'années plus tard en détention, et l'on ignore encore aujourd'hui où se trouve leur sépulture. Proclamée voilè bientôt dix-sept ans, la RDLP, République démocratique populaire du Laos, s'accom-mode donc, avec un temps de retard, d'un passé qu'elle a voulu, au moins en partie,

Dans son site exceptionnel, au confluent du Mékong et de la Nam Khan, Loueng-Prebeng en est la plus précieuse mémoire, en dépit des invesions successives de voisins puissants - ou de bandes redoutables, comme celle des Pavillons Noirs, - qui n'y ont laissé du'une trentaine de monastères sur soixante. Tout y invite au calme et à la sérénité. Dans la cour du Vat Xien Thong, «Monastère de la ville du flamboyant», élevé en 1560 et destiné à rejoindre le « Patrimoine de l'humenité », les bonzillons en robe safran ne semblent vaquer à aucune occupation. Et, du haut des 328 rudes marches du mont Phousi, qui domine le confluent, le paysage de vertes montagnes paraît immuable.

A l'Hôtel de l'Amitié, aménagé en dégradé sur un pan de colline, devant une série de

mets dont, affirme le directeur, le demier souverain se régalait, le nouveau et jeune gouverneur de la province explique pourquoi le Laos, replacent au premier plan son héritage, s'ou-vre et comment il se démocratise. Les Lactiens, dit-il, se métient du multipartisme. Au nom de ce demier, les princes d'il y a vingt

#### Danse multiethnique

Les gens, affirme-t-il, se satisfont de la « stabilité » offerte depuis 1975 par la Parti populaire révolutionnaire (PPRL, communiste) mieux connu sous le label de Pathet-Lao. A le fois pour sortir de l'ornière et sous l'eeffet Gorbatchev», le PPRL a corrigé le tir, en 1986, en décidant d'ouvrir ce pays enclavé sur la monde extérieur.

La libéralisation ainsi entreprise de l'économie est baptisée « nouveau mécanisme économique». Mieux : le 13 août 1991, l'Assemblée populaire suprême a doté « le peuple lao multiethnique » d'une Constitution qui dit que le PPRL «constitue le noyeu dirigeant» du « système politique». Mals, cette fois, sans faucille ni marteau.

A Louang-Prabang, un bourg d'à peine vingt mile habitants, l'invité peut être gratifié d'une « soirée culturelle ». Les joiles dan-seuses du cru interprétent inévitablement une danse « multi-ethnique », puisque le régime classe, de façon un peu étrange, les habitants de l'ancien royaume selon l'altitude à laquelle ils vivent. Les Thei Lao de la vallée du Mékong seraient près de deux millions. Les Lao Theung, qui vivent entre 500 et 1 000 mètres d'altitude, sont nettement





Pour gagner Loueng-Prabang, mieux vaut prendre l'avion. La route de Vientiane, à plus de deux cents kilomètres, est dans un état déplorable, et le voyage sur le Mékong prend plusieurs jours en raison des rapides. Le pays entier souffre du manque de communications. Les correspondants provinciaux de l'agence officielle de presse en sont encore à envoyer leurs dépêches en morse et rêvent de seaux hertziens. La première pierre d'un pont sur le Mékong, reliant enfin le Laos à la Thailande, a été jetée

Au-dessus de 1200 mètres sont installés

les Lao Soung, Hmongs (Méos) pour l'essen-

tiel, parmi lesquels, du temps de la deuxième

guerra d'Indochina, la CIA américaine avait

levé l'année clandestine du général Vang Peo.

La révolte gronde encore parfois parmi ces minorités. On s'est battu, début janvier, sur la

rive gauche du Mékong, à proximité de la

frontière thatlandaise. Les quelque

60 000 réfugiés encore regroupés dans des

camps en Thailande, en grande majorité

hmongs, ne seraient guère enthousiastes à

l'idée d'être rapatriés.

le 24 novembre 1991. Financé par l'Australie et construit à proximité de Vientiane, la capitale, ce « Pont de l'amitié» doit s'ouvrir à la circulation en 1994. Le Laos, pays du bout du monde, fera ainsi sans doute son entrée dans l'univers contemporain, s'ancrant plus solidement à un « grand frère » thallandais qui l'inonde délà de ses produits de consommation, y compris de ses émissions de télévi-Rien ne dit pour autant que cette entrée sera percutante. Des agglomérations rive-

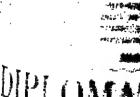
raines du Mékong comme Vientiane, Savannakhet ou Paksé ne sont jarnais que des objets de luxe dans un univers où le revenu annuel par tête est évalué à un peu plus de 1000 francs. Les trois quarts des quelque quatre millione de Lactiens sont privés d'électricité, d'eau potable, d'alimentation appropriée et le pays n'arrive pas encore à nourrir sa conulation. Louang-Prabang, pour sa part, ne peut

accueillir que quelques poignées de touristes, et il faudra encore un bon bout de temps pour que cette manne anime l'ancienne capitale royale. A l'heure où la faucille et le marteau ont disparu de l'horizon, les ambitions les plus modestes demeurent encore les valeurs les plus sûres. Au mieux, les Laotiens sont condamnés à prendre leur temps.

JEAN-CLAUDE POMONTI







14 × 44

-

\***\*\*\***\*\*\*

Section 1

A COM

i destal of Last Supple

7 L 🙀

Buch.

- A - A

er ryth

---

21.4

---

11-5 2 4 E

- 100年 - 100 東

.... 1 1 m

2 24

· · ·

"一种"

The state of the state of

\* M.7 1

- Karley &

-\*\*\*\*\*\*\* A CHAIN Alle Conf.

D MANAGE H

événement

de ce début

Jacques Espérandieu,

CORRUPTION EN FRANCE

GILLES GAETNER

Le dictionnaire

Gilles Gaetner

choc de

L'Express

"Le livre-

d'année

## Les boat-people fuient par milliers vers les Etats-Unis

Dans son dernier rapport, Amnesty International a estimé personnes tuées à Haîti depuis le coup d'Etat du 30 septembre qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide. L'organi-sation de défense des droits de l'homme dénonce la pours des des arrestations solutaires des des arrestations erbitraires, des exécutions et de la torture de personnes, parfois simplement accusées d'avoir « regardé la Amnesty demande par ailleurs à Washington d'accorder « une audience équitable s aux demandeurs d'asile haitiens, arrivés

SAINT-DOMINGUE.

de notre correspondent

L'exode des boat people haîtiens qui tentent de gagner les États-Unis a repris de plus belle, alors que les

président Aristide sont de nouveau bloquées. L'entente de principe conciue le 8 janvier en vue de la nomination d'un nouveau premier ministre – première étape vers la résolution de la crise – n'a toujours pas pu déboucher sur un vértable accord.

Dans la seule journée du jeudi 23 janvier, les garde-côtes américains ont repêché 1 072 réfugiés, entassés à bord de seize petits voiliers, pour les transfèrer sur la base navale améri-caine de Chaptersonne à l'est de caine de Guantanamo, à l'est de Cuba. Un chiffre record, qui porte le nombre total des boat-people haltiens recueillis par les autorités améri-caines depuis le putsch à plus de dix mille

Huit mille réfugiés sont ainsi regroupés sur la base de Guanta-namo, dans des conditions de plus en plus précaires. Mille d'entre eux ont été transférés aux Etats-Unis, où leur demande d'asile politique est à

négociations conduites sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour permettre le retour du président Aristide sont de nouveau pour des raisons économiques et doicain maintient que la grande majo-nité d'entre eux out fui leur pays pour des raisons économiques et doivent donc y être renvoyés. Un tribu-nal fédéral de Floride a suspendu le rapatriement de ces réfugiés, mais la bataille se poursuit en appel.

#### Une population

Les exécutions sommaires continuent à Port-au-Prince, où la population est terrorisée par les zengien-dos, des délinquants soupçonnés d'être liés à certains secteurs de l'ar-mée. Le député Antoine Joseph a dénoncé l'assassinat par balles de denonce l'assessibat par dalles de neuf personnes dans sa circonscrip-tion de Pétionville en un peu plus d'un mois. Les parlementaires favo-rables an retour du président Aristide sout également menacés. Trois d'en-tre eux, MM. Joseph Fignolé Jean-Louis, Samuel Milord et Samuel Medestin que d'incontract dénonce Madestin, ont récemment dénoncé un complot, avec la participation de

veau président de la Chambre des députés, M. Alexandre Médard, par-tisan du président Aristide, serait,

L'embargo commercial appliqué

L'embargo commercial appliqués depuis le mois d'octobre par les pays membres de l'OEA pour faire pression sur les putschistes est de moins en moins étanche. Trois tankers ont approvisionné Halti en pétrole depuis la mise en œuvre des sanctions. La contrebande avec la Répoblique dominicaine voisme continue, avec la complicité des militaires des deux côtés de la frontière. Tout en se déclarant officiellement solidaires des résolutions de l'OEA, les autorités dominicaines ne cachent pas leur hostilité au retour du Père Aristide. dominicaines ne cachent pas leur hostilité au retour du Père Aristide. L'ambassadeur dominicain à Port-au-prince et le président du Sénat dominicain, M. José Osvaldo Leger, un proche du président Joaquin Balaguer, ont demandé « la levée Immédiate de l'embargo», sous prétexte qu'il accélère l'émigration haltienne.

tura des accords de paix, les de plus vers la réconciliation, vendredi 24 janvier, avec l'adoption d'une loi d'amnistie et la prison d'un colonel et d'un lieutenant impliqués dans l'assassi-nat de six jésuites en novembre 1989. C'est la première fois que des officiers de ce niveau sont cescadrons de la mort», qui ont torturé et exécuté des milliers de personnes au cours des douze années de guerre civile: :

de notre correspondant régional

Outre le colonei Guiliermo Bensrecu la même peine pour « conspicentrale - étaient des intellectuels très influents.

Selon l'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, les officiers pourront sans doute bénéficier de la loi d'amnistie : « Il fauficier de la loi d'amastie : e il jan-dra leur pardonner, à eux comme à ceux qui ont violé les droits de l'homme. Mais la réconciliation ne passe pas par l'oubli. Nous devons au préalable connaître la vérité. C'est la seule façon de panser les blessures de la société.»

Les trois «sages» de la «com-mission de la vérité» désignés le mois dernier par les Nations unies rapport sur les crimes particulièrement odieux non couverts par l'amnistie. Il s'agit essentiellement de l'assassinat, en mars 1980, de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, du massacre par l'armée d'un millier de paysans dans le hameau du Mozote en 1981, ainsi que des meurtres de plusieurs dirigeants syndicaux et politiques, dont certains ont été-attribués à la guérilla.

L'armée et certains accteurs liés à l'Alliance républicaine nationa-liste (ARENA, au pouvoir) n'ont finalement pas obsenu l'amnistic générale qu'ils souhaitaient, les autres forces politiques s'étant opposées à ce que que le principal dirigeant de la guérilla, M. Joaquin Villalobos, avait qualifié de « chèanc pour les assassins». La loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée législative a cependant une portée très large, puisque l'am-nistie s'appliquera à « tous ceux qui ont participé à des délits politiques ou de droit commun avant le 31 décembre 1991 ».

Seula les délits collectifs - commis per plus de dix-neuf personnes - seront amnistiés dans les cas de droit commun, à condition toutefois qu'ils n'entrent pas dans la catégorie des cas confiés à la « commission de la vérité ». « Reste à voir, a souligné Mgr Chavoz, comment ces dispositions seront appliquées : il-semble que seront appliquées: Il semble que certains officiers supérieurs, soumis à la pression des États-Unis, aient secrètement négocié leur appui au plan de paix en échange de leur impunité. Il est donc improbable que l'on connaisse un jour avec cer-illude les auteurs intellectuels du mossens des lévilles y massacre des jésuites.»

BERTRAND DE LA GRANGE

les membres de l'ONU pour

qu'ils adoptent des législations

plus sévères à l'encontre des

personnes et des entreprises qui se prêtent à la fabrication d'armes de destruction mas-

sive. Il a rappelé enfin la proposition qu'il avait faite deux jours plus tôt à Washington de créa-

tion d'un fonds international

pour les experts nucléaires de l'ex-Union soviétique, afin qu'ils

ne deviennent pas des « merce-

naires de la technologie

« Je ne fais pas partie du club des privilégiés ; il y a certaines choses que seul le Conseil a

l'autorité de faire », a conclu, en

AFSANÉ BASSIR POUR

allemand, M. Genscher.

## La Cour suprême donne une interprétation restrictive

tre trois, la demande d'asile politique d'un jeune Guatémaltèque, la Cour suprême des Etats-Unis a interprété, mercredi 22 janvier, de la manière la plus étroite la loi sur les réfugiés de 1980. Cette décision controversée ferme la porte aux persomes fuyant leur pays pour ne pas entrer, soit dans les forces réculières, soit dans les rangs

WASHINGTON

correspondance

M. Jairo Jonathan Elias s'était enfui du Guatemala en 1987, pour éviter d'être enrôlé de force par des guérillas. Il demandait le statut de réfugié politique en invoquant une disposition de la loi accordant l'asile politique à toute personne ayant «la en raison de sa race, de sa religion, nance à un groupe social particulier ou «de ses opinions politiques».

En 1990, la cour d'appel de San-Francisco avait accepté la demande d'asile de M. Elias, considérant que « résister à une conscription forcée constituait une opinion politique ». Mais la Cour suprême a rejeté cette

déclaré que le refus de rejoindre les guérilles, même si on en partageait les vues, pouvait s'expliquer par de désir de rester en famille ou de gagner plus d'argent dans la vie civile». Dans le cas de M. Elias, la

Contestée par les juges minoricraint en effet que le fait d'accorder

Cet arrêt confirme en tout cas le

Pour tenter de freiner la chute de sa popularité

### Le président Bush procède à un nouveau remaniement à la Maison Blanche

Devant la baisse de sa cote de popularité, qui continue de s'accentuer à neuf mois de l'élection présidentielle, M. George Bush a entamé, vendredi 24 janvier, une réorganisation du secreur communication de la Maison Blanche. Il a nommé M. Henson Moore, jusque-là secrétaire adjoint à l'énergie, au poste de secrétaire général adjoint, à la place de M. Andrew Card.

Le président a créé un nouveau poste, celui d'assistant pour les liaisons avec le public, qui a été confié à M. Sherrie Rollins, porte-parole de la chaîne de télévision ABC. Cette nomination limite les responsabilités du directeur pour la communication de la Maison Blanche, M. David Desmarest, dont la seule mission sera de diriger l'équipe écrivant les discours présidentiels. M. Bush a également décidé d'écarter M. Sig Rogich, qui était chargé de son a images et du choix de ses déplacements depuis le début de son mandal. Ce dernier va être noumé ambassadeur en Islande, où il est né. L'actuel secrétaire général de la Maison Blanche, — (AP.)

□ COLOMBIE : dix morts lors d'ac- □ VENEZUELA : démantèlement

#### **ÉTATS-UNIS**

# de la notion de réfugié politique

En refusant, per six voix con-Cour a estimé que les efforts des insurgés pour l'enrôler ne signifiaient pes qu'ils «le persécutaient pour des ratsons politiques». Et le juge Scalia d'ajouter : «Quand le régime nazi persécutait les juifs, ce n'était pas pour leurs opinions politiques.»

taires de la Cour suprême, cette interprétation répond au souci de l'administration Bush. Cette dernière le droit d'asile dans ces conditions crée un précédent et provoque un nouvel afflux de réfugiés de pays en proie à une guerre civile. Les organi-sations de défense des droits civiques soulignent, de leur côté, que cette décision, qui fera jurisprudence, risque d'affecter le quart des 100 000

coup de barre à droite donné à la Cour suprême par le président Bush, qui a nommé depuis 1990 deux nou-

crochages entre gnérilleros et forces gouvernementales. - Des combats entre forces gouvernementales et gué-rilleros ont fait dix morts, vendredi 24 janvier, a annonce la police. Un commando de la Coordination Simon Bolivar (extrême gauche) a attaqué un poste de police à La Cruz (sud-ouest de Bogota). Un officier et six rebelles ont été tués. Par ailleurs, trois membres des Forces armées révolutionnaires (FARC) ont été tués par l'armée près de Cabrera (centre du pays). - (AFP, Reuter.)

d'un réseau du cartel de Cali. - Un réseau de trafic de cocaïne à destination de l'Europe et des Etats-Unis, lié au cartel colombien de Cali, a été démantelé, a annoncé, vendredi 24 janvier, à Caracas le chef des services de lutte contre la drogue, Vingt-huit personnes, dont cinq Colombiens et un Autrichien, ont été arrêtées et des biens évalués à 25 millions de dollars saisis. Selon la police, c'est toute l'infrastructure du cartel de Cali au Venezuela qui a été démantelée. - (AFP, Reuter.)

SALVADOR: alors que le Parlement votait une loi d'amnistie Deux officiers ont été condamnés à trente ans de prison pour l'assassinat de six jésuites

SAN-JOSE (COSTA-RICA)

vides et le lieutenant René Mendoza, qui ont eu la peine maximale prévue par la loi, le colonel Carlos ans de prison pour « destruction de preuves ». Les lieutenants Ricardo Espinoza et Gonzalo Guevara ont reçu is meme peine pour «conspiration en vue de commettre des actes terroristes ». Tous ont participé, à des degrés divers, à ce massacre, dont les victimes — en particulier le Père Ignacio Ellacuria, rectour de l'Illimanté d'Ambilia. recteur de l'Université d'Amérique

correspondance

ignoré. L'initiative britannique

d'organiser un sommet réunis-sant les quinze membres du

dont ne fait pas partie l'Alle-magne, est une «provocation et

ne va pas dans l'esprit de

24 janvier à New-York, le minis-tre allemand des affaires étran-

gères. M. Genscher était venu

soumettre au secrétaire général,

M. Boutros-Ghali, diverses pro-

positions de son gouvernement

qu'il souhaiterait voir inscrites à

l'ordre du jour du sommet du 31 janvier.

Bonn a notamment proposé,

récemment, la destruction de

toutes les armes nucléaires de

courte portée stationnées à

estricht», a déclaré, vendredi

M. Genscher n'aime pas être

DIPLOMATIE

Le sommet de l'ONU du 31 janvier

M. Genscher, marri de ne pas en être

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

terre. M. Genscher souhalterait
d'autre part que le Conseil de
sécurité lance un appel à tous































100







## **POLITIQUE**

La manifestation antiraciste à Paris

## Le rendez-vous des gauches

Il y a quelques mois encore, les partisans du Front national parais-saient être les seuls à croire encore aux vertus des distributions de tracts, des collages d'affiches, des visites dans les cages d'escalier, ou, du moins, les seuls à pratiquer eet exer-cice républicain élémentaire avec un ninimum d'ardeur.

C'est ce que voulait dire l'un des animateurs de la Gauche socialiste, M. Jean-Luc Mélenchon, lorsque, dans une phrase un peu abrupte, il déclarait que «le parti qui réhabilite la politique, c'est le Front national» (le Monde du 26 décembre 1991).

L'extrême droite est en passe, en effet, de réhabiliter la politique... à gauche. M. Jean-Christophe Camba-délis, député (PS) de Paris, a été le premier à le comprendre et à y contribuer, tandis que M. Laurent Fabius, s'il est vrai qu'il appelait avec constance les socialistes à ins-crire le combat contre le Front national au centre de leur action, a attendu d'être placé à leur tête pour joindre le geste à la parole. Le Mani-teste contre le Front national, lancé il y a un an et demi par M. Camba-delis, a répondu à l'attente de nombreux militants de mouvements de défense des droits de l'homme, de partis politiques, de syndicats, prets à construire ensemble un barrage con-tre les idées de l'extrême droite pour peu qu'un lieu de rassemblement n'impliquant pas d'autre engagement que celui-là leur lût offert.

Le meeting organisé à la salle de la Mutualité, à Paris, le 27 novembre dernier, avait montré à la tois leur disponibilité et leur souci, șurtout chez les plus jeunes, non sculement d'échapper à toute «récupération» par le pouvoir, mais de dénoncer les responsabilités encourues par lui dans la progression du Front natio-

La seconde caractéristique de la manifestation de samedi, après son caractère unitaire, était, en effet, son ambiguïté vis-à-vis du président de la République, du gouvernement et du Parti socialiste. Organisée initialement par SOS-Racisme, le MRAP, la FASTI et la Ligue des droits de l'honime, qui en avaient arrêté le principe en septembre, elle devait avoir pour mot d'ordre la lutte con-

#### Coordinations et divergences

SOS-Racisme, que la position de ses dirigeants contre la guerre du Golfe, les problèmes que cela lui avait posés et l'affaiblissement qui en était résulté rendait moins «dangereux» pour les autres mouvements antiracistes, avait pu être à la charnière d'un premier rapprochement entre organisations de défense des droits de l'homme, associations de travailleurs ou de jeunes issus de l'immigration et partis politiques méfiants envers le pouvoir, tels que le PCF. Lors du meeting de la Mutualité, SOS-Racisme, qui avait fixé initialement la manifestation au 7 décembre, a proposé de la transformer en une grande manifestation antiraciste le 25 janvier.

Tandis que les États généraux contre le national-populisme, organisés par M. Cambadélis, confirmaient la naissance d'une coordination de mouvements divers décidés à lutter contre l'extrême droite, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, annonçait au congrès extraordinaire de La Défense, le 15 décembre, que les socialistes participeraient à la manifestation du 25 janvier. Ce faisant, M. Mauroy passait outre les

☐ Manifestation à Manosque contre le Front national. — Un millier de manifestants, parmi lesquels M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration régionales dans les Alpes-de-Haute-Provence, ont protesté, vendredi 24 janvier, à Manosque contre l'organisation d'un meeting de M. Jean-Marie Le Pen. Au cours de ce meeting, brievement interrompu par une coupure d'électricité due à un sabotage, le président du Front national a renouvelé ses attaques contre les socialistes et appelé à « la léfense du peuple français et de ses

a M. Toubon : Mar Cresson a a plutôt raison » de poursuivre M. Le Pen. - M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a estimé, vendredi 24 janvier sur France-Inter, que Me Cresson avait eu u plutot raison» de porter plainte contre M. Le Pen, Il a indiqué d'autre part qu'en cas de victoire aux élections législatives de 1993 la droite gouvernerait pour mener sa propre politique. «Si quelqu'un s'y oppose, a-t-il dit, nous partirons, nous provoquerons de nouvelles élec-

objections des fabiusiens et des rocardiens, inquiets des résonances anti-gouvernementales du texto rédigé par les initiateurs de cette manifestation.

Devenu premier secrétaire le 9 jan-vier. M. Fabius, tout en maintenant une distance avec l'orientation pre-mière de ce rassemblement, a engage fermement le PS dans sa préparation, avec organisation de transports en autocars ou en trains spéciaux pour les militants venant de province. «La lute contre l'extrême droite et contre les alliances entre la droite et l'extrême droite» sera «l'un des axes centraux» de l'action des socialistes dans les mois qui viennent, déclarait-il le 21 janvier.

De son côté, la direction du Parti communiste, poussée par le souci de priver d'arguments ses opposants « refondateurs », s'est lancée, elle aussi, dans la mobilisation,

#### Le PS en queue de cortège

La coordination des associations appelant à manifester samedi avait appeiant à manitester samedi avait tenu à souligner qu'elle n'entendait pas voir son initiative transformée en élément d'une stratégie du pouvoir qui viserait à ressouder la gauche à son profit. Le débat sur l'amende-ment Marchand, tendant à créer des zones de transit pour les immigrés irréguliers et les demandeurs de droit d'asile dans les aéroports, est venu rappeler qu'aux yeux des militants des droits de l'homme, l'attitude du gouvernement sur la question de l'immigration est loin d'être exempte de critiques. L'appel de M= Edith Cresson, le mois demier, à la lutte contre l'extrême droite ne leur a pas fait oublier ses propos antérieurs sur les «charters» destinés aux immigrés refoulés, et la plainte qu'elle a dépo-sée contre M. Jean-Marie Le Pen pour «injure» est apparue à certains d'entre eux comme une manœuvre tendant à transformer le caractère de leur manifestation.

C'est pourquoi, si les associations, les syndicats (CGT, CFDT, FEN, UNEF-ID), le PCF, les Verts et la LCR ont signé ensemble, vendredi soir, un texte qui constitue la «plateforme» de la manifestation et qui annonce la naissance d'une «coordination unitaire et permanente», le devait défiler en queue de la manifestation. L'antiracisme et le combat militant contre le Front national ne forces de réserve du pouvoir.

PATRICK JARREAU

LIVRES POLITIQUES

E jeu politique a ceci de par-

ses règles, ce qui, à défaut de

rigueur, lui ouvre un champ de

créativité plus large que n'en ont,

par exemple, la pratique des

échecs ou celle du rugby. Les

Français, si prompts à donner à

leurs passions l'apparence de la

raison, se sont, dans le genre,

maintes fois distingués, tant il est

vrai qu'il est plus facile de changer

le régime que les choses, ou la

tile de revenir sur cette vieille et

toujours jeune ambition qui

consiste à vouloir donner aux

hommes, qui en sont neturelle-

A ce jeu-là, à une époque parti-

culièrement propice, Benjamin

Constant fut assez audacieux et

inventif pour entreprendre de rédi-

ger, à lui seul, une Constitution. En

réalité, son entreprise n'était pas

si solitaire car elle devait beau-

coup à la réflexion menée sur la

question par sa tendre amie,

Mª de Stael, et le père de celle-ci,

le baron Necker, qui initièrent à la

politique le jeune écrivain. Le pro-

jet ne fut pas conduit à son terme

naturel, qui eût été sa publication,

le cours de l'histoire ayant, entre-

temps, connu la dictatura nago-

léonienne et la retour de la monar-

d'harmonie sociale.

ticulier qu'il s'applique

aussi à la modification de

## Les obédiences maçonniques n'ont pas arrêté de stratégie commune contre le FN

Le Front national, voilà l'annemi! Alertés par la banalisation des thèmes de l'extrême droite, les « frères » se mobilisent contre le parti de M. Jean-Marie Le Pen, qui a fait de la francmaconnerie, stigmatisée par une ahraséologie évoquant les années 30 et le régime de Vichy, un de ses boucs émissaires privilégiès.

Le Grand Orient de France, compte tenu de son implication traditionnelle dans le domaine temporel, se retrouve naturellement à la tête de ce combat. Le 30 novembre, à la suite d'une séance plénière du conseil de l'or-dre, un appel » à la vigilance et au combat républicain » avait été adresse aux loges de la principale obédience française, qui revendi-que trente-cinq mille frères. Le 14 janvier, au cours d'une conférence de presse, le grand maître du Grand Orient, M. Jean-Robert Ragache, a été encore plus explicite ct s'est fait un malin plaisir d'établir un parallèle entre l'Algérie et la France pour mieux dénoncer le Front national, qui, tout comme le FIS, « s'avance masqué en cultivant le même souci de respectabilité qui dissimule les ambitions réelles : un pouvoir totalitaire». « On rencontre chez eux, a-t-il dit, la même dénonclation d'un présent décadent et immoral, la même recherche de responsables nommément désignés. c'est-à dire en France immigrés. juifs, francs-maçons, hommes politi-ques, journalistes, le même souci d'un retour à un passe mythique, la même vision d'un avenir fondé sur un homme ou une tradition providentiels: Le Pen ou la charia »

A situation cruciale, moyens exceptionnels. En 1992, la règle de discrétion observée habituellement en période d'élection ne sera pas, pour une fois, respectée par le Grand Orient, qui va au contraire profiter de la célébration du bicontenaire de la République pour multiplier les conférences et les débats blies. Une série de colloques sus l'extrême droite est prévue à Marseille et à Nice au début du mois de février, soit au début de la campagne pour les élections régionales.

Chef de file d'une obédience ordinairement en sympathie avec gauche, M. Ragache n'entend

pas pour autant donner un blancseing à un pouvoir politique en partie responsable du développe-ment « d'un individualisme égoiste qui génère un corporatisme et un communautarisme producteurs d'une atmosphère de tension sociale exacerbée par le cuite de l'argent», et, au delà, à une gauche qui « a décroché de la gauche».

Pour M. Ragache, le combat de son obédience « passe naturellement par un ressourcement aux valeurs républicaines » et par la réaffirmation de « l'exigence de la laīcité », qui demeure, pour le Grand Orient, la pierre angulaire de la société et qui serait, selon lui, dans le collimateur des Eglises. Du fait de cette conception «dure» de la laïcité, il n'est pas question pour le Grand Orient, contraireme ce qui s'était passé à l'automne 1985, d'une alliance de toutes les autorités spirituelles et religieuses contre le racisme (le Monde du 14 novembre 1985).

#### Contre le rejet de l'étranger

Les «frères» de la rue Cadet ne sont pas pour autant isolés dans leur lutte contre le Front national. D'autres obédiences à vocation plus spirituelle se font également entendre et n'hésitent pas, à l'image du Grand Orient, à appliquer la justice maçonnique, synonyme d'exclusion, à l'encontre des « frères » suspects de sympathie aux thèses du Front national. Sous l'impulsion de son grand maître, M. Michel Barat, la Grande Loge de France, qui revendique vingt mille membres, n'entend pas rester inerte devant la menace que constitue le parti de M. Le Pen.

M. Barat, qui, contrairement au Grand Orient, milite pour une large alliance proche de celle de 1985 (le Monde du 30 octobre), est à l'origine d'un appel contre « la montée consciente ou inconsciente du rejet de l'étranger», cosi-gné par Mgr Albert Decourtray, le grand rabbin Samuel Sirat et le de la Fédération protestante de

Outre la Grande Loge de France, la Grande Loge féminine de France, qui compte environ huit mille sœurs, est également traversée par la question d'un engageElle a même récemment amendé ses statuts pour pouvoir intervenir plus librement dans le débat

Si elles partagent et revendiquent le même humanisme, ces obediences, de par leurs traditions, n'ont pas pour autant arrêté de stratégie commune contre le Front national. Le Grand Orient, qui entend participer « à toutes les manifestations engagées par les associations de défense républicaine », a ainsi publiquement appelé ses membres à participer au rassemblement organisé le 25 janvier à Paris par les associations antiracistes. Soucieuse de ne pas « user sa crédibilité », la Grande Loge reste réticente à l'idée de côtoyer à cette occasion des organisations politiques dont elle ne partage pas tous les mots d'ordre. La Grande Loge féminine de France, après en avoir longuement discuté, a décidé également de ne pas y prendre part en tant que telle.

Un appel commun des principales organisations maconniques françaises est en projet, mais, outre le silence d'obédiences telles que le Droit humain ou la Grande Loge nationale française, le contenu à donner à cet appel fait encore probleme, notamment pour le Grand Orient, qui n'entend pas s'en tenir à une « vague dénonciation ». L'ampleur et la vigueur de la riposte des francs-maçons au Front national reste donc encore à définir.

GILLES PARIS

d M. Millou: le Front national est pius qu'un mouvement protesta-taire. - M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, affirme dans le Point daté 25-31 janvier que « le silence sur le Front national est complicité» et que « l'alliance avec lui est collaboration». Invitant la droite « républicaine et humaniste » à dénoncer « la dérive extrêmiste », il ajoute : « Une grande partie de la droite s'est trompée : elle a cru que le Front national était un mouvement protestataire. C'est beaucoup plus : il porte une idéologie qui capte les mécontents, mais les transforme en militants d'une cause sous bien des aspects inacceptable. »

ANDRÉ LAURENS

#### qu'il ne s'agit pas d'une œuvre inédite, encore que l'auteur ne l'ait pas publiée de son vivant. De la souveraineté du peuple vise à démontrer que la souveraineté populaire n'existe pas. Elle est l'une des premières esquisses d'une œuvre dont l'auteur fut catalogué comme «l'un des derniers prophètes du passé ».

comme « un vovant», ou encore. suggère Jean-Louis Darcel. comme « le premier théologien de la politique des temps modernes ».

Outre leur intérêt historique, ces

réflexions politiques anciennes

restent vivantes par la vigueur de la pensée et la qualité de l'expression. Goûtons à ce plaisir de lire caci, chez Constant : «Le nombre des gouvernants étant limité, ils se croient menacés de n'être plus gouvernants, si d'autres le deviennent (...). De là résulte qu'aussitôt qu'un homme passe par l'élection de la classe des gouvernés dans celle des gouvernants, il prend l'intérêt de ces derniers. » Et chez de Maistre : « La démocratie ne pouvant subsister qu'à force de vertu, d'énergie et d'esprit public, si une nation a reçu du Créateur l'aptitude à ce gouvernement, il est certain que, dans les temps de sa vigueur, elle dort, per la nature même des choses, enfanter un groupe éblouissant de grands hommes dont les hauts faits donnent à l'histoire un charme et un intérêt inexprimables. » Goûtons-y mais n'en abusons pas, sinon il

débats du jour. ► Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une Constitution républicaine dans *un grand pays,* par Benja-Constant.

serait trop dur de revenir aux

De la souveraineté du peu-

A l'Assemblée nationale

#### La commission chargée de l'affaire Farran s'est séparée sans conclure

La demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyré-nées-Orientales, formulée le 8 janvier par le procureur général près de la cour d'appel de Montpellier, ne sera pas débattue en seance publique à l'Assemblée nationale. Ainsi en a décidé la commission ad hoc chargée d'examiner cette requête à l'issue de sa dernière réunion, jeudi 23 janvier.

Marie Company

4100 B

\*

9

الميكالية

ار چاپ

Ç.

176

147

414

\*

, in the

---

200

1

1.44

inch Contr

- 1

₫.

1.04

Purrait

. g 44497144

Larbur: 🏧

Dans une lettre adressee a M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, MM. Jacques Limouzy (RPR, Tarn) et François Massot (PS, Alpes-de-Haute-Provence), respectivement président et rapporteur de cette commission, ont indiqué qu'ail n'a pas èté techniquement possible de déposer des conclusions susceptibles d'être inscrites à l'ordre du jour de la présente session extraordinaire» qui a pris fin vendredi (nos dernières éditions du 25 janvier).

La demande de levée de l'immu-nité de M. Farran, susceptible d'être inculpé des chefs d'abus de confiance, de complicité et de recel d'abas de confiance pour le détournement d'une partie des recettes du parking de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, est donc considérée de facto comme caduque. Seul M. Gilbent Millet (PC, Gard) a refusé de s'associer aux conclusions de la

Toutefois, rien n'empêche le juge d'instruction chargé du dossier de prononcer l'inculpation de M. Farran pendant l'intersession, comme cela avait déjà été le cas, le 18 octobre, lorsque le député des Pyrénées-Orientales avait été inculpé d'ingérence et d'abus de confiance dans une autre affaire, concernant cette fois les conditions d'acquisition et d'aménagement du château de Cor-

#### Comme pour Jean-Michel Boucheron

C'est ce que rappellent MM. Limouzy et Massot quand ils soulignent que « le magistrat unstructeur avait loute latitude pour inculper M. Farran entre le 21 décembre et le 8 janvier (soit entre la fin de la session d'automne et le début de la session extraordinaire), ce qu'il n'a pas fait », laissant ainsi entendre que la justice n'a pas voulu prendre ses responsabilités. En revanche, l'arrestation éventuelle de M. Farran ne serait possible. hors session, ou'avec l'autorisation du bureau de l'Assemblée.

La procédure suivie dans cette affaire rappelle la manière dont a avorté, à l'automne 1990, la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron (app. PS. Charente), alors susceptible d'être inculpe d'ingérence, de corruption, complicité de faux en écritures, de recel et d'abus de biens sociaux.

Dans un scénario quasiidentique au cas de M. Farran, la commission ad hoc constituée pour la circonstance n'avait pas pu, ou pas voulu, achever ses travaux avant la fin de la session budgétaire 1990. Cela n'avait pas empêché l'inculpation de l'ancien maire d'Angoulême par le président de la chambre d'accusation de Paris, le 22 février 1991, durant l'intersession.

(1) L'article 26 de la Constitution pré-voit qu'e aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'assemblée dont il fair partle, souf en cas de flagrant délit ». Depuis Farrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1973, la notification d'une inculpation en cours de session peut être considérée comme valable, à la seule condition que le réquisitoire délivré par le parquet intervienne avant l'ouverture de ladite session, C'est ce qui a permis la première inculpation de M. Farran, notifiée le 18 octobre, soit en pleine session budgétaire.

☐ Treute listes électorales annulées en Corse. - Le tribunal administratif de Bastia, auprès duquel avaient été déférées les nouvelles listes électorales de quarante-cinq communes de Corse (sur les trois cent soixante que compte l'île), a annulé trente d'entre elles et rejeté les requêtes pour les quinze autres. Les commissions administratives des trente communes devront se réunir pour établir un nouveau tableau. - (Cor-

chie. Or Benjamin Constant travaillait à une Constitution républicaine.

Ses manuscrits inédits, comprenant un texte intitulé Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une Constitution républicaine dans un grand pays et un autre se présentant comme des Additions au précédent, ont fait l'objet d'une publication récente, déjà signalée dans

## Les règles du jeu

n'est point pour découvrir, ce qui ne serait pas nécessaire, l'itinéraire politique de Benjamin Constant, mais pour s'intéresser aux commentaires introductifs qu'a inspirés à Henri Grange le travall préparatoire à cette édition. Il apperaît tout de suite que Ben-

vie. Comme ils s'apprêtent à jamin Constant n'a pas été l'objet retoucher la Constitution qui les d'une divine illumination. Outre régit actuellement, il n'est pas inul'influence exercée par ses proches, le climat instable de la période postrévolutionnaire et la fascination générée par le modèle anglais, c'est pendant des années ment dépourvus, des partitions que le fervent constitutionnaliste : accumulé notes et réflexions, en se nourrissant des événements et leçons du temps. A telle enseigne que, républicain à l'origine, parce qu'il pensait que le retour du roi engendrerait la guerre civile et que la principe d'hérédité était inadmissible pour la raison, il se rallia finalement à la monarchie, par réalisme et non par opportunisme, souligne Henri Grange. Ce dernier estime que Constant avait pris acte du « préjugé de légitimité » qui privilégiait la couronne et dominait dans la société de

Selon son exégète, l'originalité de Benjamin Constant a été de chercher un moyen d'arbitrer le rapport des forces entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif en l'absence du roi. Il l'a trouvé en imaginant un troisième pilier, appelé pouvoir préservateur et voué à intervenir en cas de crise. soit en décidant la dissolution des Assemblées, soit en destituent le gouvernement. Dans le projet de Constant, cette instance aurait été

le Monde. Si l'on y revient, ce ; vie et propres par l'âge, l'expérience, l'aisance sociale, à former une Assemblée de sages. Elle devait jouer, en toute légitimité, le rôle de régulateur qui était celui du roi dans la monarchie constitutionnelle anglaise. De nos jours, les fonctions attribuées à ce pouvoir arbitral se répartissent entre le président de la République et le Conseil constitutionnel, chargés de veiller au respect des règles du

Henri Grange montre que, derrière le souci de Benjamin Constant d'instaurer la représentation politique, il y a surtout celui de préserver la liberté des individus contre les menaces qui pesaient sur elle à l'époque : la dictature, la violence du pouvoir, le recours à la force militaire, la centralisation. C'est une approche du libéralisme. Certes, la République de Benjamin Constant en'est pas démocratique mais ploutocratique ». Elle se fonde moins sur la vertu que, reconnaît Henri Grange, sur « le calcul de l'intérêt », mais, ajoute-t-il, c'est parce que la part de politique y est réduite, comme elle l'est dans l'individu dont l'épanouissement, selon Constant, n'a pour seule condition que la liberté.

Restons dans l'époque post-révolutionnaire avec l'œuvre contrerévolutionnaire de Joseph de Maistre, pourfendeur de Rousseau et de Voltaire, adversaire des constitutionnalistes qui, tel Benjamin Constant, acceptaient la République. Jean-Louis Darcel se livre avec cet écrivain et l'ouvrage intitulé De la souveraineté du peuple à un travail de présentation et d'exégèse comparable à celui Constant, cette instance aurait été | d'exégèse comparable à celui | ple, par Joseph de Maistre composée de cent députés élus à l d'Henri Grange sur Constant, sauf | PUF, 294 pages, 168 F.

min Constant. 506 pages, 195 F.

مكذا من الأصل

is the same

7 225 📦

·= \*1

Six ans après la mort d'un élève sous-officier

## Un médecin militaire de l'école de Saint-Maixent est relaxé

Le tribunal correctionnel de Poitiers, statuant en audience pénale militaire, a relaxé, vendredi 24 janvier, le médecincommandant Michel Luciano, accusé d'homicide involontaire sur la personne d'un élève de l'Ecole nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Le père de la victime, qui a l'intention de faire appel, a été débouté. L'inculpation du médecin était intervenue à la suite d'une longue action de la famille.

**CLERMONT-FERRAND** 

de notre correspondant

Le 6 janvier 1986 à l'école des sous-officiers de Saint-Maixent, le médecin-capitaine Luciano avait pra-tiqué sur Denis Merle, vingt-deux ans, originaire de Malintrat (Puy-de-Dôme) une injection de xylocaine et de coltramyl dans la région lombaire contracte conface une simple déchirme pour soulager une simple déchirure musculaire au mollet. Renvoyé dans

A l'infirmerie, où ses camarades l'avalent transporté, l'infirmière de service, sur prescription téléphonique du médecin, avait procédé à un traitement bénin. Son état empirant, le SAMU de Niort était prévenu, mais il était trop tard. L'arrêt cardiaque excéda quinze minutes. Le jeune militaire devait décéder le leune militaire devait décéder le leune militaire devait décéder le lendemain. Le 8 janvier, les parents de Denis portaient plainte contre X... pour homicide involontaire. Après plus de six ans de procédure, le médecin-capitaine en cause était inculpé. Trois expertises ont été demandées et le dossier est passé entre les mains de cinq juges d'ins-

En décembre 1986, le tribunal de Niort se déclare incompétent et, par la suite, celui de Poitiers estime la plainte déposée par la famille irre-cevable, en vertu de l'article 698-2 du Code de procédure pénale, qui ne permet pas, en pareil cas, à «la par-tie lésée» de «mettre en mouvement l'action publique», ce droit apparte-nant seulement au procureur de la

sa chambre, le jeune homme devait République. Suite à l'opiniâtreté de sombrer rapidement dans un état la famille, une instruction est toutela famille, une instruction est toute-fois ouverte en juillet 1987. Les cois onverte en juitet 1987. Les expertises et contro-expertises médicales concluent alors que «le médecin-capitaine avait commis une erreur de diagnostic (...) et que la thérapeutique mise en œuvre était insuffisante vu la gravité du cas». Sur ce point, le tribunal de Poitiers a estimé, dans con justiment de la capacitation de la cap son jugement, que les expertises contradictoires sur «la ou les causes» contraniciones sur « u ou les causes » de la mort de Denis Merie ne permettent pas de répondre avec certitude, ce qui rend « sans objet » la recherche de responsabilité du méde-

> soutien à la famille, le fait que « la partie lésée ne peut mettre en mou-vement l'action publique » est en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme. Ils se félicitent de la proposition de loi que doit présenter prochainement M. Jean Gatel, vice-président de la Commission de la défense nationale, Celle-ci prévoit que la partie lésé peut mettre en mouvement l'action publique «en cas de décès ou d'inva-lidité» . JEAN-PIERRE ROUGER

Au tribunal de Paris

## La double peine de Béatrice Dalle

férerait s'appeler Françoise Dupont », regrette M. Jean-Yves Liénard. Mais, ce 24 janvier, sa cliente s'appelle Béstrice Dalle. L'actrice comparaît devant la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris pour avoir volé des bijoux, de septembre à novembre 1991, chez un grossiste de la rue des Archives.

A la barre, ce n'est pas Betty Blue, l'héroine de 37-2 le matin, ni la Sorcière de Bellocchio. C'est presque une petite fille, emmitouflée dans un fichu noir jeté sur un blouson de cuir, qui sa fait gronder par un magistrat soucieux de comprendre. « On se dit : elle a les moyens. Alors pourquoi? Per jeu? C'est un petit vertige du comportement? s. Mais aujourd'hui il n'y a pas de metteur en scène pour tirer profit de ce

comédienne ne parvient à s'exprimer que pour murmurer des excuses, avant d'aller se recroqueviller sur le banc des prévenus en pleurant silencieuse-

« Elle était gentille », se souvient la bijoutière, déçue par sa cliente qui prenait des bijoux quand elle avait le dos tourné. « C'est grave i », lance le substitut, qui demande trois à six mois de prison avec sursis. avant d'ajouter devant le retentissement de l'affaire : « Dire qu'elle a déjà été sanctionnée n'est pas tout à fait faux... » M. Liénard, le défenseur, évoque un état dépressif provoqué par une certaine « misère » qui ne touche pas que les pauvres. «La solitude, ca existe», souligne-t-il, avant de soupirer : « Maintenant il va lui falloir sortir de cette salle. » Une cla-

foule de photographes se lancent sur Béatrice Dalle, soutenue par son avocat et son agent. La bousculade entraîne les gendarmes, qui s'interposent. Bloquée dans une encoignure, la comédienne est longuement mitraillée par une batterie d'objectifs qui ne photographient qu'un châie noir devant un visage. Enfin, c'est la fuite et la poursuite.

Deux heures plus tard, le tribunal rand son jugement : six mois de prison avec sursis. 20 000 F d'amende et 10 000 F de dommages et intérêts à verser à la bijoutière. Mais Béatrice Dalle n'est pas revenue. Me Liénard l'avait dit au magistrat : «La répression, ça ne devrait être que vous. »

MAURICE PEYROT

Une décision de la justice américaine

### Les communes bretonnes victimes du sinistre de l'«Amoco Cadiz» obtiennent une réévaluation de leurs indemnités

La cour d'appel de Chicago a répondu favorablement, vendredi 24 janvier, à la demande des communes bratonnes victimes de la marée noire de l'« Amoco Cadiz », qui réclamaient un relèvement du taux d'intérêt des indemnités dues par la compaanie Amaco, déclarée responsable de la catastrophe survenue le 17 mars 1978....

BREST

de notre correspondant

Le tenx d'intérêt des indemnités réclamées par les communes bretonnes sinistrées a été porté de 7.22 % à 11,9 %. La somme allouée par le tribunal de Chicago asser de 123 millions de francs à 208 millions de francs. L'Etat, de son côté, bénéficiera aussi d'une réévaluation de ces indemnités: de 935 millions de francs à 970 millions de francs.

C'est une petite consolation pour los communes bretonnes. Après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, elles avaient décidé de se désintéresser du fonds de garantie de 77 millions de francs alors déposé par la compagnie Amoco à Brest, estimant cette somme insuffisante en comparaison du montant des dégâts, pour attaquer le poliueur devant sa propre justice à Chicago. Les communes regroupées dans un syndicat

demandaient plus de 600 millions de francs. Dans son incement du 11 janvier 1988, le juge Franck Mac Garr n'a pas tenu compte du préjudice écologique, auquel tengient les Bretons. Les indemnités allouées (qui couvriront tout juste les frais du procès) ont été confirmées le 24 juillet 1990.

À la suite de cette première décision, la compagnie Amoco a fait appel. Et c'est le jugement de deuxième instance qui est tombé vendredi 24 janvier 1992. La compagnie a fait savoir qu'elle contestait la décision des trois juges. Elle a maintenant quinze jours pour déposer un second appel devant la Conr suprême, laquelle, si elle décide de se saisir du dossier, aura

Un autre procès Amoco devra se jouer devant la justice française. Il s'agit de statuer sur le retour, ou non, dans les caisses de la compagnie pétrolière américaine du fonds de garantie déposé à Brest. Car les 77 millions de francs de 1978, gérés sur place par un mandataire liquidateur, Me Alain Geniteau, ont fortement progresse. Amoco a aujourd'hui en caisse dans les banques françaises 320 millions de francs. La question est de savoir si cet argent lui appartient toujours.

**GABRIEL SIMON** 

## Un pilote pourrait être nommé dans la commission d'enquête

Après la catastrophe de l'Airbus d'Air Inter

L'enquête sur la catastrophe de l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui s'est écrasé lundi 20 janvier sur le mont Saint-Odile (Bas-Rhin), devrait se dérouler dans de meilleures condi-tions qu'après l'accident d'Habs-heim surrent 1998 pandant y heim survenu en 1988 pendant un meeting aérien. Les boîtes noires avaient alors été remises à la direction de l'aviation civile, sans qu'en y ait au préalable apposé des scel-lés, et les représentants des pilotes n'avaient pas été associés à

Cette fois, le ministre des trans-ports, M. Paul Quilès, serait décidé à nommer un pilote reconnu par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) à la commission d'enquête, ainsi que l'a annoncé le SNPL, vendredi 24 janvier. «Ce pilote devra être incontestable par parote aevu etre inconessane par rapport à la profession et ne sera pas un étu d'une organisation pro-fessionnelle », a précisé M. Hugues Gendre, président du syndicat.

La commission d'enquête, prési-dée par M. Alain Monnier, se réu-nira pour la première fois iundi 27 janvier. D'ici là, elle aura informé, le cas échéant, le directeur général de l'aviation civile (DGAC) de la nécessité de prendre d'éventuelles mesures conserva-toires immédiates, concernant les avions ou les compagnies aériennes. Dans un deuxième temps, un rapport préliminaire sera remis, dans le mois ayant suivi l'accident, au ministre des trans-

La rédaction du rapport complet

prendra au moins un an. La commission dispose, pour ses recherches, des trois « boîtes noires» retrouvées après la catas-trophe. L'enregistreur des conversations est dans un état convenable sations est daits un etait convenable et 80 % des informations ont déjà été récupérées. L'enregistreur des paramètres du voi, découvert dans un état de fusion avancée, paraît inexploitable. Enfin, le « quick access recorder», un enregistreur plus sommaire des paramètres de vol, est endommagé à partir des quinze à vingt secondes précédant l'impact. La commission a fait appel à des experts pour tenter de restaurer cette partie cruciale de la

Cette année encore, le festival de la BD d'Angoulême va faire couler beaucoup d'encre.



Salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême du 23 au 26 janvier 1992. Lucien et ses copains, Gillou, Ricky, ainsi que leur créateur Franky (Margerin), sont des aristocrates de banlieue. des princes de la gentillesse, de la rigolade et du plaisir de vivre. Nés il y a plusieurs piges dans les pages de "Mètal Hurlant". ils vieillissent aujourd'hui avec succès dans les albums que publient les Humanoïdes Associés. Et sur ces albums (qui sans y toucher sont un vrai miracle d'observation et de justesse de ton) flotte toujours comme un air de rock heureux.

ELECLERC Partenaire du salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême.

MÉDECINE

A la suite de plaintes pour escroquerie

## Le dirigeant de l'une des principales chaînes de cliniques privées a été inculpé et écroué

M. Jacques Liberge, juge d'instruction au Mans (Sarthe), querie M. André Attia, président-directeur général d'Alphamed, l'une des principales chaînes de cliniques privées (nos dernières éditions). M. Patrick Giordani, l'un de ses principaux collaborateurs, a été inculpé de complicité d'escroquerie. Ils ont été écroués. Deux autres collaborateurs de M. Attia, M. Jean-Pierre Arambourg et M- Béatrice Caux, ont été inculpés d'abus de confiance et de délit d'entrave et placés sous contrôle judiciaire. Depuis l'affaire de la Polyclinique nord de Marseille et l'assassinat, en 1988, de son propriétaire, M. Léonce Mout, il s'agit du premier scandale financier touchant l'hospitalisation privée, secteur lucratif en complète res-

C'est en avril 1990 que M. André Attia, président-directeur général d'Alphamed, souhaitant augmenter le nombre des établissements placés us son contrôle, procéda au rachat de deux cliniques du Mans, Pasteur et Le Tertre rouge. La première est une polyclinique de quatre-vingt-dix lits et la seconde, de cent vingt lits, qui est spécialisée dans la gynécolo-gie obstétrique, la néonatologie et la procréation médicalement assistée, bénéficie d'un large recrutement régional. Au total, ces deux établissede médecins qui, pour la plupart, exercent parallèlement en cabinet de ville, Avant l'arrivée de M. Attia, ces médecins possédaient 66 % de parts des deux établissements, le te étant la propriété des prati-

Lors de la signature de l'acte de vente, les deux parties s'étaient mises d'accord pour que M. Attia ne les 67 millions, prix d'achat total des deux cliniques. Le reste devait être verse dans un délai de trois mois. M. Attia, une expertise concluent à la découverte d'un passif de la

Contestant l'existence de ce passif, nulation de la vente pour non-paie-ment du prix convenu. L'affaire arriva en janvier 1991 devant le tri-bunal de Nanterre qui donna raison aux médecins. Toutefois, la cour d'appel de Versailles ne confirma pas, par la suite, ce jugement. Elle n'annula pas la vente, arguant notamment du fait que tous les venréclamer cette annulation, et condamna M. Attia à verser les 21 millions de francs restants. Ce qu'il fit en juin 1991, les médecins décidant pour leur part de se pour-

Ce contentieux juridique révèle en fait une opposition beaucoup plus profonde entre les médecins mancaux et les responsables d'Alphamed ou de nompreuses sociétés qui lui sont liées. « Dès le départ, nous avons unanimement refusé de signer les contrais qui nous étaient proposés par Alphamed, résume le docteur Alain Coulée, l'un des praticiens les plus ouvertement opposés au «sys-tème Attia». Nous estimons que ces contrats sont condamnables, dans la mesure où ils imposent une totale subordination du médecin aux subordination du mêdecin aux contraintes financières dictées par le propriétaire. Nous contestons avec force le système de location-gérance mis en place par M. Attia qui permet de dégager jusqu'à 25 % à 30 % de bénéfices sur le chiffre d'affaires de l'établissement, des sommes importantes qui, via différents canaux, profitent à Alphamed. »

« Pour notre part, ajoute le doc-teux Coulée, nous avons fondé une société financière et sommes prêts à nous endetter pour procèder au rachat des deux établissements. Dans ce combat, nous avons malheureuse-ment èté très isolés, les autres mêde-cins travaillant dans les établissements contrôlés par M. Attia refusant, en dépit de nos proposi-tions, de se joindre à nous.»

Les médecins, qui ont porté plainte pour dénoncer une fusion des comptes bancaires de la clinique avec celui où étaient versés leurs

sages-femmes) avait déposé une entrave au fonctionnenemt du comité d'entreprise et présentation de faux bilans. C'est cette plainte qui, après une longue enquête poli-cière, a conduit à la garde à vue de M. Attia et de ses collaborateurs, puis à leur inculpation et à leur

#### Des méthodes de rachat contestées

cents lits, Alphamed est la deuxième chaîne de cliniques françaises. Dirigée depuis sa création en 1971 (la chaîne s'appelait alors Parly-II) par M. André Áttia, elle réalise un chifd'affaires d'environ 800 millions de francs, ce qui lui permet de riva-liser avec de grands groupes, tels que la Générale des eaux (au travers de sa filiale Générale de santé) ou la

Parmi les cliniques que possède Alphamed, figurent quelques uns des plus gros centres privés français, parmi lesquels Ambroise-Paré (Neuilly-sur-Seine), Franklin (Pavillons-sous-Bois), la polyclinique du Parc (Charleville-Mézières). S'ajoutent également à cette liste des palaces de la Côte d'Azur (Grand Hotel Aston et l'Hôtel West End de ... Nice). Parmi les actionnaires, on trouve Paribas (qui détient 10 % du

Les sociétés qui gèrent les établis-sements du groupe sont rassemblées au sein d'un groupement d'intérêt économique (GIE). Cette structure, baptisée Hexagone Santé, est dirigée par M. Jean-Marie Sonet, ancien délégué général de l'Union hospita-lière privée. Elle a pour mission d'uèlaborer des outils permettant une nus sonnée transnarme de la quaplus grande transparence de la qua-lité médicale et de son coût ». Parmi ques Chirac de 1986 à 1988.

A plusieurs reprises, les méthodes d'acquisition des cliniques par

honoraires, n'avaient pas été les seuls à s'inquiéter des méthodes cooseil de l'Ordre ou de la justice. conseil de l'Ordre ou de la justice. Ainsi, il y a deux ans, dans les colonnes du Quotidien du médecin, un chirurgien, le docteur Edouard Boulenger, avait reconté l'histoire du rachat de la polyclinique du Parc, à Charleville-Mézières (Ardennes), par le groupe d'André Attia. Il avait été remercié de cette clinique, où il exerçait depuis huit ans, perce qu'il contrat imposant, en cas de repture, la non-réinstallation du praticien pendant cinq ans dans le périmètre de la commune et des villes avoisides médecins des Ardennes avait, lui aussi, jugé abusives et inacceptables certaines des clauses figurant dans le contrat que le docteur Boulenger refusait de signer. Il visait notamsement participatif » (10 % des honoraires) à la clinique et le fuit que le contrat puisse être résilié sans motif, ni justification : « Cette clause, estimait l'ordre, donne à la direction de la clinique un pouvoir sur le praticien susceptible de mettre

gravement en cause son indépen-

dance technique » Mais g'agissant

d'un contrat de droit privé, l'ordre des médecins ne peut intervenir en

pareil cas, sinon en déférant le

médecin signataire du contrat

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH Avant les Jeux olympiques d'Albertville

## Des spécialistes dénoncent le test de « masculinité » imposé aux concurrentes

Un groupe de biologistes et énéticions français (1) a pris position, vendredi 24 janvier, contre la décision du Comité international olympique de faire procéder, avant les Jeux olympiques d'Aibertville, à un test génétique visant à rechercher chez les concurrentes la présence d'un gène dit de « mascu-Soité ».

point par une jeune société fran-çaise de biotechnologie, doit succéder a l'étude chromosomique qu'imposent les autorités olympi-ques aux athlètes féminines depuis 1967. Selon les signataires de l'ap-pel, la décision de rechercher le gène de la «masculinité» « procède d'une importante confusion sur le plan médical et scientifique et constitue un véritable défi sur le plan éthique». Expliquant que le gène ne peut pas à lui seul réponexiste de nombreuses situations dans lesquelles « sexe génétique » et «sexe hormonal» sont dissociés, les signataires estiment que « l'em-ploi de ce test génétique constitue une agression et une discrimination manifestes envers les femmes. Cette pratique renvole à la définition de la feminité, qui, en aucun cas, ne peut être ramenée à un simple léterminant génétique (...)».

contraignant de ce test viole manifestement l'exprit et la lettre d'avis antérieurs du Comité national

de la France » et demandent donc aux autorités sportives de «renon-cer à leur décision et sollicitent s nécessaire l'intervention des autori-tés de l'Etat français». Cet appel devrait être suivi, mardi 28 jan-vier, d'une prise de position du Comité national d'éthique, soutenu par le Conseil de l'ordre des méde-

Cette prise de position - qui n'est pas pleinement partagée par M= Frédérique Bredin, ministre de ne chance d'être entendre? C'est peu vraisemblable. Selon le docteur Patrick Schamasch, membre de la commission médicale du CIO et responsable de la santé aux sens d'Albertville, ce test génétique devait commencer à être mis en œuvre samedi 25 janvier.

Au total, deux cent cinquante Au total, deux cent cinquante athlètes sur huit cents sont concernées, les autres bénéficiant déjà d'un certificat de fémininé. D'autre part, ce test génétique devrait être appliqué aux Jeux de Barcelone. Faute de législation sur l'encadrement du recours aux tests génétiques, la polémique sur ce thème ne fait que commencer.

(1) Ce texte est signé de Mariet MM. Philippe Berta, Audré Boué, Marie-Louise Brignt, Daniel Cohen, Jean Daus-Louise Briard, Daniel Cohen, Jean Dasset, prix Nobel, Josus Fuingold, Marc Fellous, Jean Frezel, Michel Goossens, François Gros, François Jacob, prix Nobel, Bertrand Jordan, Nathalie Josso, Claudine Junien, Azel Kahn, Jean-Claude Kaplan, Jean-Louis Mandel, Jean-François Mattei, Arneld Munnich, Christine Petit, Alain Pompidou et Jean Moiscembach

RELIGIONS

Après le départ pour Alger de M. Tedjini Haddam

## Le gouvernement pressé d'intervenir pour résoudre la crise à la Mosquée de Paris

La réprobation monte à l'intérieur CORIF demande à nouveau aux ciel ou privé, ne sourait lég devant la vacance ouverte à la tête de la Mosquée de Paris par la nomination de son recteur, M. Tedjini Haddam, au Haut Comité d'Enat à Algor (le Monde des 16 et 23 janvier). Des cris hostiles aux autorités iennes ont été entendus, venalgériennes ont été entendus, ven-dredi 24 janvier, à la sortie de la prière du vendredi. D'Alger, M. Haddam a demandé aux autorités algériennes et françaises, le 23 janvier, que sa succession soit réglée « dans le respect des textes régissant la Mos-quée de Paris et dans la concertation

des parties intéressées». Loin de calmer les esprits, cette déclaration a suscité, vendredi 24 janvier, une vive réplique du Comité de réflexion sur l'islam en France (CORIF) estimant que « les lextes régissant la Mosquée de Paris n'ont cucune validité juridique, puisque la Société des habous (1) et lieux saints de l'islam s'est illègalement accaparé cette mosquée... Cette société n'est ni légalement ni moralement qualifiée pour représenter la commu-nauté musulmane de France et assu-ner la succession de M. Haddam». Le les mesures qui s'imposent pour per-mettre la gestion normale de la Mos-quèe de Paris».

La Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la Fédération des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (FAIACA) ont également appelé le gouverne-ment à prendre les mesures permettant le retour de la Mosquée de Paris à sa «vocation initiale». Une question écrite à Me Cresson, aliant dans le même sens, a été posée par M. Philippe Séguin, député RPR.

M. Phinppe Seguin, September de la Société des habous, a envoyé, se la 24 ianvier un télégramme à vendredi 24 janvier, un télégramme à Alger demandant à M. Haddam de rentrer d'urgence à Paris : «La Société des habous, écrit-il, est seule qualifiée pour prendre éventuellement acte de votre démission et désigner régulièrement votre successeur, » Craignant toute forme de reprise en main de la Mosquée, M. Boubakeur souligne: «Aucun autre organisme, offitenant pas. »

Devant la confusion actuelle, l'idée progresse de la nomination d'un rec-teur intérimaire (le nom de M. Hadjeddine Sari, conseiller de M. Had-jeddine Sari, conseiller de M. Had-dam à Paris, est parfois cité) et d'un changement de statut de la Mosquée visant à une melleure représentation des Français musulmans, ainsi qu'à la dissociation des functions de culte et de formation, actuellement regroupées sous la dénomination d'Institut musulman de la Mosquée de Paris. Cette nouvelle formule pourrait permettre une plus grande autonomie de la Mosquée par rapport à sa tutelle algérienne et la création d'un institut ageneme et la creation d'un institut officiel de théologie musulmane et de formation d'imams, réciamée depuis longtemps par des voix autorisées de la communauté.

HENRI TINCO

(1) La Société des habous est une asso-ciation de droit français. En 1957, en pleine guerre d'Algérie, Guy Mollet avait nommé à su tête Si Hamza Boubaleur, sans consultation, et en dépit d'extrêmes réserves du Consoil d'Etat.

SCIENCES

Pour réaliser la navette spatiale Hermès

## Les industriels créent à Toulouse le consortium Euro-Hermespace

En dépit des incertitudes qui planent, depuis la conférence de Munich de novembre 1991, sur l'avenir des grands programmes spatiaux européens, l'industrie spa-tiale européenne va de l'avant. Dernier acte en date de cette volonté, la création, jeudi 23 jan-vier à Colomiers, près de Toulouse, d'Euro-Hermespace, société ano-nyme de droit français chargée de conduire le développement de la navette spatiale Hermès pour le compte de l'Agence spatiale euro-

Décidé voilà un an déjà, le consortium Euro-Hermespace regroupe les intérêts des quatre grands industriels en charge de cet ambitieux programme de 52 mil-liards de francs (1): Aerospatiale avec 51 % des parts françaises et Dassault-Aviation avec 49 % détienment 51,6 % du capital de la nouvelle société, tandis que l'allemand Deutsche Aerospace en contrôle 33,4 % et l'italien Alenia 15 %. Pour des raisons stratégiques évidentes, destinées à mettre «un

peu de pression's sur un gouverne-ment allemand difficilement séduit par le projet Hermès, un Allemand, le directeur général de Deutsche Aerospace, M. Johann Schaffler, a été nommé président de la nou-velle société.

Euro-Hermespace étant né, il ne reste plus en principe qu'à passer aux actes et, comme le disent les industriels, « qu'à faire des copeaux ». Reste que le contexte pour de tels engagements n'est guère favorable, dans la mesure où les gouvernements européens se sont bien gardés à Munich de preadre des engagements à relativement long terme. N'ont été finalement décidées que des mesures pour 1992, rendez-vous étant pris pour de nouvelles discussions en Espagne à la fin de l'année. Bref, pas de quoi travailler dans la plus parfaite sérénité.

Quoi qu'il en soit, le programme Hermès, s'il se maintient tel que prevu, devrait donner lieu à l'envoi sur orbite de cet avion spatial habité de 22 tonnes, piloté par

ble d'emporter une charge utile de trois tonnes, an tout début du XXI siècle. Un premier vol automatique pourrait avoir lieu en sep-tembre 2002; un premier vol pabité vers la fin de 2003, et, l'année suivante, un premier rendez-vous avec le module habité euro-péen Colombus (APM), qui doit se greffer sur la station spatiale américaine Freedom. Un calendrier que tous espèrent tenir malgré les difficultés que la rigueur budgétaire fait peser sur tous les pays, États-Unis compris, et qui devrait prochainement conduire à la mise en place, comme pour Hermès, d'un autre consortium, Euro-Colombus, constitué autour de l'allemand Dasa (MBB-Erno) et de l'italien

(1) 7,32 milliards d'unités de compt soit une augmentation de coût de 40,5 % par rapport aux prévisions présentées en 1987 à la conférence interministérielle de

10

#### M. Durieux suspend l'utilisation des prothèses mammaires à base de silicone

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a demandé, vendredi 24 janvier, à l'ensemble des chirurgiens français de surscoir aux implantations de prothèses mamaires à base de gel de silicone. Cette mesure est prise jusqu'à ce que soient connues les conclusions d'un rapport que M. Durieux vient de demander à un groupe d'experts, qui devra lui être remis dans un délai de deux mois.

L'administration sanitaire américaine avait déjà suspendu l'implan-tation et la commercialisation des prothèses mammaires à base de silicone pour une période de quarante-cinq jours (le Monde du 8 janvier). Plusieurs pays curopéens (l'Allemagne l'Espagne et l'Italie notam-ment) ont récemment pris des mesures similaires. Au ministère de la santé, on conseille aux femmes déjà porteuses de prothèses à base de silicone de se l'aire suivre régu-lièrement par leur médecin. On souligne par ailleurs que les prothèses mammaires remplies par des solutions salines ne sont pas concernées par cette mesure de suspension. Une procédure d'homologation pour toutes les prothèses mammaires internes va être mise en place et un projet de norme AFNOR est en cours d'élaboration.

O Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) occupe des locaux da ministère de l'édocation nationale - Pour protester contre les menaces qui pescraient, selon eux, sur l'enseignement des langues au collège, des militants du SNALC (autonome) sont allés, vendredi 24 janvier, dépo ser des langues de bœuf « sectionnées comme le seront les langues à l'école», dans les locaux du Conseil national des programmes (CNP) à Paris-7. Les locaux du CNP avaient déjá été occupés, jeudi 23 janvier par une dizaine de membres du bureau du SNALC, conduits par son secrétaire général, M. Jean Bories. Le CNP a déploré « de tels procédés ».

## **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 5702 HORIZONTALEMENT

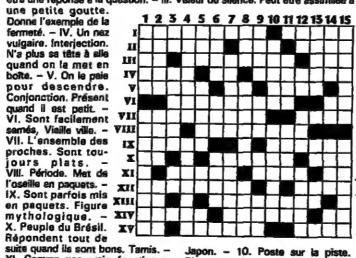
I. Des femmes très troublantes. Américains, ne sont ni gros ni moyens. – II. La part des hommes. Tourné quand tout est cassé. Autrefois, pouvait être une réponse à la question. - Ilf. Valeur du silence. Peut être assimilée à une petite goutte.

Donne l'exemple de la fermeté. - IV. Un nez vulgaire. Interjection. N'a plus sa tête à elle quand on la met en boîte. - V. On le paie Conjonction. Présent quand il est petit. semés, Viaille ville. - VIII VII. L'ensemble des

Répondent tout de suite quand ils sont bons. Tamis. -XI. Comme une croix égyptienne. Faire sauter. En France. - XII. Paut servir d'entrée quand elle est anglaise. Objet d'une question. -XIII, Un grand drame, instrument à vent. - XIV. On na peut rien y faire rentrer quand il est trop dur. Evoque une bonne odeur de cuir. Len-gue ancienne. - XV. Conjonction. Un bon fromage quand il est petit. Pas de très bon goût.

VERTICALEMENT

 L'un peut se plisser et l'autre se replier. Déconseilée à ceux qui ont besoin d'un plat chaud. - 2. Ville de Suisse. Bout de bois. Est parfols traité de coquin. - 3. Note. Ancienne mesure. Fait souvent un pli. - 4. Certains forment une élite. Des pavillons en flammes. -5. Titre honorifique. Des poissons qui ont des ailes. Pronom. Participe. - 6. Qui n'a rien coûté. Afficient du Danube. C'est parfois quand on n'y est pas qu'on déguste. - 7. Un passage. Pas très honnête. -8. Ville du Nigeria, Pist, au Maroc. Les préférés du collège. - 9. Pas fins. A intérêt à bien tourner, Une victime de la jalousie. Bale du



de pulsions, Pas d'Italie. Conjone tion. – 12. Donné par la chaf. Pro-tèga une phalange. On y trouve des anémones. Moyens de direction. – 13. Trop tôt pour celui qui veut se découvrir. Apprécié par le barger. Est souvent sur la planche. -14. Gaz d'éclarage. Note. Comme quatre. Attira besucoup de chercheurs. - 15. Des animaux qu'on reconneît à leur trompe. Provision

Solution du problème nº 5701 Horizontalement

Matelas. - II. Urétérite. -III. Ses. Saler. - IV. Cotation. -V. Upas. Dé. - VI. Lamaneurs. -VII. Age. Tes. - VIII. Tennis. Se. -IX. Titans. - X. Ra. Lues. - XI. Eva-

Verticalement

1. Musculature. - 2. Aréopag Av. - 3. Testament. - 4. Et. Asa. Nids. - 5. Lest. Naît. - 6. Araire. Sale. - 7. Silo. Ut. Nus. - 8. Tendresse. - 9. Fer. Esse. Su. **GUY BROUTY** 





iste du mas

The state of the s

THE RESERVE

945 2 . 🖦 🕳

The American

## HEURES LOCALES

# Déménager les Gobelins

Cette affaire, où le parisianisme et le corporatisme s'opposent à la délocalisation, illustre les difficultés d'une politique d'aménagement du territoire

AUBUSSON

de notre envoyé spécial

N incluant la manufacture des Gobe-lins dans la liste des services déloca-lisés, M= Edith Cresson « s'est pris les pieds dans le tapis ». Ce commen-taire en forme de calembour court parts ministricies II ce l'embour court les cabinets ministériels. Il est l'expression de la réalité. Dernière preuve : l'opération porte la réalité. Dernière preuve : l'opération porte ouverte organisée en guise de protestation samedi 25 et dimanche 26 janvier – pour la seconde fois en quelques semaines – par les lissiers parisiens. Il s'agit pour eux d'ébranler encore davantage le gouvernement qui hésite à confirmer la décision de principe pris par le comité interministériel d'améuagement du territoire (CIAT) du 7 novembre 1991. L'affaire, qui concerne sussi les villes d'accueil – Beauvais et Aubusson – montre en tout cas la complexité de toute politique de décentralisation.

Pour essayer de comprendre, une visite dans les trois sites s'impose. Niché dans un vieux quartier du 13 arrondissement, l'enclos des Gobelins a bien des titres à faire valoir. « Ici, disent fièrement ceux qui y travaillent, même la poussière est historique. » Sur les bords de la Bièvre, dont l'eau, dit-on, fixait bien les couleurs, un teinturier nommé Jehan Gobelia s'établissait au quinzième siècle, rejoint plus tard par des artisans drapiers et des tapissiers flamands. Deux siècles plus tard, en 1662, les tentures étaient devenues furieu-sement à la mode. Colbert, fils de drapier et ministre des finances de Louis XIV, nationalisa les manufactures.

Dans l'enclos, alors vaste de pius de 4 hec-tares, deux cent cinquante maîtres lissiers et curriers deux cent cinquante mairres insters et couvriers trouvent non seulement leurs ateliers mais des logements de fonction, des jardins potagers, une chapelle et son chapelain, un service médical, etc. Ils sont fréquemment vivités par le roi et lui fabriquent en trente ans, à partir de cartons signés des plus grands noms, des centaines de superbes tapisseries le plus souvent rehaussées d'or.

#### Les artisans de Beauvals

La même politique est menée pour les meil-leurs artisans tissant des tapis et pour ceux fabricant des meubles. Les premiers – longtemps établis dans une ancienne fabrique de savon située au pied de la colline de Chaillot, d'où l'appellation «Savonnèrie» – et les seconds seront au fil du temps regroupés dans l'enclos des Gobelins. Rejoints ensuite par les spécialistes de la «retraiture» autrement dit la secteuration ils « sent teuleurs fiers de leurs restauration, ils y sont toujours, fiers de leurs talents et de leurs privilèges. Bravant les aléas Révolution et de la Commune), ces artisans d'élite restent au service du pouvoir central, qu'il soit royal, impérial ou républicain.

An nombre d'environ cent cinquante, modestement payés (6 000 à 12 000 francs par mois), travaillant comme il y a trois siècles sans souci du rendement (1 m² par artiste et par an), ils ont vigoureusement réagi dès qu'il a été question de les déménager. Leur première opération porte ouverte a fait affluer aux Gobelins 7 500 personnes, soit la moitié



des visiteurs qu'ils reçoivent annuellement, Sur leur pétition de protestation, 20 000 signatures se sont alignées, dont celles de Jacques Toubon, maire du 13 arrondissment, et e nombreux artistes.

Ils out même réussi à obtenir l'appui de tisserands formés dans leurs ateliers et installés aux Etats-Unis. Il est vrai que les lissiers fonctionnaires des Gobelins et les peintres qui ont dessiné leurs cartons ont permis à la France de garder le premier rang mondial dans l'art de la tapisserie.

Ils ne sont pourtant pas les seuls. Ceux de Beanvais aussi y ont contribué. Leur manufac-ture, située sur les rives du Thérain et conçue exactement comme l'enclos des Gobelins, fut longtemps subventionné par le roi avant d'être nationalisée sous la Révolution. Ses producnationalises sous la Revolution. Ses produc-tions ne furent ni moins fastueuses, ni moins famenaes que celles de Paris. Mais les artisans de Beauvais n'ont pas eu de chance. Replié sur Aubusson en 1939-1940, leur établissement fut anéanti par les bombardiers alle-mands, comme une bonne partie de la ville. Les tisserands picards qui œuvrent sur des donc été abrités aux Gobelins durant orès

Depuis 1977, M. Walter Amsallen, maire socialiste de Beauvais, se bat pour les faire revenir en sa ville. Au prix de la restauration d'un ancien abattoir - aujourd'hui splendide édifice de brique et de verre où il fait bon travailler, – il a réussi à rapatrier la moitié des effectifs, soit une vingtaine de personnes. Et il compte fermement sur le retour des autres bas-lissiers dont les métiers seront installés

Le dossier du maire de Beauvais n'est pas moins solide que celui des Gobelins. Voici une ville moyenne (57 000 habitants) située à 70 kilomètres au nord-ouest de Paris, entièrement reconstruite après la guerre et qui dispose, outre de sa manufacture, d'une galerie nationale de la tapisserie sise au pied même de la célèbre cathédrale. Construite dans les années 70, elle reçoit 135 000 visiteurs par an malgré l'austérité de son architecture et de sa muséographie.

Si la région déplore un taux de chômage dépassant la moyenne, la municipalité mêne une politique urbaine, économique, culturelle, sportive et scolaire extrêmement active. Ambitieux, M. Amsallem a proposé à Mati-guon un terrain pour une éventuelle délocalisation de la Savonnerie parisienne et une magnifique maladrerie médiévale entourée de de de l'abattre publiquement ses atouts, même d'abattre publiquement ses atouts, même bon d'abattre publiquement ses atouts, même

Comme le silence est également la tactique du maire RPR d'Anbusson, M. Thierry Rate-lade, qui préfère laisser son adversaire politique, le député socialiste Gaston Rimareix, s'exposer seul à une reculade du gouverne-ment, courons dans la Creuse. En trois heures et demic d'autoroute ou en moins d'une heure d'avion, nous voici dans ce département rural qu'une lente hémorragie vide de ses habitants. Au pied des ruines de son château médiéval,

la vieille et étroite cité (5 500 âmes, mais 8 600 avec Felletin, sa voisine, rivale et com-plice de toujours) paraît endormie, comme sa municipalité. Pourtant, derrière les charmantes façades de granit bordant la Creuse, la vie bouillonne. D'abord celle de la tapisserie, qui concerne ici vingt-six établissements privés occupant deux cent quarante tisserands. Et cela, avec des hants et des bas, depuis le quatorzième siècle!

#### Aubusson la modeste

Maigré une baisse de régime due au fait que les tentures ne sont plus à la mode, les signes de reprise sont multiples. Une société de Courbevoie spécialisée dans la restauration des tapisseries vient de s'installer dans une sont encore disponibles. Une autre, en plein essor, agrandit ses locaux. Une troisième vient d'être rachetée par un grand nom des tissus parisiens. Une autre encore, reprise par un Aubussonnais revenu au pays, ouvre ses atcliers aux visiteurs et en a reçu 10 000 cet été.

Reconstruite en 1968 et disposant de vastes iocaux, d'un amphi de trois cents places et d'un internat confortable, la seule école nationale des arts de la tapisserie redémarre avec un nouveau directeur et un programme péda-gogique ambitieux. A quelques pas de là, un musée départemental de la tapisserie, ouvert il y a dix ans, fait feu de tout bois sous la houlette d'une conservatrice passionnée. Elle a, par exemple, créé un centre de documentation disposant d'une collection, unique au monde, de 20 000 photos de tentures anciennes et modernes. Au même titre que Paris-la-géante ou Beauvais-ville-moyenne, et avec une noto-riété internationale équivalente, Aubusson-lamodeste est l'un des trois pôles de la tapisserie française. Quant à la qualité de la vie, la municipalité s'en préoccupe puisque son cen-tre culturel pational offre aux adultes et aux scolaires, pièces de théâtre, concerts, specta-cles de danse et films de ciné-club à des prix

Aussi le caliquot tendu sur la façade des Gobelins « Non à l'enterrement en province ». et la distribution, dans les rues de la sous-préfecture, de tracta invitant à soutenir les lissiers parisiens ont-ils été ressentis comme autant de provocations par les plus battants des Aubus-sonnais. Si par calcul électoral le maire est resté coi, le sang de la sous-préfète et de quel-ques industriels n'a fait qu'un tour. Désespérant de se faire entendre, ces derniers ont payé des espaces dans les journaux pour clamer : « Savez-vous qu'aux Etats-Unis et au Japon, tapisserie se dit Aubusson? »

On comprend l'embarras de M∞ Edith Cresson, dont la décision, pour la relance de la tapisserie française, devrait promonvoir à la fois les Gobelins, Beauvais et Aubusson. Le dilemme montre, en tout cas, que, pour être pertinentes et donc acceptées, les délocalisations doivent être, à Paris et en province, soigneusement préparées, annoncées et accompa-gnées. Même si les fonctionnaires sont tenus à la mobilité, on leur doît bien cette courtoisie.

MARC AMBROISE-RENDU

#### Supplique pour les campagnes

L serait simpliste et inexact de ramener l'aménagement du territoire aux seules – bien que chaudes - questions du transfert de l'ENA à Strasbourg ou des Gobelins à Aubusson, ou encore aux appréciations traditionnelles relatives aux subtils jeux d'écritures budgétaires. Le territoire, c'est d'abord la campagne profonde et menacée de dépeuplement, ou périphérique des métropoles donc guettée par le déferiement du béton.

Longtemps « parent pauvre » des reflexions de la DATAR et des ministres directement rural recommence à intéresser le pouvoir. Les enseignements iétants du recensement de 1990 et la grande manifestation paysenne de septembre ont provoqué un salutaire électrochoc. Si les campagnes devaient être traitées par dessus la jambe, c'est non seule-ment l'agriculture qui serait menacée, un atout national en Europe oublié, mals tout un pan de l'histoire et du patrimoine du pays condamné.

#### La Bretagne en perte de vitesse

A l'occasion d'un comité interministériel, fin novembre, e gouvernement a tracé des lignes d'actions intéressantes. Michel Delebarre a ouvert une série de consultations avec des responsables agricoles, en recevant le 15 janvier Philippe Mangin, l'entreprenent président du CNJA. André Laignel, secrétaire d'Etat en charge des zones rurales, a organisé les 23 et 24 janvier un colloque à Châteauroux sur le thème Espace rural, une chance pour la France et pour l'Europe ». Enfin Jean-Louis Guigou, directeur à la DATAR chargé des études prospectivas, publie une série de documents qui montrent que, dans l'Ouest par exemple, la situation du monde rural n'est pas partout en déroute, mais que soixantequatorze cantons, surtout en Bretagne, sont en perte de vitesse notable.

voir une circulaire détaillée qui leur précisa la procédure de préparation, sur le terrain, des assises nationales du monde rurai, qui auront lieu en mai, moyenne de province. Thèmes de travail de ces réunions locales : l'organisation des territoires ruraux et la coopération intercommunale, la gestion des espacas (souvent vendus à des acheteurs d'Europe du Nord), la protection de l'environnement, les services publics, l'emploi et la formation. Jean-Pierre Duport, patron de la DATAR, transmettra en avril aux préfets un document de synthèse qui devra faire un premier tri entre le florilège des souhaits et les initiatives concrètes à prendre.

Toute cette agitation admi-nistrative et intellectuelle n'est pas de mauvais aloi. Mais il ne faudrait pas qu'elle se conclue, une fois de plus, par un série de pompeuses incantations

FRANÇOIS GROSRICHARD

## Contentieux franco-allemand sur l'environnement

Le projet d'implantation d'une usine d'incinération de déchets industriels à Kehl mécontente les Alsaciens

STRASBOURG de notre correspondant régional

U départ du contentieux, qui a tendance à tourner à la polémique, la déci-sion du Land de Bade-Wurtemberg d'installer une usine d'incinération de déchets industriels toxiques à Kehl, la petite cité allemande qui fait face à Strasbourg de l'autre côté du pont de l'Europe. L'idée du gouverne-

ment régional de Stuttgart est de créer une unité de traitement de bonne taille : 50 000 tonnes de déchets solides et 170 000 tonnes de produits liquides et pâteux (eaux de refroidissement, peintures, huiles, etc.). Outre la pollution de l'air (émanations toxiques dues à la dioxine et aux métaux lourds comme le mercure et le cadmium),

se pose la question du stockage des résidus (35 % des quantités trai-tées), à laquelle le projet ne répond pas à ce stade. Dès le départ, les plaindre de la procédure de con

nécessite aucune expropriation. Ensuite, les débouchés à l'exportation de déchets que l'ex-RDA constituait pour les industriels de RFA sont désormais taris. La priorité aujourd'hui est au « décapage » du territoire oriental de l'Allemagne fédérale.

municipalités socialiste de Stras-bourg et social-démocrate de Kehl ont joué, avec l'appui des popula-tions, le même jeu en s'opposant int au projet de Stuttgart.

L'enquête publique qu'ont ouverte les autorités allemandes a recueilli 530 000 « observations » du côté français et 70 000 parmi les habitants de Kehl, Fribourg et Offenbourg. En 1992, le Land va engager une audition où chaque individu on association pourra formuler ses « objections ». La décision des autorités résionales ne doit sion des autorités régionales ne doit intervenir qu'au milieu de l'année. Les Alsaciens n'ont donc pas à se

tation engagée par les Allemands. Encore que Stuttgart, malgré l'opposition d'une partie de ses admi-nistrés, semble déterminée à aller au bout de sa logique. Elle tient tout d'abord à la nature du site, qui est une ancienne décharge publique et qui appartient au Land, ce qui ne nécessité aucune expropriation.

Depuis le début de l'affaire, cer-taines voix allemandes faisaient tout de même valoir que l'agglomération strasbourgeoise accueille depuis longtemps une unité d'inci-nération - Tredi - qui, elle aussi, produit de la dioxine et des métaux lourds. Les Alsaciens répondent que, à l'instar de la sidérurgie alle-mande, installée à Auenheim (au nord de Strasbourg), cette usine est ancienne et a sensiblement réduit sa pollution. « En outre, relève M° Yveline Moeglen, tête de liste de Génération Ecologie dans le Bas-Rhin pour les prochaines élections régionales, Tredi a une capacité limitée à 35 000 tonnes et ne peut traiter des produits contenant plus de 1 % de chlore.»

#### L'affaire Stracel

Bien que l'éventuelle installation de Kehl devrait répondre aux normes anti-pollution fixées par la CEE, les écologistes alsaciens contestent la conception du projet du Land. Pour eux, l'unité envisagée est une structure trop rigide, ne répondant pas à l'évolution rapide en matière de protection de l'envi-ronnement. Ils ajoutent que l'avenir écologique demande « l'installation de petites unités de traitement adaptables de manière quasi continue ». L'autre grand reproche qui est adressé de ce côté du Rhin est l'inadressé de ce côté du Rhin est l'in-compatibilité de l'implantation en regard de la législation communau-taire. « Les directives de Bruxelles stipulent que les dèchets doivent être traités là où ils sont produits », assirme M· Moeglen, qui précise : « Or moins de 1 % proviendra de l'Ortenau Kreis (1), le reste étant originaire du reste du Land.»

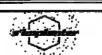
Les relations entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg commençaient sérieusement à se détériorer lorsque l'affaire Stracel est venue définiti-

duisait un recours auprès du tribunal administratif de Strasbourg afin que l'autorisation préfectorale de fabrication soit retirée à la papeterie installée dans le port de Stras-

**MARCEL SCOTTO** Lire la suite page 13

(1) Le territoire «départemental» qui regroupe les communes de Kehl, Fribourg et Offenbourg.

terre d'emplois!



ENTREPRISES,

rous demandez le plus beau site de développement! COLLECTIVITES TERRITORIALES, rous offrez une parcelle de rêce pourru qu'elle devienne

FINIS les flirts financiers, la drague économique et son cortège de déboires.

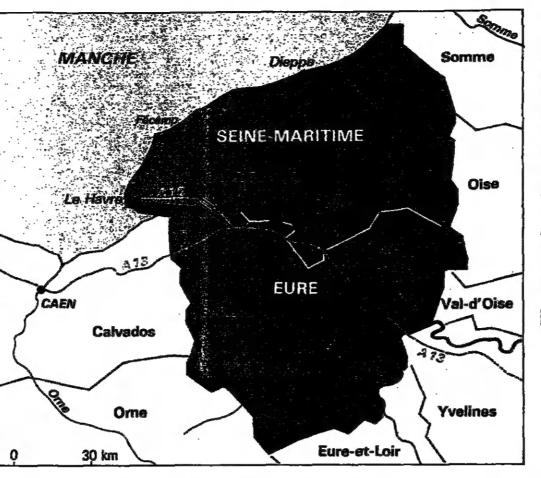
S'implanter rous propose un réritable contrat de mariage... d'intérêts.

le spécialiste du mariage d'intérêts

## TOUR DE FRANCE DES REGIONS

# HAUTE-NORMANDIE: ISCH

Préfecture : Rouen Départements : Eure (préfecture : Evreux) Seine-Maritime (préfecture : Rouen) Superficie: 12 258 km<sup>2</sup> Population: 1 737 247 habitants **Principales** agglomérations : Rouen (380 220 habitants) Le Havre (253 675 habitants) Evreux (58 007 habitants)



Elle est belle, la Normandie, elle est aussi riche de ses ports et de ses entreprises. Mais les querelles de clochers divisent toujours une région qui n'a pas su prendre en compte son identité pour s'imposer face aux ambitions de sa tentaculaire voisine, l'Ile-de-France.

OUEN profite du brouillant ner les formes d'une cathédrale qui ne reut pas donner à voir toutes les mutilations qu'elle a subies. Rues pat-tonnes et bâtiments restaurés se dissi-

crète. Ici, point de slogans tapageurs daire qui frise le secret. Une discré-tion telle que l'on en vient même à se

«Pt'et'ben qu'oui, pt'ét'ben qu'non : cauchois, qui feignent d'oublier que qui n'a suscité à l'époque tents de Saint-Lô. La Se des ans, su terme de son rôle d'axe

Deux départements hérités de la Révolution, et correspondant en sont donc ressemblés pour constituer, en superficie, l'une des plus petites régions françaises. Mais ces deux enti-tés avaient-elles envie de se marier? Là encore, la puissance publique n'a pas trop cherché à le savoir, se contentant de rassembler ce qui pou-vait l'être au bénéfice de la région parisienne et des risques d'asphyxie qui la menaçaient.

CHARL SEP

Adding.

Control Section

, with Street

1. 25 基 基 1. 25 基 第

\*\*\*\* A018

Ġ

Taran Taran Taran

Les habitants du Tréport ont dû apprendre à vivre avec ceux de Verneuil-sur-Avre. Mais qu'y avait-il de commun entre des gens tournés vers la Picardie et d'autres partagés entre l'attraction de l'Île-de-France et celle du Centre? Quelle unité pouvait ras-sembler des marins pêcheurs et des agriculteurs prêts à vendre leur ferme à des Parisiens en quête d'évasion champêtre? Au-delà du problème des villes «frontières», situées aux marges de la région, était-il possible d'accoler à la «puissante» Seine-Maritime un département de l'Eure comptant deux for moins d'habitants?

Au moment des noces, on a voulu tout oublier pour célébrer la fête. Mais les vieux mythes n'ont-pas dis-paru. La condescendance des gens du pays bordé par la mer est toujours perceptible vis-à-vis des terriens. Ils considérent les habitants de l'Eure comme des ruraux, et assurent, comme ce chauffeur de taxi, que «les emboutelllages du samedi, dans les rues de Rouen, sont dus oux voitures immatriculées 27, dont les conducteurs viennent de la campagne.»

## Les malheurs de Jean Lecanuet

Maître en son duché, le sénateur et maire de Rouen vivait heureux jusqu'au moment où un jeune énarque socialiste est venu troubler les équilibres traditionnels

caseme Gambetta, devenue hôtel de région, l'ambiance début d'année. Les fonctionnaires territoriaux et les membres du cabinet savent que le président expédie les affaires courantes. Pour eux l'heure du changement approche elle est fixée aux derniers jours du mois de mars. Quel que soit le résul-tat des urnes, le président Roger Fossé abandonnera son fautenil.

Après dix ans passé à la tête de l'exécutif régional, le fidèle du général de Gaulle, l'adversaire victorieux de Jean-Jacques Servan-Schreiber aux législatives de 1962 s'en va. Ou plus exactement il cède aux pressions de certains de ses amis, « On me dit qu'il faut que je me retire, à soixante et onze ans je ne me trouvais pas trop agé, enfin c'est ainsi». L'élu csuchois esquisse un vague sourire chargé de sous-entendus, assure qu'il est « gaulliste et pas chiraquien», mais se garde de donner plus de détails sur l'identité de ceux qui l'ont poussé à se contenter de gérer sa mairie d'Auffay.

Exit donc l'habile joueur de dominos qui avait su si bien, au cours des dernières années, oublier l'appoint du Front national pour gouverner sans majorité. Mais pas de panique, à majorite, mais pas de panique, a droite la relève est prête. L'héritage n'a pas provoqué de querelles apparentes, parce que, dans cette région de non-dit, des règles précises existent qui empêchent toute improvisation. Et le gardien de ce code est un homme encore puissant dans son fief. Jean Lecanuet veille et l'avenir doit

L'agrégé de philosophie, devenu leader du MRP, a été plus rapidement comu de l'ensemble des Fran-cais que de ses concitoyens. Sa cam-pagne présidentielle de 1965 a rendu son sourire célèbre mais n'a pus facilité son intégration. Ainsi qu'il le reconnaît lui-même, il a eu « beaucoup de mal à se faire admettre par la bourgeoisie rouennaise. Il lui faudra attendre 1968 pour conquérir, de jus-tesse, la mairie de la capitale haut-normande Mais au la capitale hautnormande. Mais son ralliement, six ans plus tard, à la candidature de Valery Giscard d'Estaing facilite les choses. « Cette intégration totale à la droite classique et cet abandon de tout message politique particulier lul assurent une emprise beaucoup plus com-plète sur son électorat local traditionnel, qui n'en demande pas plus», écrit Yves Guermont.

Maître en sa ville. Jean Lecanuet peut étendre son pouvoir au départe-ment. En 1974, il succède à l'ancien ministre radical André Marie à la préidence du conseil général de la Seine-Maritime. De ce poste, où il sera constamment réélu, il peut contrôler a vie de sa région. Dans « son onseil », pour reprendre son expression, il est *e le poteau indicateur* ». C'est lui qui distribue les subventions, le goudron sur les routes où les aides

à l'action sanitaire et sociale, c'est donc à lui qu'une majorité de conseil-lers ruraux accordent leur confiance. Au-delà de l'UDF, ce sont les notables des petits bourgs qui apportent leurs voix au président Lecanuet et qui lui délèguent leur pouvoir pour gérer au mieux de leurs intérêts parti-culiers l'avenir du département.

Fort de cet appui, le duc de Seine-Maritime peut dicter sa conduite à la région, puisqu'il est entendu depuis longtemps que le département « vassal» de l'Eure n'a que peu de voix au chapitre. La tradition devient donc une règle depuis 1982. Le conseil général a un président UDF, le conseil régional un président RPR. Ainsi lorsque le président Roger Fossé est jugé trop âgé, ou lorsque les instances du RPR décident de renou-

multiples» dans sa bonne ville qui l'inquiètent un peu. Mais sur cette question, il tient à être ferme. L'an passé il a refusé de rencontrer Michèle Barzach, venue voir si l'air c'est le tour de Claude Heurteux, POG du groupe Auguste-Thouard et membre du bureau politique du Parti républicain, de venir annoncer qu'il occuperait bien un appartement à Rouen, en attendant les législatives de 1993. «Je souhaite voir un Rouennais se lancer dans la future bataille des législatives», laisse tomber le maire, excédé par tout ce tapage.

Qu'on le sache à Paris, sa succession n'est pas à l'ordre du jour. Quet-ques indispositions passagères ne l'empêchent nullement de tenir fer-

#### Le conseil régional

Président : Roger Fossé (RPR). 6 PC; 18 PS; 2 MRG; 7 UDF; 3 CDS; 12 RPR; 2 div. d.; 3 FN. Résultats des élections de 1986 par départements

EURE (15 sièges) Ins., 328 637; abst. 21,44 %; suff. ex., 243 151. PC: 9,20 %, 1 du; PS-MRG: 32,72 %, 6 élus; UDF: 26,82 %, 4 élus; RPR: 18,09 %, 3 élus; FN: 8,91 %, 1 élu; Verts: 4,23 %.

SEINE-MARITIME (38 sièges) ins., 798 231; abst., 22,72 %; suff. ex., 589 411. LO: 2,64 %; PC: 12,23 %, 5 élus; PS-MRG: 34,36 %, 14 élus; div. g.: 1,42 %; Un. opp.: 39,71 %, 17 élus; FN: opp. : 39,71 %, 17 éius ; FN : 6,40 %, 2 élus ; Verts : 3,20 %.

veler leurs élus, la succession ne pose pas de problème. On applique la théorie du « millefeuille », habituelle aux listes communes de la droite, en plaçant le député RPR du Havre en

#### La succession n'est pas d'actualité

Antoine Rufenacht, le banni des précédents scrutins pour cause de soutien à Michel Debré, se retrouve donc propulsé sur le devant de la scène régionale. Ses échecs successifs pour reprendre la mairie du Havre au Parti communiste sont oubliés, l'an-cien secrétaire d'Etat de Valéry Giscard d'Estaing part en campagne avec entrain, fier d'une liste qu'il estime largement renouvelée. « Je collabore avec Jean Lecanuet deputs plus de dix ans pour définir l'action du conseil général», précise le candidat en soulignant, en signe d'allégeance à son suzerain, « le poids important du prési-dent dans le monde rural ».

Le maire de Rouen semble toujours le maître du jeu. Il gère l'habile construction qui fait de son bureau à l'hôtel du département le centre de décision de la politique régionale. Il y

rênes de son territoire. « Je sais qu'une ville située à une heure de Paris aiguise les appétits des préten-dants en politique, mais qu'ils attendent encore un peu», précise un homme qui aime tellement gouverner seul qu'il a réussi à éliminer tout pos-sible damphin de son entourage municipal. Jean Lecanuet compte encore régner longtemps sur un fiel qu'il a en tant de mal à conquérir, hi « l'enfunt issu d'un milieu populaire».

Bien sür, depuis 1977, il doit compter avec un «horsain» d'une autre classe sociale, qui lui donne beaucoup de tracas. C'est cette année-là que son avieil ami» le sénateur-maire du Grand-Quevilly, Tony Larue, a di accepter, en cadeau de François Mitterrand, de faire une place dans son conseil municipal à un jeune énarque nommé Laurent l'abius. Ce garçon de bonne famille aurait pu prendre exemple sur ses aînés pour entretenir de bons rapports avec le maire de Rouen. Il aurait même pu s'inspirer de «ses amis communistes» qui, tel Roland Leroy, acceptaient sans protester le partoge ancestral lié à l'histoire de la ville : la rive droite à la droite, la rive

gauche à la gauche.

d'adjoint au Grand-Quevilly plutôt que de franchir la Seine pour venir affronter le duc de Rouen. Mais Jean cela se remarque. Alors le sénateur attend de voir si les électeurs socialistes de 1989 répéteront le choix Lecanuet l'a découvert très vite, ce n'était lè que ruse. Après avoir mis la main sur l'appareil du Parti socialiste Et puis le maire de Rouen sait que en Seine-Maritime, et écarté quelques la «machine Fabius» peut parfois rocardiens trop connus, Laurent Fabius a encourage des amis parisiens à venir le rejoindre dans cette terre normande. En en faisant son laboraavoir des ratés. Même si le rocardien Pierre Bourguignon se retrouve aujourd'hui, par le hasard des alliances de courants, au côté d'untoire du «socialisme scientifique» (le Monde du 4 mars 1990), il a favorisé homme qui a autrefois tenté de le priver d'un mandat de député, le «sociale travail de nouveaux étrangers qui venaient ravir aux communistes des lisme scientifique» et sa version « je dirige tout de Paris» provoquent parfois des mécontentements et des désertions dans le camp socialiste

municipalités. Un recteur à Canteleu, un avocat su Petit-Quevilly, le «mail-lage» permettait d'agrandir le tricot du socialisme rénové qui recouvrait ientement les cartes électorales. Et en mars 1989 ces hommes se sont alliés au sein du syndicat à vocation multiple de l'agglomération rouen-

> L'encerclement par le SIVOM

naise (SIVOM) pour porter à la pré-sidence Laurent Fabius.

Sans traverser la Seine, sans l'af-fronter loyalement, un socialiste venzit contrer le pouvoir de Jean Lecanuet, venzit «toucher» à sa ville. Le coup était rude pour le sénateur. Le coup etail rude pour le senateur. Cette manœuvre d'encerclement réussi, il le savait, n'aliait hi apporter que des complications. « Laurent Fabius a un comportement agressif et hautain», se plaint le maire de Rouen. Il ne supporte pas la façon dont «ce Parisien» préside les réunions du SIVOM, la façon dont il lui donne la parole, à hii, Jean Lecanuet, comme si « j'étais le maire d'une quel-conque continune de l'applaméraconque commune de l'agglo tion». Et puis il y a ce metro-bus que Laurent Fabius ne pense qu'à diriger vers la rive gauche, « vers chez lui et chez ses allies communistes ». Bref les capports « ne sont pas ce qu'ils devraient être ».

Non content de contester le maire dans sa ville, le premier des socialistes brigue aussi la présidence du conseil régional. Avec l'aide de Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports et maire de Fécamp, et de ces huit députés qui ont transformé la quiète Seine-Maritime en territoire rose, il veut bouleverser une habile construction que Jean Lecanuet a mis des années à bâtir. Vraiment les limites de la bienséance sont dépas-

Heureusement l'expérience d'une longue carrière politique permet au maire de Rouen de rester encore serein, il sait que les électeurs ont constaté que Laurent Fabius «n'a pas déversé sur la région les crédits que sa position lui aurait permis d'obtenir ». Député, rapidement appelé à un destin national, l'homme du président a donné l'impression de se plier aux de hautes fonctions René Coty, contumes locales. Il a préféré un poste

**TENDANCES** 

Alain Carment, le maire de Gournay-

en-Bray, s'est mis en congé d'un parti dont il conteste les décisions régio-nales. Le maire de Barentin ne serait

pas loin de partager le même point de

Grand-Couronne, a abandonné en août 1990 son voisin du Grand-Quevilly, à qui il reprochait de «ne rien comprendre à l'écologie». Un désac-

cord qui se traduit par la présentation d'une liste Génération Ecologie lors

des élections. Optimiste, Bernard

Frau pense que les habitants de la région, refusant les combats d'appareils, vont voter pour lui «car nous

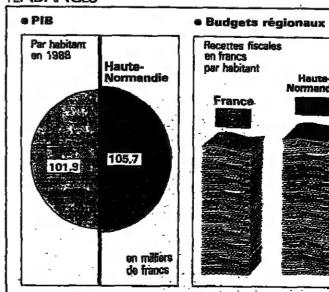
souhaitons imposer l'écologie dans un département à risques et combattre le

Front national's. Il ne manquait plus que ce nouvel impertinent pour brouiller une situation déjà suffisem-

ment complexe. Jean Lecanuet en

vient parfois à rêver au calme qui règne au Palais du Luxembourg.

Bernard Frau, le jeune maire de

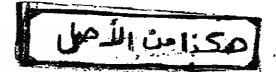


(Source: INSEE.)

par habitant Haute-France

(Source: ministère de l'intérieur.)

عكذامن الأعل



# ANDIE

## UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

# discrétion assurée

Les instances régionales n'ont pas fait de gros efforts pour améliorer les rapports entre les habitants des deux départements. Elles ont laissé les conseils généraux, pourtant de même majorité politique, oublier d'harmoni-ser leurs actions. Elles n'ont me ne pas réussi, trente-cinq ans après la création de la Haute-Normandie, à mettre en place une liaison SNCF ou une liaison little rapide entre Rouen et Evreux. L'unité ne s'impose Rouen et Evreux. L'unité ne s'impose pas mais il existe des moyens de la favoriser. Les «gens de Rouen» le savent, tout en ajoutant, en privé, que l'important, c'est la liaison avec Paris, «car on va très rarement à la préfec-

> Bouville ■ sur l'estuaire

La Haute-Normandie réduite à un département? La situation serait trop simple pour satisfaire un descendant du tier Rollon. En Seine-Maritime, on refuse s'agenouiller devant trône de ville-capitale puisqu'il y a tonjours deux prétendantes au titre. Et même si Rouen semble avoir été depuis longtemps, personne n'a encore aller le dire aux citoyens du Havre, de peur de la

Depuis que François Ir a décidé la construction d'un port fortifié à l'en-trée de la Seine, les habitants de cette ville ont décidé de porter leurs regards vers la mer. « Bouville», ainsi que l'enseignant Jean-Paul appellait sa ville de résidence dans la Nausée, tourne le dos à Rouen, L'idée Fun département de l'estuaire a fail long fen : qu'importe, Le Havre cultive son particularisme. « Ville ouverte sur l'ocean, ville libre » ainsi que la définissent ses éius, la la la truite par Auguste Perret conteste à Rouen ses prérogatives administra-

Le Havre son port sa chambre de commerce, depuis peu son université et des journaux qui, même s'ils appartiennent au groupe Hersant, comme le quotidien de Rouen, jouent la spécificité dans les rubriques locales. Des atouts qui, sjoutés à une population de deux cent cinquante mille habitants (pour l'agionération), doivent lui donner voix au chapitre autent que sa rivale. Les au chapitre subset que sa rivale. Les 35 kilomètres qui séparent les deux villes sont un mur que chacun sou-haite infranchissable. La preuve, l'idée d'une voie rapide pour relier les deux cités n'est toujours pas devenue réalité. « Les deux pôles sont de taille comparable et rien ne les réunit, ni culturellement », note Yves Guer-

départements, deux villes, plus quelques coins de terre aux particularismes bien marqués, comme le Pays Bray ou le Pays d'Ouche, expliquent que l'identité haute-normande soit difficile seisir.
L'héritage agricole ou industriel n'a pas arrangé les choses. Plutôt bien servies par la nature des terrains et le climat. In prairies normandes servies par la nature des terrains et le climat, le prairies normandes longtemps nourri de grasses vaches laitières. Facilitée par les ports, l'importation de produits coloniaux et de les premières a favorisé le développement de grandes entreprises qui se sont ajoutées, au début du siècle, aux activités textiles concentrées dans les l'actions de la richesse existait. La bourgeoisie rouennaise ou humans bourgeoisie rouennaise ou huvenin n'avait pas de soucis à se faire pour

Pour eux, elle avait créé des écoles supérieures de commerce à Rouen puis au Havre. La lignée des arma-teurs et des négociants devait se perpétuer là. Les autres pouvaient pour-suivre de études à Paris, voire à

Caen, puisque l'idée de construire une université à Rouen ne date que de vingt-cinq L'esprit de la recherche ne perturbait le les des rois du drap et les commerçants vivaient toujours à l'ombre des tableaux de l'école de Rouen, quelques sorties au Théâtre des Arts, devenu une grande soère de l'art ividevenu une grande scène de l'art lyri-

premières dans l'industrie textile ou la construction navale n'éveillent pas des esprits trop long-temps habitués ce que de alle demain». A force d'être discrets, Normands ont cacher leurs bonheurs comme leurs alheurs. Dans un pays où «l'on ui davantage clochers dans sa région», selon l'expression de Bertrand Timm, rédacteur chef de la Lettre de la Haute-Normandie, on refuse de voir les nuages qui s'amon-cellent à l'horizon. « Ici on ne demande rien à personne » ajoute Jademande rien à personne » ajoute Jaqui préside la la
la chambre de commerce et le port de
Rouen agriculteurs dissimulent
leurs difficultés, se évoque les
déboires de tel ou tel chef d'entreprise
chercher à analyser les d'une diminution 🔳 l'activité écono-

de l'université Rouen. Dans une région vai, de tout temps, s'est déve-loppée par l'apport extérieur, il n'y a pas a bourgeoisie industrielle dynamique». Les huit chambres de com-merce et d'industrie, dont sept pour le seul département de la Seine-Mari-time, un record, sont divisées. Aucun président au un pouvoir assez fort pour imposer ses vues aux autres.

Le choc pétrolier fait subir ses Le choc pétrolier fait subir ses effets avec quelques années de sursis pour une population longtemps épargnée. Et là, chacun découvre avec surprise que la région s'est laissée alier au point de ne pas se rendre compte qu'elle s'industrialisait avec des unités de production de masse fonctionnant avec une main-d'œuvre peu qualifiée. Stupeur, le chômage apparaît. Etonnement, les usénes où le nom d'un patron du cru usines où le nom d'un patron du cru est encore gravé au-dessus de la porte appartiennent désormais **L** des

« Brusquement, la région a réalisé qu'elle perdait son identité industrielle en voyant disparaître la navale, la fonderie ou le remarque Jean-Serge Seiler, délégué général de la chambre syndicale des industries métallurgiques de Rouen et Dieppe: « La deuxième perte d'Identité a été de constater que le capital avait filé. » Les descendants des Vikings s'apercevaient qu'ils n'étaient plus maîtres chez eux. Non seulement les demandeurs d'emploi se multipliaient, and anciens proposer.

générations ouvrières qui,
père en fils, s'étaient dans la temprises familiales, formation plus in minimale, ne répondaient plus aux d'un marde l'emploi en pleine mutation responsables régionaux d'un système éducatif inadapté. Un instituteur Pays de Bray attendre vingt aux de voir enfin de baccalauréat », un syndicaliste enseignant. Il fallait revoir complètement in schéformation, hycécs, formation, bycées, Ouvrir des mentens de certariones supérieurs et donner un peu plus

Notre région. l'on croyait riche, manquait formations industriel pour leur fournir du travail ». Roger Fossé, président du conseil régional, a A soixante-dix ..... l'ancien

député RPR mué polaires, «Il y avait un retard, reconnaît-il, alors j'ai essayé donner logistique qui vingt-quatre mille jeunes». Devenu «l'homme des lycées» il prattraper temps perdu (le Monde daté septembre 1991).

Former plus, mais aussi éviter l'é des d'arrégions, la tâche difficile. dei toujours le mombre in possesseurs d'un Modulopass SNCF, cette carte rouge qui permet de déplacer en train appul abonnement mensuel. Ils mille cinq into chaque matin à zare. Vivre à Rouen et travailler à Paris, peut comme Jean
Lecanuet, maire la capitale
haute-normande, qu'il choix
« de nombreux cadres souhaitant
échapper à l'étouffement de la vie parisienne». Mais on peut aussi imaginer que ces migrants sont des salariés qui n'ont pas trouvé d'emploi correspon-dant à leur qualification dans leur

> Une richesse un trompe-l'œil

Déchirée entre des pôles opposés, marquée par la crise économique, honteuse de son quatrième rang national pour le taux de chômage, la Haute-Normandie demeure-t-elle une région riche? Son produit intérieur brut par habitant aurait tendance à le laisser penser. Il la classe même au deuxième rang des régions françaises, après l'Île-de-France. Mais ce résultat est un faux clignotant qui doit être interprété avec réserve. Il n'est justifié que par l'importance des activités que par l'importance des activités hées aux secteurs du pétrole; en effet, déduction faite de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), la région se retrouve à la quatorzième place du classement national.

Et les habitants se moquent de ces statistiques. Les agriculteurs consta-tent que l'élevage dans le Pays de Bray devient une aventure incertaine.
Le fromage de Neufchâtei, même habillé d'une boîte, ne va pas sauver tous les producteurs de lait. Seuls les grands céréaliers du sud de l'Eure ou du Vexin normand parviennent ancore à équilibrer les comptes de leur exploitation en bénéficiant de la proximité du port de Rouen pour expédier leur grain.

Les Haut-Normands ont accepté sans trop de bruit que leur région accueille deux centrales nucléaires, Paluel et Penly, en bord de Manche, pour alimenter en électricité la capi-tale. Ils savent que 37 % de la capa-cité française de raffinage, ainsi que la première plate-forme européenne de fabrication d'engrais, sont situés dans la vallée de la Seine. Ils connaissent les risques de ces installations mais ne ter l'implentation.

Ils savent aussi que ces secteurs de la chimie lourde, comme i la la papeterie ou de la construction automobile, ne sont plus créateurs d'em-plois comme ils l'ont été il y « quel-ques années. Alors, un brin fatalistes, ils attendent municales» qui viendront remplacer municales qui s'étendent autour des ports ou qui discours euphoriques», Jean-Serge Sellier, offirmé que comme la Ruhr, qu'elle s'autodéveloppement du l'idée

Et puis il y a lim hommes politiques qui doivent, comme au bon vieux

ps, revenir de Paris avec

poche plemes de solutions miracles.

Laurent Fabius, ministre de l'industrie, s'est phé à la règle en favorisant, grâce à de nombreux publics, le maintien d'emplois à la Chapelle-Darblay, une entreprise papetière sur sur circonscription. Chapelle-Darblay, une entreprise papetière de sur la circonscription. Il semble prêt à récidiver en d'obtenir du finances une qui per la commande d'un paquebot aux Atelles Chantiers du Havre (ACH). Des cautères le lourds pour l'Etal qui n'aident pas les habitants à prendre conscience des réalités éconi

mondialisation des marchés de nous accrocher aux legs du passé », clame Bernard Leroy, vice-président UDF a conseil régional et directeur d'une PME au Vaudreuil, il a pousse au développement de la recherche, et favorisé les contacts entre les labos du campus de Mont-Saint-Aignan Acrospatiale Vernon, Lui, comme d'autres jeunes chefs d'entreprise implantés la région, souffre de la

de perspectives MANIMA Le moment m venu de bousculer Les Normands doivent abandonner leur réserve traditionnelle s'unir. Au-delà des querelles de clochers, il possible de Militair de orientations communes, de trouver des objectifs qui valorisent me population jeune laborieuse, de trancher enfin le débat sur les rapports avec
Caen. Les n'ont
cacher, ils peuvent
leur patrimoine, de payaussi leurs restautechnologiques ou industrielles. La Haute-Normandie peut s'afficher bonte. Il le pavillon et d'y faire figurer, par exemple le

surabondance de pouvoirs économi-représentés par trop de cham-bres de ports et de comités qui ne définissent pas

SERGE MILLIAM

(1) Géopolitiques des régions françaises, II, Fayard,

La semaine prochaine LES PAYS-DE-LA-LOIRE

publié: l'Alzace (le Monde 13-14 octobre), l'Aquitaine (le Monde 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde 12-28 octobre), la Bourgogne (le Monde 12-28 octobre), la Bretagne (le Monde 13-4 novembre), le Cen(le Monde daté 10-11 novembre), champagne-Ardenne Monde 11-18 novembre), la Franche. 17-18 novembre), ... Corse (le 124-25 novembre), la Franche-1-2 décembre), l'Ile-de-France (le 11-2 décembre), l'Ile-de-France (le 11-2 décembre), l'Ile-de-France (le 11-2 décembre), la Languedoc-Roussillon (le Monde 11-2-23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le 5-6 janvier 1992), le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janvier) et 11-8 asse-Normandie (le Monde daté 19-20 janvier). COUP DE CŒUR

#### Menu XIX<sup>e</sup>

U pied des blanches fataises d'Etretat, les touristes se pressent. Ils arpentent le et regardent cette galets. Même un de d'hide Caux attira les visiteurs. du Havre ou un curieux de Paris, ils marchent dans l'air vif à la nationation tous lieux, une cou-leurs, des formes qui au le siècle ont séduit les peintres et ins-piré les

La halle en tou-per la place du village, l'aiguille résiste encore aux des vagues. Mais l'histoire des années passées s'est retranchée un peu plus loin dans les terres. Neuf kilomètres de route nationale sont nécessaires pour gagner Gonne-ville-la-Mallet, Ensuite il faut traquelques rues #1 ---marché Ib, milieu des bâtiments briques

De Maupassant à René Coty

« Point d'enseigne ou de man sur la porte, mais la manage en giée M- Licette Aubourg, fille d'aubergiste, petite-fille te cuielnier chair la portrait orne la salle à manger.

cérémonies, Mademoiselle délè-que quelques pouvoirs à une amie pour début du repas. Elle pré-fère laisser ses sans être vus la crème normande pui les coquilles Saint-à peine la voieille – « de ferme – rôtie,

Mademoiselle abandonne blouse pour visiteurs. In vient conter l'histoire peints qui murs, la parle la son père, i l'auberge plus un centenaire.

Entre fromages Guy de Maupassant, le voisin, qui glaner auprès le joueurs dominos quelques anecdotes pour rustiques. Maurice Leblanc au la aussi. moiselle l'assure, 🕍 père d'Ar-Lupin toulours ia chaise près di piano. Ensuite les musicians et Emmanuel Chabrier, puis peintres Boudin Boudin En 1924, Monet venu manger à l'auberge et l qu'il la revoir les la revoir rait bien au 🗀 🚾 k père Aubourg aujourd'hui Amswithin at the Principles.

Manimustrate personal at the hommes illustres gemissent L promenade will on d'un l'autre, un Feure, Iui, will venu plus souvent, iii René Coty, « pensez-donc iiii cousin du Hevre ! »...

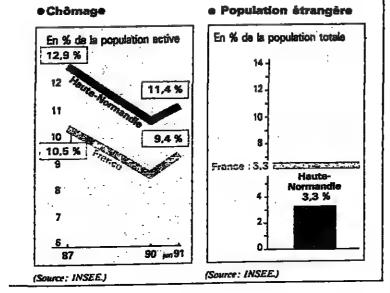
la tall filtre avalé, Madamie curieux de see la res une se l'immense put il bois. Francisco suprême, au peut aussi in voir pièces, gamies in faiences, tableaux, ils deseins, et illimit d'un piano qui la la travailler son chant, un la par jour.

S, B.



**UNE NOUVELLE** FORCE AU COEUR DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

Plus étendue et plus puissante, la Caisse d'Epargne M Haute-Normandie possède aujourd'hui 🛅 projessa 👫 développer une musimité aver tous les acteurs il il socio-économique local. Avec 1 [100] collaborateurs, 30 Milliards de Francs de bilan, 1,3 Milliard de Francs de propres et, surtout, une Innu réactivité permise par son nouveau mode d'organisation, la Caisse d'Epargne de Haute-Normandie jouera pleinement son rôle de partenaire privilégié de l'ammune régionale.



## HEURES LOCALES

#### REPERES

#### AQUITAINE

Voyages SNCF main chers pour les étudiants

A compter du 1º Englis les A compter du le la les aquitains bénéficierent d'une réduction itrajets a train leur et leur lieu d'études.

au conseil régional, ils ne plus acquitter les prix d'abonnement habituellement exigés par la SNCF condition réducsimplement acquérir une carte «Aquitaine étudiant» (100 F) qui leur ouvrira le droit au billet à moitié prix, quelles que soient la période et la nature 🎩 train (express régional 📰 TGV). La «Aquitaine étudiant»
n'est pour l'instant disponible qu'en un
seul lieu: le Centre information jeunesse Aquitaine (CUA), 5, rue DufourDubergier à Pau (tél.: 56-48-55-50).

On estime a cinq mille a nombre d'étudiants intéressés par cette mesure. Ils devront fournir un justificatif délivré par le CROUS attestant qu'ils en Acquitaine et suivent les cours une université ou une grande école de Poitou-Charentes qui fréquentent les universités bordelaises ne peuvent pas de ini avecano

Les délivrance ont déterminées par partenaires l'opération, CUA, l'act le régional d'Aquinnine. Cette colde francs en 1992 au financement de la Aquitaine étudiant», E SNCF. pour sa part, se facturera régional 10/12

#### MIDI-PYRÉNÉES

#### Le Tarn encourage le recyclage du verre

A VEC dix millions récu-pérées pour 1992, Verrerie ouvrière d'Albi (groupe Novalliance, quatrième verrier français), et le conseil général du Tarn ont voulu munes and département un le recyclase des déchets. Un concours a donc organisé, doté d'un superbe buste

de vingt communes ou regroupements de communes ont répondu à cet appel, ainsi qu'un conseil municipal jeunes et des clubs du troisième age. La plus petite commune, 139 habitants, a déjà obtenu le rendement le plus élevé avec 39,5 kilos de verre récupérés par habitant alors que la plus importante (48 000 habitants) n'en collecte que 1,8 to par mons. Au premier boar pour l'année 1991, ce concours a déjà atteint l'objectif et les 10 millions de bouteilles seront assurés pour cette année. Il ne reste plus qu'un effort sup-Plémentaire à accomplir pour que le Tarn, avec 10 kilos par habitant en moyenne, se hisse à la hauteur de la moyenne nationale : 12 kilos.

## La galaxie associative des Hauts-de-Seine

Les défenseurs de l'environnement se sont regroupés pour dialoguer avec les élus et participer à l'élaboration de leur cadre de 🖮

de 🖿 forêt, protecteurs 📥 sites historiques, pècheurs changs, riverains pa une velec ZAC, pourfendeurs des nuisances, protectus villageois, ils sont tous rassemblés dans le collectif Environnement 92. Créé en avril 1991, à la veille de la révision du schéma directeur d'Ile-de-France, ce rassemblement Lors de son assemblée générale, début décembre, il comptait quatre-vingt-huit membres, réunis la bannière de la protection du conde vie. Cette mobilisation répond à une stratégie qui consiste à s'organiser à l'échelon départements pour « coller» à il réalité des négociations entre Etat et collectivités locales, en désignant un porte-parole garant de sa diversité.

Dans les Hauts-de-Seine, l'homme de la «synthèse» est André Suchier. Président de l'association de Ville-d'Avray, il a été aussi l'adjoint de Charles Pasqua jusqu'en 1983 et secrétaire de circonscription de Charles député RPR de Sèvres. Des fonctions qu'il a quittées en s'apercevant que ndans parti, on peut rien faire de sérieux ». La soixantaine, l'allure joviale, André Suchier son energie derrière des rondeurs grand-père. Il objectif : impress vision de long terme dans un monde gie : le rassemblement et la concerta-

Le président d'Environnement 92 explique m politique de soutien aux jeunes associations encore timides, m raconte comment il a «menace» un élu de la petite couronne de mettre des eiu de la pente couronne de metare des milliers de personnes dans la rue s'il refusait le dial d'ai un peu forcé sur les chiffres..., reconnaît-il. Il se réjouit premiers acquis du collectif. Quelques de positions officer les de positions officer départementale. Et surtout reconnaissance par le conseil général : Environnement 92 doit participer à des groupes de travail sur des thèmes comme les autoroutes souterraines, l'aménagement de la Défense, ou la politique de l'eau et des

## générations

Côté organisation, le collectif disposerait du seul registre complet des lois sur l'environnement, d'un d'insur l'environnement, d'un d'in-formateurs dans mairies et préfecture, commencer permanents très sotifs, à commencer per le secrétaire général, Deuis Plain, également président fon-dateur des Amis de la Terre. Selon lui, prois générations d'associations La première, apparue dans les années 65, s'est particulièrement illustrée sur le dossier de l'A 86, ce superpériphéri-d'lle-de-France, dont le tronçon ouest a provoqué beaucoup de man

🔤 représentants se 📼 jadis regroupés d'une régionale thématique, l'Union associations de l'Ouest parisien (UASOP), le le plus fidèle représen-

tant, dres & Hauts-de-Seine, ..... Trim Drams. Un ancien chef comptable, discret qu'efficace, qui fut l'homme le la contestation à la fameuse ZAC Kusu 2000. Passé maître dans l'art de la procédure, il partage aujourd'hui son temps entre sa maison du Loiret et son appartement III II im I envahi par les dossiers, coupures de presse et autres bulletins. C'est la mémoire de l'A 86.

La deuxième génération date des années 70. C'est celle de Denis Plans et des mouve écologistes. Ce courant reste numériquement faible, et les grosses têtes ont bien souvent pris le chemia de cabinets ministèriels, Mais son rôle est essentiel. « Quand il y un problème de ZAC ou de voisinage, les gens se mobilisent, explique Denis Plain. Il en va différentment des problèmes de pollution : là, il faut que les écologistes agissent. Les niveaux de préoccupations sont très differents.»

La troisième génération, enfin, est ZAC et du béton. Levallois, Genevilliers, Nanterre, Antony, Rueil... La opérations d'urbanisme, l'antoni ou associatifs, manquent pas. A Asnières, par exemple, physicurs tiers som aujourd'hui dans l'œil un cyclone (le Monde du jeudi 9 janvier). a On compte neuf ZAC actuellement, et tout se fait au coup par coup. Le plan d'occupation des sols, rèvisé en juin 1990, prévoit des hausses de densité, nisme global », mplique-t-on à l'Union d'intérêt communal d'Asnières (UICA).

A l'inrage la l'UICA, dont la responsables sont issus d'une limitations cipale ayant échoué lors des élections de 1989, les relations entre la politique le associatif associatif la Souvent, l'opposition la Sonvent, l'opposition la défense d'l'environnement dent. Plus significatif peut-âtre est le gissement que l'on observe ici et la entre le combat écologiste et l'appartenance à une liste «associative». Elu à Rueil-Mahmaison, l'en Plain insiste sur son rôle d'alerte : le déficit d'information de le combat de completion liste est mation de la part des municipalités est tel qu'il faut être ma pouvoir agir ment en amont.

#### Le coût de l'A 86

Au-delà différences, les psociations sont convaincues du bienondé d'une structure d'accueil comme Environmement 92. Lors 🚛 📰 assemblée générale, ses représentants ont dénoncé la densification qu'entraînerait l'application du projet de SDAU régional et de la charte départementale, ainsi que le coût exor-bitant du bouclage de l'A de (16 milliards de la qualité de la vie de ministère de l'environnement, Dominique Bidou, a pour sa part annoncé une prochaine nivisium as la procédure d'enquête publique. Les collectifs il défense de l'environnement y seront-

HÉLÈNE GIRAUD

#### BLOC NOTES

#### AGENDA

□ Statut de l'élu local. - La Fondation pour la gestion des villes organise le mardi 11 février à Paris une journée d'étude intitulée « Elu local : une profession ? ». Quelques semaines avant le débat de l'Assemblée netionale sur le statut de l'élu, cette rencontre devrait permettre de faire le point sur les problèmes de disponibilité, de formation et de rémunération du personnel politique.

> Fondation pour la gestion des villes. 59 rue La Boêtie. 76008 Paris, Tél : 42-56-39-70.

#### Nominations

 Un délégué pour la technopole de Limoges. - M. Michel
Carpentier a été nommé délégué général à la technopole de Limoges, un ensemble en cours de opérationnel d'ici deux ans, autour d'un projet universitaire (l'école régionale d'ingénieurs, actuellement marie de réalisation) et d'un projet

[M. Michel Carpentier est un spécialiste des biotechnologies. Il a commencé sa carrière dans l'automobile avant de rejoindre le service public. Il était Jusqu'à

D Un nouveau directeur de

cabinet au CSFPT. - M. Alain Guerrin, ancien directeur des carrières du Centre national de la canieres de Contre national de la fonction publique tentroriale (CNFPT), devient directaux de cabinet du Cantre supérieur de la fonction publique termitoriale (CSFPT), il remplace M. Dominique du CNFPT Midi-Pyrénées □ Nomination à l'Association

des communes et régions d'Europe. – M. François Zeragoza a été nommé, le 1ª janvier, de l'Association française du conseil des communes et régions d'Eurone (AFCCRE), que préside d'Europe (AFCCRE), que préside M. Jacques Cheban-Dekras. Il succède à M~ Elisabeth Gateau, qui se consacre désormais aux activités de l'Organisation européenne du

[Né en 1948 à Conie-Molitard (Eure-et-Loir); M. François Zaragoza est titulaire d'une maltrise de droit public. Après avoir passé plusieurs années à Brustles à la représentation des collectivités locales et régionales amprès des institutions européennes, il a été nommé en 1976 chargé de mission, puls en 1987 directeur adjoint de l'Association française du couseil des communes et régions d'Europa.]

#### **PUBLICATIONS**

a Guide du maire. – La direction générale des collectivités locales vient de publier le Guide du maire, recueil destiné aux étus et aux fonctionnaires municipaux. Cet ouvrage fait le point sur les règles de droit qui régissent les travaux de la commune : attributions du premier megistrat, conditions d'exercics du mandat, compétences, administration communale, finances locales... Facile d'accès, il peut servir d'introduction aux différents codes qui régiementent ces sujets.

 Jurisprudence administrative L'ouvrage Intitulé Contentieux des collectivités territoriales : analyse couecovites territoriales : prayse de la jurisprudence administrative 1980-1990, dresse un panorama des décisions juridictionnelles relativas aux collectivités, rendues depuis une décennie. Celles-ci portent sur des sujets aussi divers que l'urbanisme et les travaux publics (permis de construire, plans d'occupation des eols...), la police municipale (commerces ambulants, bals publics, sectes religieuses...), la gestion du domaine (concessions funéraires, droits de chasse...), le statut du personnel (emplois spécifiques ou contractuels, licenciements...), les finances locales (participation à l'enseignement privé, tanés des services publics locaux...), l'environnement (pollution des eaux, installation de lignes électriques...), l'organisation des élections ou la composition du conseil municipal ▶ 239 pages. Ed. du Répertoire administratif. 49, rue de Rochs-

## Retard pour la filière sociale

Les négociations sur le statut des travailleurs médico-sociaux s'étemisent

#### Des syndicats divisés

Cette relative lenteur irrite la plu-Cette relative lenteur irrite la pinpart des syndicats, qui craigneut un
essonfilement de leurs
troupes. La journée d'action du
li janvier, a laquelle appelai de
CFDT, la CFTC de la Autonomes
(sans la CGC), a, l'et égard, servi de
syndicats ont réussi une
ben moins importante
qu'en appelai de dernier. qu'en maint demier. Le temps joue aussi contre l'en

un quatre syndicats dits «réfer-let des élus. Un au départ sur un certain nombre de revendica-

TIENCE longueur de temps font plus que force ni que rage.... Le gouvernement aurait-il supérieur. Les quatre cen-gouvernement aurait-il supérieur. Les quatre cen-gouvernement aurait-il supérieur. Les quatre cen-gouvernement aurait-il supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT). Or le secrétariat d'État chargé des collectivités locales a engé un report de cette séance, qui devrait inalement avoir lieu les 20 et 27 leurs aspirations sociales et leurs inquiétndes budgétaires. Les quatre cen-gouvernement est partieur. Les quatre cen-gouvernement est décrets un partieur. Les quatre de conseils sur le gouvernement est décrets un partieur. Les quatre de carminer les décrets un partieur. Les quatre de carminer les décrets un partieur. Les quatre de carminer les décrets un partieur. Les quatre est partieur. Les quatre de carminer les décrets vote sur le régime indemnitaire, ce procédé avait en effet rendu possible l'adoption d'un décret dont l'APCG ne voulait pes (le Monde daté lo juin-le juillet 1991).

Cette assemblés, essentiellement composée d'élus UDF et RPR, le rait l'en d'antant plus vigiliante que l'Association des maires de France a décide, elle, de prendre part au vote. Or l'AMF compte, panns ses représentants au l'associations qui pour me nouvelle fois, faire jouer la company de groupe à l'égast du gou-

, parc

Control of the Control

5 + 5 F AT

1 11 110

Commence of the

成分的 婚权

446

では大阪機会

The state of the s

A. 100

7 -1 5 1-14-62

Paul profaces. August of free ?

#### Les propositions du gouvernement

Depuis le début an aégociations la filière sociale in la publique territoriale, le gouvernement a revu de fois sa décens-bre, M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a fait, per courrier, un certain nombre de propositions dont les syndicats attendent sujourd'hui la traduction dans les projets de décrets.

Quelques-unes de ces mesures représentent de véritables avancées, notamment l'intégration des 70 000 agents spécialisés des écoles maternelles en catégorie C (au lien de D), et celle de toutes les secrétaires médicosociales en B (an lieu de C), sans condition de diplôme.

En revanche, le gouvernement me dit mot des assistantes maternelles. De plus, il ne retient pes l'arcintecture de la filière défendue par la CFDT, la de la filière défendue par la CFDT, la CGC, la CFTC et les Autonomes, en accord avec l'Assemblée des présidents de conseils généraux (le Monde daté 29-30 septembre 1991).

tenaires réclament un seul et linéaire, pour les six familles de travailleurs sociaux qui opèrent en équipe, munis de diplômes équivalents: assistantes sociales, éducateurs socialisés, conseillères en économie sente: assistantes sociales, entenemes espécialisés, conseillères en économie sociale et familiale, éducateurs de jeunes enfants, puéricultrices et infirmières. Seuls, les trois premiers métiers sont regroupés, mais leur cadre d'emploi comporte deux grades.

« L'architecture proposée n'est pas satisfaisante cur elle ne favorise pas la mobilité du personnel et la polyvalence de service, proteste l'APCG. En outre,

aucun effort n'est fait pour renalaciser grilles des personnels sociaux en début de carrière, ce qui inge également insuffissate l'amélicua-tion indiclaire prévue pour les postes de responsabilité (conseillers techni-ques et responsables de circonscription), et réclame une véritable catégo

La CGT ne devrait pes approuver la filière, dans la mesure où elle est rès éloisnée de ses revendications. En ce qui concerne les assistantes sociales, par exemple, le gouvernement propose un salaire de départ de 7 892 france brot, et une fin de cerrière à 15 637 franca brot. La COT, qui soutient depuis plusieurs enois la Coordination nationale des assistants de service social (CONCASS), demande pour ces personnels un selaire minimum de 10 000 franca

A la de Force ouvrière, le Conseil supérieur examinera les textes sur les régimes indemnitaires en même temps que les dernières propo-sitions des décrets. Ce que désapprouve la CFDT, qui ne veut pas arègier le problème des carrières en négociant sur les primes». Pour les prochaines négociations, presque tous les syndicats demandent une approba-tion décret par décret, ce que refuse le gouvernement, dont certains mem-bres rappellent, en coulisses, que le Conseil supérieur n'est pas «un aspermarché».

## Le Monde

#### J.O. 92 LES JEUX SONT FAITS POUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES

Il le public attend des exploits sportifs, les unuvuur ont déjà fait leurs affaires. Le big business all Olympiades : w répartir la univerture risques tout en récupérant sa mise.

#### Egalement au sommaire :

- · Portrait : M. Chung, patron de Hyundai. maître de la Corée de demain?
- L'or de déchets : une nouvelle législation 🖜 bouleverser l'industrie déjà florissante de la collecte du traitement des ordures.

Rendez-vous lundi 27 janvier (daté mardi 28).

Chaque lundi (daté mardi) Un Monde a la hauteur du Monde

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

# DANIEL PRÉSIDENT DE VOLKSWAGEN

#### ANIMÉ PAR **HENRI MARQUE**

AVEC ANNIE KAHN ET ANDRÉ PASSERON (LE MONDE) CATHERINE MANGIN ET MARC LEROY-BEAULIEU (RTL)

18 H 30 DIMANCHE



12.2 (Alexander) intentieux franci

"environneme this die The state of the s

1.7.2

22727.354 Vessionies

4.0  $A = \{A \in \mathcal{P}_{A}\}$ 

-**建**性 14 ...: \_ \*\* \$3 . 198 44-

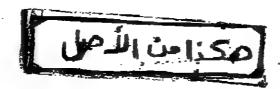
**₹2%** . .

1000 1727 0. **∓** 14

34

AND.

64.



# Dour la filière sociale.

#### HEURES LOCALES

## Un parc astronomique perturbe le ciel du Lubéron

Habitants et élus des Alpes-de-Haute-Provence souhaitent la création d'un lieu d'observation largement ouvert au public. Mais les projets divergent entre partisans du divertissement et ceux de l'information scientifique

SAINT-MICHEL-L'OBSERVATOIRE notre envoyé

E ciel du Lubéron
chargé la symboliques
en mois d'hiver : s'il y menace
d'orage, en effet, dans la région de
Manosque (Alpes-de-Haute-Provence), dans esprits,
propos d'un grand gravement retardé. Le premier parc
astronomique français, conçu aux
portes la Saint-Michel-l'Observatoire et de l'établissement d'astrophysique du CNRS, detre
ouvert au public la juin 1993. Ce
projet, dont l'idée a été lancée en
la par Cécile Lambert, adjointe
au maire de Saint-Michel, au maire de Saint-Michel, adjointe au maire de Saint-Michel, and retenu en 1988 par le de général de la company de

François Rouanet.

Mais, aujourd'hui, personne ne pent garantir que l'inauguration ce parc coîncidera la laboration, en 1995, du la naissance de Ciono Manosque, ni même qu'elle sura formellement lieu un jour. Le la sicr la «gelé» depuis plusieurs mois et, comme il litte enjeu politique local – même la certains candidats s'en défendent, — la est la l'approche la la la qu'il la la moindre chance d'être débloqué. Du reste, François Rouanet, qu'il établi un rapport d'une cinquantital du page la sa vision du parc astronomique, a el discrète-ment prié de « patienter » jusqu'i l'après-mars.

#### Pour profanes ou pour initiés?

Pourtant, personne n'est opposé au principe man et cette réalisa-tion, sant peut-être quelques vieux Saint-Michelois et quelques pro-priétaires de résidences secon-daires, soucleur d'une tranquillité absolus. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les sept cent vingt habitant du Saint-Michel ne s'in-cuittent d'une quiètent d'une l'une flambée in locaux.

Le général, maître d'ou-et le municipalité – tous le confondus, – le de de Haute-Provence (OHP) le CNRS, l'Association (ACA), le Conseil scientifique technique et pédagogique (CSTP), les différents candidats un proties prenantes sont d'accord pour considérer que petit département (130 000 habitants), modestes d'un vigoureux coup réouet économi-

Et quel bailon d'oxygène plus naturel à leurs yeux qu'un déve-leurs yeux qu'un déve-leur qui déjà d'une image représentative dans ce domaine? I du ciel, d'où la présence de l'Observatoire - créé m 1937 et situé à 🏿 kilomètres de Saint-Michel -, qui draine 15 101 visiteurs par an, charme

être aménagé 🕍 parc.

Parc ou centre? Ce n'est pas

rare ou centre? Ce n'est pas une in question tion, même si les pertisans de l'un et l'antre terme gune une égale l'adjectif culturel. C'est une illi-conception. Il la c'est essent-ment là que les projets achoppent. A il rapport Rouanet, exis-A la rapport Rouanet, exisen la rapport Rouanet, exispar l'ACA par la CSTP, qui
divergent
« contenu» de la réalisati envisagée. Les de la la
plus nombreux, prônent une création « grand public », la dimenim européenne, capable d'attirer
az

prèchent, eux, pour un prechent, eux, pour un plus scientifique, plus proche de exprimes par les de la constant de la c

L'Emiliani du CARS est s'effectue au pas de s'effectue au pas de bousculade, la guides parce qu'ils condenser l'excès leurs explications.

C'est pourquoi Philippe Véron, directeur l'Observatoire, scientifique « pur le dur», le plutôt d'un le cell la le d'un parce, de télescopes et de coupoies susceptibles le retenir » le public. Tout en mêmes le d'ou-verture, l'OHP ne serait plus en il le certification. motivės, dit-il, prėfėcollaborateurs seraient moins mobilisés « qui n'est

Déchargée de la manu des se désintéresserait pas pour autant parc : de de droit de conseil d'administration, elle jouerait un rôle de conseiller technique et scientifique. 

veilleaussi à nous protéger
nuisances », avertit Philippe
Véron, en faisant portement automoportement automopoilistes qui ont pointé la faisceau
leurs phares vers l'Observatoire, les de la première du Festival sciences du ciel,
organisé en juillet deraier l'égide du semal général.

Cette mullimann a par ailleurs connu, real Jeannette Mégy, maire divers droite de Saint-Michel 1979, un franc succès : 7 000 participants

des de Regain. per notamment, il imper en direct notamment, il i i i en en direct de la Lune. Mais, de là à « proje-

de (2 Lune. Mais, de la a «projeter» le 11 - 11 figure 11 le
projet Rouanet - 11
110 le 11 une marge. En réalité,
arc, il 1 une marge. En réalité,
façon inpirique pour établir, à
raison 11 70 f le prix d'entrée, un
11 de rentabilité.

L'aspect attractif d'un parc astronomique n'est évident , souligne M. Illie qui ajoute : «Il y affaire, d'un préoccupent, problèmes d'hébergement et il fille d'économie Illinéconide par le carport Pouspréconisée par le rapport Roua-net] en trop aléatoire. Il faus faire appel le des partenaires privés, le des professionnels du tourisme. J'ai suggéré en conseil général en le préfet d'y regarder de plus près ».

#### < Emerveillement, dépaysement »

lei, les pessimistes évoquent, l'échec de parc Cousteau I Paris, les III que les optimistes se réferent la la du Futuroscope le Poitiers. Pierre Delmar, le général RPR, le range le la parmi de derniers. Il

précise : « Les Alpes-de-Haute-Provence ont une magnifique in jouer in a crèneau, l'astronomie, qui n'est 📖 saturé. 👫 peut raisonnablement espérar intéresser
l'Europe
Nord. Quant au financement
[quelque 55 millions francs,
sclon le projet Rouanet], le conseil
général attend des aides
région, l'Etat

où le mi blesse, cependant, que l'orientation qui primait en dernier lieu paraissait beaucoup plus ludique que culturelle. Curieusement, elle émane du CSTP, and all scientifique créé pour la circonstance principal de la présidé par Hubert Le goût de l'Hubert physicien pour le vulgarisation de sa science de la lecture de la «proposition de pro-gramme museographique» a sur-

Il set écrit, que « l'étonnement, l'émerveillement, » dépaysement » In visiteur doivent avant explications scientifiques, qu'il convient de s'adresser » un public « non averti » ct, partant, a s'inspirer a savoir-faire Disney ».
Alors que le principal grief au projet Rouanet de l'observation réelle de nuit (l'architecte

marseillais en a tenu compte), le · CSTP met tout «en boîte». Il on la suit, il s'agira reconstituer la voûte du ciel ou 🖿 ani de illima mini troja lilitimeani quées. Le quelque de l'astro-

Claude Chevalier, directrice adjointe = l'Observatoire, s'en = indignée = point de CSTP. = Cette orientation. dit-elle, a correspond à l'at-Lat d'informer, all as divertir In fins commerciales. L'objectif de faire venir les foules, an site inante I im recevoir. C'est inutilement couteux, inutilement artificiel.

the at a l'opposé, au tout des intentions formulées par l'ACA, association saint-miche-loise (150 adhérents) fondée en février 1989. Partie en gurrie projet Rouanet, auquet reproche flou coût », l'ACA dénonce d'aunuséographique CSTP celui-ci est, à myeux, mem plus ville of vague. The proper time initiative diamétralement inverse : commencer ment, puis s'agrandir en fonction du succès. La suggère ainsi

créer, un premier temps, un parc astronomique d'observation : 10 ■ 15 millions I francs. « Une fois la vitesse 🔳 croisière atteinte, explique Pierre Loche, le président, pourra passer une deuxième étape, l'aménaarea d'un per naturel »

c'est précisément l'étroile conseil général, mais aussi la mairie de Saint-Michel qui s fait siennes, malgré un budget I. 3,3 millions il francs (en 1991), m arrialism départementales. Et candidat .... élections de The ne soutient vraiment of perspective. Jean-Louis Bianco exemple : Les | I'ACA plus realistes, mail trop mini-

Une synthèse man bis diffépropositions est-elle possiou parlera-t-on encore long-temps à Saint-Michel-l'Ob-servatoire astronomique d'un serpent in mer? En ou doit le édifié s'ap-pelle plateau du Moulin I vent. Don Quichotte ne serait-il

MICHEL CASTAING



IL A FALLU DES MILLÉNAIRES

POUR APPRENDRE A VIVRE EN SOCIÉTÉ. CHAQUE JOUR, AVEC L'ASSURANCE COLLECTIVE, LA CNP SE BAT POUR QUE CHACUN

PUISSE EN PROFITER.



Suite 📤 🗈 page 9 Les riverains alsaciens m plai-

gnaient déjà depuis plusieurs du bruit et suntout de odeurs par la activités de Le municipalité strasbour-geoise décidait d'ouvrir une enquête pour connaître l'origine

#### **Emanations** nauséabondes

Le plus sérieusement du monde, l'Association pour la surveillance et l'annue en l'apollution atmosphé-rique en l'apollution (ASPA) a demandé au laboratoire d'olfactomètrie du au laboratoire d'olfactométrie du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) d'entreprendre étude pour un montant de 400 000 réalisation la collaboration de trois volontaires, a à il deux fois semaine, à précise, humer l'air extérieur leur appréssur je proposant gêne.

Le paradoxe 🗤 🕬 affaire 👊 que Stracel a obtenu le prix de l'en-vironnement en 1991. Il récompenser une In Manager Ine le Rhin & produits organo-chlorés. Pour beaud'écologistes, le procédé de blanchiment (par bioxyde de chlore) explique sans do les éma-nations nauséabondes.

Scion eux, l'idéal serait d'utiliser pour elle phase production la Ce groupe finvant ainsi plusieurs and d'emplois, d'engager la nouveaux

La municipalité de Kehl, qui pourtant accepté de participer financièrement (à 120 000 francs) i Thank du CEA, n'a sans doute pas eu le temps d'at-tendre la à la maior de ses administrés. La salam Milliant non-respect péennes anti-pollution par le pape-tier strasbourgeois. Directs them is implified extra Kehl Strasbourg pour imme contre le projet d'usine d'incinération de

MARCEL SCOTTO



Vivre en acciété, c'est répondre

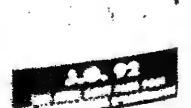
aux attentes de chacun au sein du

groupe. L'Assurance Collection y contribue en amiliment la qualité de la vie sociale. Chacun peut épargner ou litre assuré en profitant des économies que permet l'appar-Chaque jour E Branche Groupe 💷 la CNP développe 🔤 techniques

zam improbaza 🗯 prévoyence, 🖮

financiers. Call aini qu'elle donne depuis 150 ann une tride muse de la Prévoyance. Pour tuit renseignement, appeler: (Illimitutul) CNP, In Italian in l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ



## TGB: le oui mais des experts

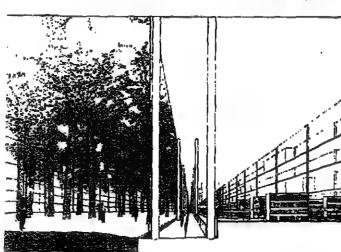
Le rapport remis par les experts au chef de l'Etat est divulgué à petites doses. On en connaît maintenant les grandes lignes

Ce n'est plus un rapport confidentiel mais une passoire. Réservé président de Rénublique aux ministères chargés de piloter la future Bibliothèque 🔳 France, 🗎 du document élaboré par experts du Conseil supérieur des Bibliothèques (le Monde du 23 janvier) continue de « fuir ». Après i bribes, distillées ici ou là, Livres-Hebdo en public les concludans 🔳 livraison du vendredi 24 janvier. Ces informations recoupées, vérifiées, on connaît mainte-nant l'essentiel de ces 28 pages qui attendent In réaction du chef de l'Etat. Ce dernier a également reçu les réactions de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France à l'expertise.

Le groupe de travail avait mission, après la polémi-que qui avait éclaté l'automne, de sonder la cohérence projet, Chaque partie en présence trouvers doute de quoi nourrir argumentaire. Tout le monde d'accord avec cette phrase figurant dans la nonclusion : « Il est vital cour la conservation du patrimoine ei pour l'aventr de plusteurs secteurs de la recherche que la construction de la Biblimhèque de France soit poursuivie et menée à son terme. » Dominique Jamet, président de l'Etablissement public de la BdF, soulignera la suite du paragraphe : Les éléments positifs sont nombreux: implantation et desserte du site: importance det capacités d'ac-cuell des lecteurs: qualité des études et des travaux des qui les

#### Trois points préoccupants

Les adversaires du projet architectural de Dominique Perrault feront remarquer que les experts y « ont identifié un certain nombre de points préoccupants », 🖿 dépit 📥 avertissements du secrétaire d'Etat aux grands travaux, Emile Biasini. qui avait balisé 📓 chemin étroit que le mar la travail devait emprunter : ne remettre en cause ni la double entrée des publics ni ≅ parti architectural. = *Dans l'étude* d'un projet architectural de 🚥 importance. 🗃 🔛 peut séparer le choix d'un proiet d'architecture des conséquences fonctionnelles au'il



Salles de lecture et jardin imaginés par D. Perrault.

experts qui am donc beaucoup parlé d'architecture dans leur texte.

Trois points eux, préoccupants : «Le rapport des surfaces utiles aux surfaces construites, en particulier dans les tours, est faible et donc générateur de surcout. La structure éclatée du bâtiment, d'un vide central [le jardin], peut être de problèmes d'or-ganisation du personnel. Le stockage des livres dans les magasins des tours présente quelques risques en un de difficultés de climati-

Sans unum en doute la viabilité du bâtiment projeté, ils émettent un certain nombre de recommandations : « Rechercher systèmatiquement la compacité des atiments et l'utilisation restreinte de hautes technologies, toujours plus fragiles en un d'imprévu. Mailler les fondations de l'ensemble du terrain sous 🛮 jardin afin 👪 préserver le maximum de souplesse pour l'avenir et y permettre une extension in futurs magasins. Minimiser le nombre des rayonnages dans les tours pour les transferer dans le auta Commin des gaines qui permettent de prendre loin de toutes cones il missi du biologiques ».

Les auteurs du rapport précisent que ces recommandations sont souentraine . lui ont répondu les haitées « si certaines caractéristi-

ques géomètriques du projet peuvent être modifiées ». Figure = style : ces souhaits, exaucés, entrainerajent satalement des modifications non négligeables pour le bâtiment. Aussi w experts ajoutent-ils: a !! cependant clair ion peut songer à bien des solutions qui, modifier trop radicalement la perception esthétique du projet dans ensemble, traient dans le de 🛍 fonctionnalité 🗯 de 📓 sécurité mur la conservation des trèsors 📖

En clair : le caractère fonctionnel d'une architecture a III sacrissé I 🖦 esthétique – d'où surcoût 📹 terme d'organisation u d'administration. Peut-on y rémédier? C'est finalement la pertinence de cette question we devra juger M. Mitremed S'il la remove judicieuse, on win mai comment le missinitial ne mail pas modifié...

Pour l'instant les autorités de tutelle se server uni in déplorer les «fuites» et milimi de s'exprimer sur le fond. « Notre devoir est 🕍 prendre www dizaine all jours pour étudier ces propositions », a fait voir M. Jack Lang qui relève cependant ce capal «un sentiment favorable à la Biblione que de France » et assure que « l'architecture globale sera préservée».

EMMANUEL DE ROUX

**CINÉMA** 

Deux disparitions

## **Charles Moulin**

L'amant de la femme du boulanger

mort le 23 janvier | Montélimar. li était de quatre-vingt deux

Charles Moulin and champion de natation. C'est sans doute pour cela peu, aurait parlé d'un Tarzan français. Mais, en 1938, Marcel français. Mais, en 1938, Marcel Pagnol le transformait en berger un peu sauvage, à la sensualité très attirante pour Aurélie, «fermme du boulanger» qui ne parlait «fermme du boulanger» qui ne parlait «beaucoup, et savait «la voulu que l'amant ne survive pas l'eclere qui abandonnait pour lui son mari de farine : Ginette Leclere was morte il y a trois

Entre Raimu, Ginette is troupe des comédiens in Pagnol, Charles Moulin in alors, ce qui

L'acteur Charles Moulin and allait rester son plus beau titre de gloire. Aujourd'hui, on cherche en vain son nom le cinéma. Consacré, in least le la femme du boulanger, il n'a amais, par la suite, tenu un grand rôle à l'écran.

> Ta employé pour son physique : métis de ranch d'Amérique du Sud dans Fort Dolores (René Le Hénaff, 1938), valet de ferme camar-guais dans Le soleil u toujours raison (Pierre Billon, 1941), gardian dans l'Arlésienne (Marc Allégret, 1941), l Ariesienne (Marc Allegret, 1941), bagarteur dans Coup de tête (René Le Hénaff, 1943), maquisard Vive la liberté (Jeff Musso, 1944), Canaque parachutiste III FFL Bataillon du ciel (Alexandre Esway, 1945), bûcheron dans Coupable (Vivan Mat 1950), Faciant maithi (Yvan Not, 1950). Epaissi, vieilli mais toujours costaud, il reparaîtra en gangster marselliais (L'n nommé La Rocca, de Jean Becker, 1961), en braconnier (la Pendule e Salomon, de la Pendule e Salomon, de la Pendule et Vicky (vernel, 1961) et en pitan (Kriss romani, de Jean Schmidt, 1962). Des figures...

### Freddie Bartholomew

Le = Petit Prince » de Hollywood

Bartholomew, qui fut un ieune acteur très populaire du cinéma américain, 👊 Sarasota (Floride), le 23 janvier. Il était âgé de soixante-sept ans.

Au temps où Hollywood était peuplé d'enfants prodiges, il fut la jeune vedette la le choyée — la mieux payée, juste après Shirley Temple — et le petit prince » du cinéma améNé le le Llewellyn à Londres en 1924, — une famille modette il est chapemant est une modeste, il est chaperonné par une tante célibataire qui a décelé en lui un artiste. Il tourne dans deux films anglais avant 1932. Sa tante traverse l'Atlantique avec lui et la la faire passer une audition à la MGM. On apprécie ses cheveux bruns bouclés et sa parfaite.

En 1935, I est III Copperfield anfant dans 🛮 film tourné par George Cukor. C'est la gloire la tanée sous la auspices de l'auspices de l'auspices de l'anna Karénine, de Clarence Brown, d'après Toistoï

(1935), Fridle Bartholomew = 1 fils de l'héroïne, c'est-à-dire de Greta 1937, dirigé John Cromwell, il joue le Petit Lord Filmsleroy, d'après un classique de la littérature enfantine anglo-saxonne. Le lum a produi par David O'Setznick, et Freddie restera l'inter-prète idéal du rôle. Il tantôt pour la lantôt pour la 20th Century Fox: Au seul de la W.-S. Van Dyke (1937); de Henry King (1936); Capitaines courageux, de V.— Fieming (1937), avec Spencer Tracy, un très Rappagux hignes de Son succès: Barreaux blancs, de Sam Wood (1938) avec Mickey Rooney, et enfin, A land to Eton, de Taurog (1940).

Il a care ans. Sa minima en ratentit, la célébrité s'amenuise. Freddie Bartholomew quitte l'écran après St Benny the Dip, d'Edgar Ulmer (1951). Il fait ensuite carrière dans la publicité et devient directeur associé d'une station de télévision à New-

#### La dix-septième Nuit des Césars

1.132

بالإشرائيلية والأواران

T1 14 . K

المريضات د . ا

COMB1127.

1.00

La dix-septième Nuit des Césars lieu la samedi 22 février à 20 h 45 au Palais des congrès. Elle retransmise i direct sur America 2. La cérémonie, didina cette année à Yves Montand, sera placée sous la présidence de Michèle Morgan, qui recevra un César d'honneur pour l'ensem-Morgan avait, d'une certaine manière, inauguré en 1976 la première nuit Elle e man aux côtés de Jean Gabin, in un fina le président. La mais du l'amin des congrès dispose de 3 700 places. 000 places ont in his man su public au prix de 100 france

Dans la liste 🖦 nominetions, *Van Gogh.* Manual Pialat, Jacques Dutronc. cité douze 🖦, est en tere, immédiatement suivi per Tous les matins du monde, d'Alain Corneau, cité onze fois. Viennent ensuite Delicatessen. 🕞 Caro Jeunet, cité dix fois une surprise), Merci le vie, de Bertrand Bier, It fois cité, et le Belle Noises de Jacques Rivette, avec Emmanuelle Béart, cinq fols citée. J'em-brasse pas est cité trols fols l'Achiné, sateur, Vincent, Sura actrice dans un second rôle, Manual Blanc, meilleur jaune espoir mesculin), 💵 les Amanta del Pont-Neuf deux Binoche, melleure Michel Vandestien, décor). Parmi le Line Istangers, le Silence des agnesion, Alice at Danse avec les loups.

 Le Restival de Cames rem printamier. – A la suite de l'aétode 📂 minaire» portant sur un evente changement de dates du Forder de Cannes, l'équipe de l'amme de Cannes, l'équipe de l'ammond que la manifestation contid'avoir lieu en mai jusqu'en 1994 au moiss. L'éventualité de l'organisation du festival en septembre afin de bénéficier d'un meilleur accès au productions américaines -avait suscité une vive émotion num Tout en se de la refonte de calendrier festivals, le délégué général Cannes, Gilles Jacob a JACQUES WILLEII | wouldir privilégier | la concertation,

DANSE

## Les vétérans remontent sur scène

Le Nederlands Dans Theater présente à Lyon sa troisième troupe : des quadragénaires

LYON

envoyée spéciale

Au me début du XIX siècle, l'illustre Marie-Madeleine Guimard, sexagénaire, produisait scène, un rideau baissé jusqu'à la hauteur de taille, ne laissant voir que des jambes encore infériocha-bles. Comme celles que montre en ce moment au palais Garnier (sans ce moment au palais Garnier (sans rideau) Zizi Jeanmaire, 66 ans, farlée Carabosse

bois durmant de Roland Petit, Maña
Plissetskaña, son contemporaine, vient de nous à genoux devant sa Mort du Cygne (qu'elle redanse weck-end Théâtre Champs-Elysées). A Scala Milan, ces jours-ci, la prima ballerina italienne Carla Fracci reprend, dans le Roméo Juliette Cranko, ns le Roméo I Juliette E Cranko, le rôle de l'héroïne qu'elle avait il v a trente-trois ..... Martha Graham a dansé jusqu'à 75 Ruth Saint-Denis, pionnière la la modern dance, ses adicux à la la modern

fon moins pugnace côté masculin, le phœnix Jean Babilée, electrisait encore son public, au printemps dernier, dans un allè-Lije, chorégraphié pour lui par Mau-rice Béjart. Et lorsque Merce Cunningham, 72 ans, se mêle scène scène ses danseurs, c'est lui qui captive les regards.

Ce préambule pour rappeler qu'il n'est pas rarissime que de grands danseurs ne raccrochent pas leurs chaussons vers la quarantaine, il d'usage dans rude mètier. Mais il s'agissait jusqu'ici isolés. Fait nouveau : pour ..... «vieux», aujourd'hui, 📰 constitue des troupes, Mikhaīl Barychnikov parlait ici, recemment, du White Cake Dance Project, qu'il présentera l'automne plutôt qu'au printemps de 🔳 🖦 jumelles évoquant Anna I

qui avait déjà créé, pour aguerrir à la scène les jeunes de 11 20 ans, le NDT 2, - vient 11 fonder 11 l'autre bout de la chaîne NDT 3, pour vétérans. A entreprises, i même désir ; utiliser, chez les manseurs du troisième age », une expérience théâtrale, une maturité artistique, une complicité les chorégraphes qui valent lar-gement le dynamisme de la jeunesse.

Le NDT 3, qui a Holland Connovembre demier Holland Dance Festival, se produit ces joursei la danse de Lyon, Il compose, pour le mais il ans, de l'Australienne Alida Chase, II du Français Gérard Lemaitre, 55 du du Niklas Ek, 3 du dernier étant sans doute le mieux connu en France, car il a passé trois ou quatre au Ballet du XX siècle de Bèjart; la la l'essentiel de leur carrière aux Pays-Bas 🔳 📰 Allemagne. Pour cette «bande des quatre», quatre chorégraphes qui 💵 figurent 📖 parmi 🖃 plus nuls 💶 accepté are enthousiasme in créer cuvres : William Forsythe, Jiri Kylian, Mats Ek III Hans Van Manen. On travaille en famille : à la ville. Sabine Kupferberg est M∝ Kylian, Alida Chase a été la deuxième épouse de Forsythe,

Miklas Ek 🖪 le frère ainé 🚧 Mats... On courait donc à Lyon vérifier que la peut à à 40 ans. Il faut avouer une déception. Les quatre pièces 🐖 📉 un 📖 la hâte, 🔳 la réponse à une commande davantage qu'à une urgente nécessité intérieure. Pour Kupferberg III Chase, Forsythe réglé Marion, Marion : affrontement

leur carrière. I Jiri Kylian, direc-un du Nederlands Dans Theater - Brecht/Weill ou les Bonnes II Brecht/Weill ou les Bonnes Genet, climat d'angoisse entretenu par la musique du Psychose de Hitchcock, jeux bizarres avec un pendule..., mais 🖹 chorégraphie, 🗎 🚞 tournoiements, spirales et tor-sions du buste, m répète. Kylian utilise mieux la personnalité singulière Kupferberg dans Obscure Temp-tations, où elle joue une sorte de pantin pathétique aux gestes à la fois mécaniques et parfois manipulé par la anges aux 10-de plumes la la Chase).

Dans Evergreens, Hans Van Cygne III Saint-Saens assez blable I l'original, mais IIII pointes lon saisit IIII son propos), puis II Gerard Lemaître une inoffensive | III grammes d'or pour Jeanne valse de la réunir dans un pas im deux sans grande imagination. Ce sont m frères Ek qui sortent vainqueurs aux points de la rencontre, avec Journey: Mats, inventant une chorégraphie vigou-reuse 

originale, Niklas en la danwe une présence, une précision et wur violence qui ont enthousiasmé membres du quatuor faisant plutôt ia figuration autour 🛍 lui dans

Une soirée inoubliable, insul sympathique en ce qu'elle contribue on ne le fera jamais assez - à dissocier la limina l'exploit physique virtuose. Comme dit Jiri Kylian, «le NDT 3 n'est pas une troupe, c'est une idée » : elle devrait faire we chemin.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Lyon, Maison de M danse, le janvier à 1 h 30, le 1 1 17 heures.

#### **EN BREF**

a français in jeunes année pour les inscriptions mus concours d'admission de l'Orchestre français des jeunes (OFJ). Le nomcandidatures a cu effet doucée pour deux ans sous la direction Marek Janowski, directeur muside l'Orchestre philharmonique
Radio-France, cette formation
ouverte de jeunes musiciens conservatoires nationaux in région ou d'écoles nationales in musique, réunira travail i y donners deux weren dem la cadre du Festival de Radio-France (les 25 et 28 juillet). L'OFJ se produira à Antibes le 27 juillet, à Brano, en Italie, le 30, et au Festival de la Roque-d'Anthéron le La Symphonie 87 de Haydo, le Conzertstick de Weber, introduction Allegro Schu-mann, Nuit d'été, de Berlioz et encore Mahler, Fauré, Dukas, vinsky ou composent le programme in cette session.

d'Arc. - La statue équestre de Jeanne d'Arc, es en III par Ferniet pour la place des Pyramides ■ déposée ■ ■ 1991, sera réinstallée 27 janvier. Le procédé pour mestauration. La dorure a remploi M VIII Danie d'or de la gramme, we un la la W III grammes.

Le Monde L'ÉCONOMIE

#### THÉATRE

## Molière a bon dos

Une suite au « Misanthrope » ? Hélas !

CÉLIMÈNE ET LE CARDINAL av MMA

de 🔳 Porte-Saint-Martin

Prendre le plume le la fin 📠 vingtième siècle pour la tremper dans l'encre de Mollim en ima-Ginant une suite en alexandrine Misanthrope, du du l'auteur d'étonnant puisque l' de bandes dessinées. Ainsi averti, 🚾 spectateur 👊 un chef-d'œuvre. Le texte, en effet(s), fourmille de biagues tamtôt gentilles, tamtôt vulgaires, propres à faire rire à coup sûr un large public. Il est écrit à la potache, façon weekend en Normandie réunissant une bande d'élèves d'hypokhâgne décidés avec français : E Molière était-il rigolo? » Réponse : oui. Dans son Alceste sommeillait un sadi-que lubrique prêt à violer en confession son amour de jeu-un marchand tapis sans

On pourrait dès lors quitter la sil interprétes des meilleurs mieus français : Gérard Desarthe M Ludmila Mikaël, qui parvient à se montrer plusieurs f bouleversante. C'est un tour in inexplicale mystère d'une actrice unique. De son côté, Desarthe en fait des tonnes, façon Serrault des bons jours, prêt à talle ceillades en direction de la saile : tentant, dès que sa partenaire a tourné, de faire la plein des suffrages. La soupe à la grimace, ca marche, et l'indice de satisfaction paraît aux rappels crever les plafonds. Voilà donc un spectacle bien armé pour un succès durable. Certains se souviendront peut-être de l'Alceste de Desarthe sous la direction d'André Engel en 1985. Certains se rappelleront peut-être la Céli-mène de Ludmila Mikael sous la direction de Jeen-Pierre Vincent en 1984. Les souvenirs font du bien.

OLIVIER SCHMITT

Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 heures. Tél.: 42-08-00-32.

□ Jacques Weber à l'Olympia. -Pour un in le 3 février à 20 h 15, «Scut en scène» (c'est le titre du spectacle, qu'il a longtemps au Rond-Point III Nice) Jacques Weber renouvelle son exploit, et y ajoute 🔳 défi d'une grande salle music-hall.

mais impeccable au lit...

□ Hommage au critique Guy Dumar. - Le Syndicat national de la critique dramatique et Mouvel

Observateur organisent conjointement une soirée, lundi 3 février à 20 h 30 au Théatre Renaud-Barrault, en hommage au critique Guy Dumur, décédé en juillet 1991. nombreuses images - bandes sonores d'archives présen-tées; des journalistes, des acteurs et des metteurs en soène liront des de Guy Dumur consacrés au ou le peinture.

Entrée libre. Tél. :



### **THÉATRE**

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Gas pas d'show : 19 h. Jérusalem photo : 20 h 30. Commant dire : 22 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (IIII)

Equipment :

7.5

The Built

 $\frac{t_{i}-t_{i}}{t_{i}}=\frac{1}{t_{i+1}}\frac{t_{i}}{t_{i+1}}$ 

 $(1+i_0\kappa_{n_0}^{-1})$ 

1000

1.00

12.5

 $\frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} = \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} = \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} = \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} = \frac{1}{2} \frac{1}{2$ 

1.7

08-46-28). Pleins Feux : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h. 20 h 45, dim. 16 h.
ATALANTE (46-06-11-90). Ibntormo:
20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24).
L'Antichambre: II h, dim. 15 h 30.
ATHÈNÈE-LOUIS JOUVET (47-42-

67-27). Salle C. Bérard. Mademoiselle Else: 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Le Veuve: 20 h 30, dim. III h. BASTILLE (43-57-42-14). Las et tol ef

Major : III h 30. BERRY (43-57-51-55). Peer Gynt : 20 h 30

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) George #1 Margaret : 17 h 30 et 20 # 43, dam. 15 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53). L'Ile accieves ; Entretien d'un philosophe Maréchale Maréchale

CAFE DE LA GARE (42-78-52-51). The 20 h 15. La Couloirs de la honte : 22 h.Dim. Factor d'expression artist

que : 20h. CAFÉS IIII 13- ET 14- ARRONDIS-SEMENTS (42-86-97-03). Di jous... CARTOUCHERIE EPÉE DE SIMIE (48-08-39-74). III III III songe : CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA. TEMPETE (43-28-36-36). Salle I. Ivan le Terrible : 20 h 30, ..... II h, Salle II. 1 21 h, dim. 16 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). False Pan : 17 h = 10 h 30, dim. CAVEAU UE LA RÉPUBLIQUE (42-78-CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Emilion in it is in

CENTRE MATHIS (rens- was place). Le CENTRE MAINIS (1980)
1 17 h,
CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40), Side Story : 16 h at 20 h 30. CINO DIAMANTS (46-80-61-31). Le

Mur et le Monsieur : 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE TO LE Resserre. Ple-vodéon : Illin 30, dm. 18 h. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Mabille": 21 h; dim. 18.h 30.h 30.1100 500

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-37-21). montée : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 2 h, 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11).

19 h. : 21 h. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Père : 20 h 30. Salle Richelleu. Iprigénie : 14 h.Dim. Le rol s'amuse : 2 Le Médecin volant,

maigré lui : 14h. SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Andromague: 20 h 30, ---- 15 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Coueci le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45, dun. 15 li 30. DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Arthur Circus: 21 h. DEJAZET-(TLP) (42-74-20-60). Font VIII : 20 II III. DEUX AMER (48-08-10-28). Causen dédit : 21 h, dim. 15 h ... Qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h ... DIX-HUIT THEATRE (42-28-47-47). Phèdre : 11 h ... dim. 18 h.

Jetons : 11 15. Les Faux EDOUARD-VII MATIN GUITRY (47-

42-59-92). . 17 h m 27 h 48, dim. 15 h. [[Fi][LED]] (42-49-60-27). APMIN : 18 h et 21 h. MARAIS (48-04-91-55). La Mariage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30.

La Mouette : 20 h. Y a pas que la lud dans la vie? Si : 22 h, dim. 19 h.Dim. Fantaisie : 17h30. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (40-78-81-93). A présent, RECHTITE 140-76-61-39; A passing adiou: 20 h 45.
FONTAINE (48-74-74-40), Le Clan des 115 il 30 il 20 il 45.
GAITE-MONTPARNASSE (43-22-24-24)

GAND THÉATRE D'EDGAR 90-09). Is Bidochons, histoire d'amour : 18 h = 20 h 15. Michei GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-

03-39-03). Opéra bulles : 12 h 23 h et 12 h 21 h GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La Forte Paria : 19 h. Mimi Barthélemy : 20 h 30, La Forte petit torrent agité : 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Elle et Mol... : 11 i dim. HÉBERTOT ES et les 12. C'em Her :

21 h, dim. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99). L. C. : 19 h 30. La Leçon : THÉATRE CLAVEL (42-38-22-58). LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Un compte rendu : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-

LE BOURVIL (43-73-47-84). Me Sou-LE BOURVII. (43-73-47-84). Mr. Sou
B. Algérie: 20 h 11

LE PROLOGUE (45-78-33-15). Le

Monte-Plats: 11 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

LITTER noir. 11 feb Prince: 11 h 45.

Guerres 12 h 30. Théâtre rouge.

11 18 h. III Null 11 le Moment: 21 h 30.

Ch 1s Vafee avent ta ruir 21 h 30.

20 h. La Valse avant la nuit : 21 h 30. LYCÉE FÉNELON (ANNEXE) (42-87-65-61). La Journée du maire : 20 h 30. MADELEINE mesdames : 17 h = 21 h, == MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des

MARIE STUART (45-08-17-80). Savaga Love: 20 h 30. III for III road; Love Scene III angless; III. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-85-90-00). Caligula:

20 h 45, dim. 15 h. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Charlus : 18 h 30. MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-METAMORPHOSIS (THÉATRE MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE MACH D'ENCHANTEMENTS) (42-81-33-70).

dom. 15 h. MICHEL (42-85-35-02). Derling Chérie : 17 h 30 et 1 h 15, ..... 11 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veus 1 m cinéme : 20 h 30, ..... 1 h. MOGADOR (48-78-04-04). Les Miséra-bles : 15 h m 20 h 15. bles: 15 h m 20 h 15.
MONTPARNASSE (43-22-77-74), Cuiaine et dépendancee : m 30 et
21 h 15, dim. 1 h 30.
MUSEE COGNACQ-JAY (40-27-

07-21). de M. au
de R. : 20 h 30, dim.
14 h 18 h 15.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD: (43-31-11-99). Le Coeur gros : 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les in the second of the second o

ŒUVRE (48-74-42-52). Le Météore : 21 h, dm. 15 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie; Bigard : 20 h 30. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus étakt son nom : III h et III h 30, cam. 14 h 17 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-1

92-97). Salle I, I 108 : 21 h, dm. 12 h. 12 Abraham a Samuel : 18 h et 21 h, dam. 16 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-

00-32). Line in le Cardinal : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16).

RENAISSANCE (42-08-18-60). I Voyage en Italia, le Bout de le nuit, Le Champ

III h 30 st 20 h 45, iii 15 h.

MULAE-WIVAL (42-97-59-81). Sans 20 h 30. rancuns : 17 h 30 et 11 h, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Grande Chembres : 21 h, dim.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

porte Saint-Eustache Halles

Jacques Sansoulh, Visage-Pâle attaque

Musique : Lecon de musique : Lecon de musique : Lecon de musique : Claude Fayard, Aujourd hui on enregistre (1957) Jean-Christophe Averty, Boyer, (1958) 14 h 30 ; Musiques de films : Bande an-nonce : les Aventuriers, Fie de Fou (1965) de Jean-Luc Godard, Til h 30 ; Ainama (1980), Ainama (1980), Ainama (1980), Frank Cassenti, 18 h 30 ; Musiques (1987) de Luigi Comencini, 20 h

L'ANNONCE FAITE MARIE (Fr.-

Can.) : Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49). AOUT (Fr.): 14 Juillet Pamasse, 6-(43-26-58-00).

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). THÉATRE MONTORGUEIL (48-52-Malédiction la famille Guergand : 98-21). On va le le cocotte ; On purge bébé : 20 h 30, dim. 15 h. SAIAT-GEORGES (48-78-63-47), Enfin THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Baron perché : 14 h 30. Salle Gémier. Carton plein : 20 h 11 15 h. SALLE BRASILIA (GALERIE BRASIL INTER ART (40-46-01-28).

THÉATRE NATIONAL DE LA LINE ner chez Ludwig W. : 21 h, dim. 16 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). (en surtitré en français) : 19 h 30. IIIII CHAPITEAU (40-02-61-18). THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Petite Sur la côte et l'autre bord : 18 h. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08in Fain chez soi : 19 h. Baudelaire : 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-

THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-82-59-49). Djurdjura (cellule line): 16 h. THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). : 18 h et 21 h. THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-

01-82). Image: E fr. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-10170). Petite IIIII L'Echange : h 30, dim, 15 h. THÉATRE SILVIA MONFORT (45-33-

66-70). La Ville des tratedors :: THÉATRE DE TAMBOUR NEVAL (18-06-72-34). Quabaret : II h, dirn. 16 h. TOURTOUR (48-87-82-48). : 19 h. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉ-MIER) (48-86-02-74). ULL porteur: 21 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67).

ATLANTIS (Fr.) : (43-26-19-09) ; Gaurront sade, 8- (43-59-18-08).

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): 42-78-47-88); Studio Galande, 5-(43-84-72-71).

AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latine, # (42-78-47-86).

11: U-2-1-33).
BERNARD ET BIANCA AU I - 1 DES
KANGOUSTUE (A., v.f.): 2: (42-38-83-93); UGC Montparassa, 6: (45-74-94-94); UGC Triompha 8: (45-74-93-50); UGC Gobelins, III. (45-81-94-95); Seint-Lembert, III.

BILLY BATHGATE (A., v.o.):

1= (45-08-57-57); 14 Julier
Odéon, 6- (43-25-59-83); 14 Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC
Nis 2, 8- (45-63-16-18); 7- 18

Bastille, 12: (43-43-01-59) ; Fauvette, 13: (47-07-55-88) ; Mistral, 14:

(45-39-52-43); UGC Convention, 15-

(45-39-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Clichy, 18-(45-22-48-01); Le Gambetta, II-(48-38-10-98). BIANC D'EBÈNE (Fr.-guinten): Forum Express, 1= (42-33-42-28); Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); 14- (43-20-32-20). LES PARSRE (Fr-Ind.,

(A., v.o.) : Day 11, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavols, III (45-54-46-85).

ile. 🔤 Place royale : 20 h 30, dim. saue. 16 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUES-TRE ZINGARO] (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h M. dim. 17 II M. BEYNES IM BARBACANE) (34-89-François II IIII : 21 h.
BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45), salie. In 30. Petite salie. Le Souverain

21 h. dim. 16 h. CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GERARD-PHILIPE) (48-80-CENTRE GERARD-PHILIPE) (48-80-Sables rauges ou Répétition des braves : 20 h 45, dim. 18 h. CHATENAY-MALABRY (THÉATRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). Les Chapons ; les Gnoufs : 20 h M. dim. 16 h.

CHATILLON (THÉATRE) (48-57-naire : 20 h

CRÉTEIL (MAISON DEL ARTS) (49-80-18-89). In h 30, dim. 15 30. Petite salle. L Nuit au role : Il h 30, dim. 15 h 30. EVRY [445-14] (64-97-22-99).

Madame Bovery, programme partout. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-HERBLAY (CENTRE CULTUREL)

97-40-30). Vengeance : 20 h 30, dim. IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THÊA-TRE) (48-43-70-16). Lam Couleum du

rire : 18 h. LA COURNEUVE (CENTRE JEAN-(Sept): h 45, dim. h = MOISSY-RAMAYEL (LA ROTONDE) (60-60-02-63), Las Classification de Mine Gilles : The h 45, dim. 17 h.

| MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (SA dim. 18 h.

NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-DIERS) (46-14-70-00), saile. Britannicus : h dim, h h. polyvelente. John 🛮 Mary : 🔲 h, 📧

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). qu'elles m'elment : 20 h 45. ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) GRLY (SALLE ARAGON-TRIOLET)
(48-92-39-29). Guy : 21 h.
RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE DE
RUNGIS) (45-60-54-33). Don
: 21 h.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). sabe.
Chutes : 20 h 45, 17 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-TRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Illiand : 20 h 45.

SAINT-OUEN (SALLE FLORÉAL-ES-PACE 1789) (40-11-02-27). Dol : 15 h. SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON

JACQUES-PRÉVERT) (60-63-28-24) Dim. Grand-père : (LES GÉMEAUX) (46-81-36-67), Le Diable, l'Amour et le les : III) h III), dim. 17 h. SÉVRES DE SÉVRES (45-34-28-28). Si Béranger m'était Béranger : 20 ± 45.

(ESPACE PAUL ELUARD)
(48-21-61-05).
dises: 21 h, dim. 13 h,
SURESNES (THÉATRÉ JEAN-VILAR) (46-97-98-11). La Nuit de l'an 2001 : 21 h.

VERSAILLES (THÉATRE MONTAN-SIER) (39-50-71-18). Raymond Devos : 21 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-RANO) (48-08-50-83).Dim.

### **CINÉMA**

#### LA CINÉMATHÈQUE

Louis Helmett: 22 h.

Bus: 14h30.

D 1 30.

SHOW-BUS (42-62-36-56).Dim, Show

21-93). Limital ordonnée

23-35-10). If the de Martin : 20 ii 30, dam. 15 h.

THÉATRE 13 (45-88-62-22). A merci

10-17). Que de l'abat-jour?

THÉATRE IN ACTES (43-57-35-13).

Les : 20 h 30, dim. 16 h, THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-

64-80-80). Phèdre : 20 h 30, dim. III h,

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47).

THÉATRE DE LA LANGE SE VINSIGNES : 21 h, dim. 17 h. Arène. Puzzie : 21 h, dim. 17 h. Belle L. Mei. Edith mans L. Les calles L. L

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33), Piment cannibale : 20 h 30, dim. 18 h 30.

A Poumanoff : 35 h 31

Archaos : 20 h 30, dim. 15 h.

de 🖩 vie : 20 h 👪 dâm. 15 h.

ivres - 20 h 30

20 h 30.

DE CHAILLOT

MILAUS DE TOKYO (47-04-24-24) Vincente Minnell, 18 h 30 ; le Port de la drogue (1952-1963, v.o. a.t.f.), a Fullor, 21 h.

 DIMANCHE Les Temps modernes (1935), de Charles Chaplin, 1 30; Hanger quotidien (1934, v.o. s.t.f.), de King Vidor, 20 h 90

#### CENTRE **GEORGES-POMPIDOU**

SALLE GARANCE SAMEDI

Hommage à la Bros : Humores-que (1946, s.t.f.), Hegu-lesco, 14 ři 30 ; l'Eventail de ledy Win-dermere (1952, s.t.f.), d'Ernst 17 h 30 ; My Feir Lady (1964, s.t.f.), de Cultor, 20 ii 30.

Hommage à la Warner Bros : le Prince et la danseuse (1967, mm s.t.f.), il Leu-rence 20 [170, v.o. s.t.f.), il Reoul Waish, 17 h 30 ; Reflets dans un cell d'or (1967, v.o. s.t.f.), de John

2, Grande-Galerie, AARTS ...

Musique:

Spot laine (1960-1969),
c'est (1966) Levitow,
14 h 30; Musique Levitow,
Sarukkei | Calderon,
15 h 30; Rock: (1984) Massimo Manganaro,
18 h 30 ; Portraits : Boulez
(1965) de Michel Fano, du cœur
(1984) Jacques Oger, Mes(1973) Denise

#### LES EXCLUSIVITÉS

A LA VITESSE D'UN CHEVAL AU GALOP (Fr.) : Forum Descriptess, 1= (42-33-42-26) ; George V, 8-(45-62-41-46) ; Sept Pamassiens, 14-A PROPOS D'HENRY (A., v.o.) : LICE

Seint-Michel, 5: (44-07-20-49); Denfert, 14: [43-21-41-01].

AMERICAN FRIENDS (Brit., v.o.): Gaumont Ambessade, 8: [43-59-18-08].

AMERIKA, TERRA INCOGNITA (vénézuéien, v.o.): Latina, 4: (42-78-47-86).

L'AMOUR NÉCESSAIRE (tt.): Unit Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Studio 18: (48-06-38-07).

Krichtofovitch, ::
Beaubourg, (42-71-52-38);
1, (43-26-

DOUBLE VUE. (\*) Film britannique
Mark Pepice, v.o.: Forum Horizon, 1\*
(45-08-57-57); 1\*
6\* (4225-10-30); George V. 8\* (45-6241-46); UGC Normandie, 8\* (45-6318-16); Parmassiens, 14\* (4320-32-20); v.f.: 2\* (42-36; Paramount Opéra, 9\* (4742-56-31); Lyon Bestille, 12\*
(43-43-01-59); 13\*

CIEL DE PARIS (Fr.) : Impai Impérial, (43-25-59-83) ; Gaumont (43-59-19-08) ; La Bastille, 11-(43-35-30-40); Permasse, 14-(43-35-30-40). 588, RUE PARADIS (Fr.) : Forum Discrepass, 1\* (42-33-42-26); George V. 8: (45-62-41-46); Pathé Markenan Concerne 8: (43-59-82-82);

George V, B (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concords, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazara - Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, E(47-70-33-88); UC Lyon 12-(43-43-01-59); Fathé Montpamasse, 14-(43-27-84-50); Pathé Montpamasse, 14-(43-20-12-08); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Westerland, 15-(48-28-42-71); Le Gambetta, 20-(46-38-10-98). CLOSE UP (Iranlen, v.o.): Utopla, 5-(43-28-84-65).

LES COMMITMENTS (Irlandais, v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46); Grand Pavois, 15 (45-

CROC-BLANC (A., v.f.): 6-(46-33-10-82); Club Gaumont (Matignon), 8- (43-59-31-97); Grand Pavols, 15- (45-54-46) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) DANSE WILL LES LOUPS (A., v.o.)

Montparmasse, 14 (43-20-12-08); 14 Juliet Beaugnanele, 15 (45-75-79-79); v.f.: Rex. — (42-36-83-93); UGC Mont-permasse, — (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31); LLL Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); Falanetta Trols ME 8- (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). DANZON (Mex., v.o.): Espace chal, 5- (44-07-20-49); siens, 14- (43-20-32-20).

DELICATESSEN (Fr.): Beaubourg, 3- (42-71-52-26) 3- (42-71-52-36).

LA DERNIÈRE SAISON (Fr.) : Parsiens. 14 (43-20-32-20). MANUEL I'LL SOLR (iranien, v.o.) : U pla, III (43-26-84-65). IMMOO (Austr., v.o.) : Lucemaire, 6-LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE (Fr.-

Pol., v.o.) : Epás 15 5. (43-37-57-47) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 6- (43-54-42-34).

#### LES FILMS NOUVEAUX

L'AMANT. Film franco-britannique Jean-Jacques Annaud, Horizon, 1= (45-08-57-57); Bretagne, (42-22-57-97); Denton, 42-25-10-30); Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Publicis Champs Elysées, 8 92-82); Pubacas Champs-Lysess, 6-(47-20-76-23); Max Pano-rams, 9- (48-24-88-88); La 11-14- (43-27-84-50); Kinopanorams, 15- (43-06-50-50); III | 17-(40-68-00-16); v.f. : Lamber | 17-Opéra, II | (47-42-60-33); Saint-La-Opera, (47-42-60-33); saint-la-zare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); L 12: (43-43-04-67); UGC Lyon 12: (43-43-01-59); L (47-07-55-88);

Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-COMME III OISEAUX. Film fran-

çais de Dominique (manus) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14). LA COTE D'ADAM. Film soviétique

48-181 DOUBLE VUE. (\*) Film britannique IIII (45-61-94-95) ; Parmassa, 14- (43-35-30-40) ; Parmassa, 14- (45-Clichy, 18- (45-22-46-01) : In Contactu ID (48-36-L'HOMME QUI A PERDU SON

OMBRE . Film espagnol-suisse-fran-Tanner : 42-; La Trois Balzac, 45-61-10-60] : Passage III Nord-Ouest, caféciné, 47-70-81-47) ; Gau-14- (43-35-30-40). LE FUSICIEC Fin iranian Color v.o. : Utopia, 🗎 (43-26-RAMBLING ROSE. Film américain

Coofidgs, v.o. : Land Land Bourg. 3° (42-71-52-36) ; Land B° (42-25-10-30) ; Land B° (45-74-94-94) ; Biarritz, 8° (45-62-20-40) ; 14 Juillet 11- (43-57-90-81) ; 44- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.:

Montparnasse, (45-74-94-94); Paramount Opéra, (47-42-56-31) ; UN Gobelins, 13- (45-STERN SEC. YEAR OF THE GUN. Film

de Frankenheimer, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) : 14 6- (43-25-59-83) ; George V. 8\* (45-62-41-46) ; Line Biarritz, L (45-62-20-40) ; Gaumont 14-(43-27-84-50); 14- (43-20-32-20); v.f.: Fran-(47-70-33-88); Miremar, 14-(47-70-33-88); Miramar, 14-(43-20-89-52); Conven-15- (48-28-42-27); Circhy, 18- (45-22-46-01); Gam-20- (46-36-10-96). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin v.o.): Gaumont L. Halles, 1-(40-28-12-12); Pagode, 7-(47-05-12-15); Publicis Champe-Elv-ades, 8- (47-20-76-23); Montpernasse, 1- (45-44-25-02). L. FQUILIBRISTES (Fr.): Europa (43-54-15-04).

EUROPA (Dan.-Su., v.o.): UGC Danton, 6: (42-25-10-30).
F[ERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS (Can.): Latina, 4: (42-78-47-86); Le Berry Mara, 11: (43-67-51-56).
F[EVEL AU FAR WEST (A., v.f.): George V. S. (44-82-41-48). Saire Larre George V, 8- (45-82-41-46) ; Saint-Lambert, Mr (45-32-91-68).

FISHER KING (A., v.o.) : Lucernaire, 6-(45-44-57-34) ; Grand Pavois,

HAMLET (A., v.m): Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Odéon, (42-25-10-30); UGC Rotende, (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); 14 Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); v.f.: Gaumont Opére, 1(47-42-80-33); Bretagne, 6-(42-22-67-97); Pathé Wapler II, 16-(45-36-10-96).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ATTILL (Can.) : Utopis, 5-(43-26-84-85). HOT IIIII (A., v.o.): V, 845-62-41-46); 28, 18

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15-(45-54-46-85). J'EMBRASSE PAS (Fr.-lt.) : 1 **(43-37-57-47)**.

All.-Autr., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts I, IF (43-26-48-18). LES | DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); (45-64-46-85). LUCKY LUKE (A., v.f.): Rex, 2\* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6\* (45-74-94-94); Opéra, 9\* (47-42-56-31); Luc Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); Luc Convention, 16\*

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-

(45-74-93-40). MM VIE EST UN ENFER (Fr.) : -Vie Esi IIII Enren (Fr.):
Opéra, 2\* (47-42-60-33); George
V, 8\* (45-62-41-46); UGC Gobelins,
(45-61-94-95); Pathé Montparnasse,
14\* (43-20-12-06).

MAYINE (Fr.) : George V, 45-62-41-46) ; Pathé Français, 47-70-33-88) ; Sept Pamassions, 14-(43-20-32-20).

MEMOIRE TRAQUÉE (couleurs) : III Montparnasse, 6• (45-74-94-94); ■ Biarritz, 8• (45-62-20-40); UGC Opéra, ■ (45-74-95-40). MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : I Bierritz, 8- (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52-37).

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Ursulines, 5-(43-26-19-09).

(43-26-19-09).

MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.):

Commont I Halles, 1- (40-28-12-12);

Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33);

Racine D I (43-26-19-68); Gaumont 1- (43-07-48-60); Fauvette,

1- (47-07-55-88): Gaumont Parnasse,

14- (43-35-30-40). 

# tois) Les aborigènes d'Australie », 14 il 30, hali du Musée de l' Le blau). Louvre, de Philippe-Auguste Pyramide. Le Leura aménagemas et perspectives pour le Grand Louvre », 14 h L. látro Palais-Royal, terre-plein (E. Romann).

musée du Larina

M.G. Lebi «Le Grand Louvre du donjon à la Pyramide et les nouveaux aménage-ments», 14 h 30, grilles du Conseil d'Etst, place du Palais-Royal (Arts et

### PARIS EN VISITES

LUND: 27 JANVIER

«L'Unesco. Wille complète, films eur les sauvetages et d'alogue avec un responsable», 14 heures, 7, place Fontenoy (M. Hager). «Le palais de justice un activité», 14 h 15, 4 un du Palais (Tou-

«L'le aux travaux d'Haussmann s, 14 h 30, 2, rue autre-

« Vermeer et l'Ecole III Delft »,

Les appartements

Louve et leurs boiserles rares. La mobilier du cabinat secret de l'olles commandes de collection Rothschild 14 U sortie Louve-Rivoli (1. Hauller).

de l'hôtel Lassays (carre 14 h 30, 33, quai d'Orsay (S. Rojon-Kem).

e Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges ». 14 h 30, sortle métro Seint-Paul (Résurrection du passé). cle : Le Fragonard du parfum et se collection de finité à trente personnes), il neures, il le l'Opéra Garnier, il l'Alle l'Alle

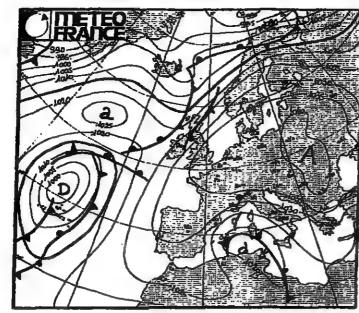
«La de l'Arsenal et ses salons » (l'imité à vingt per-sonnes), 14 h 30, façade de la biblio-thèque (Monuments historiques). Louis», 15 | travers | 16

a Grands ordres religieux : le sémi-le des Dominicains», 15 heures, lise Saint-Thomas-d'Aquin, place tr Thomas-d'Aquin (Approche de «Ls », 15 grande entrée, rue des Ecoles (Paris et son

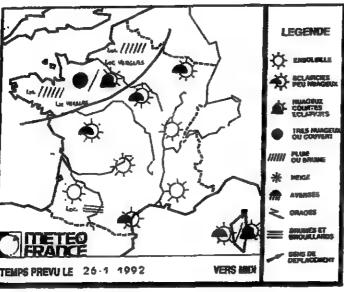
## 

CONFÉRENCES 23, quai de Conti, 14 h 45 : «Les nouvoirs du Sénat. La bicaméra-isme», par Jean Cluzel (Académie des sciences morales et politiques). 31, rue de Condé, 19 heures : « Max Ernst», par G. Institut).

SITUATION LE III JANVIER II O HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 26 JANVIER 1992



porturbation, venant du nord, traversera les régions nord-ouest du pays et gagnero de d'après-midi l'Aquitaine, la Centra les Ardennes Elle cachera le soleil quelques heures sur régions donners au son un ciel très nuageux, des faibles I∥calement vergiaçantes.

Sur les autres régions de la maté sud-est. après dissipation brumes at brouillards, le ciel sera généralement ensoleillé. Cependant, des nuages seront présents sur Langue-doc-Roussillon et Corse.

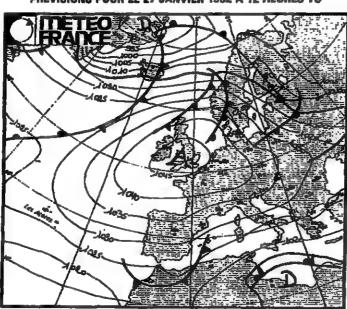
de O degré il 3 degrés sur les régions cótières du nord-ouest M de - Il degrés à - Il degrés dans l'intérieur m de - 1 a - 5 degrés ma Aquitaine Alidi-Pyrénées, et pourtour méditerranéan E Corse.

de 7 degré il il degrés sur la mortié nord m pays d'est en ouest et de degrés à 10 degrés sur la maitié sud, 12 degrés à 14 degrés sur le pourtour méditerranéen et le Corse.

Le mistrel III la tramontane souffleront 1 60 km/h m moyenne et 1

km/h en rafales.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé estrêmes relevées entre le 24-1-1992 à 18 heures TU et le 25-1-1992 à 6 heures TU						
PARIS-MONTS 5 - 1 D PAU 6 - 2 D PERPIGNAN 6 - 2 D PERPIGNAN 6 - 6 C ST-ETHERNE 5 - 5 D	Donner - conce	LUXEMBOURG. B - 4 D MADRID. 11 - 4 D MADRID. 11 - 4 D MEXICO. 20 3 N MEXICO. 20 3 N MEXICO. 20 3 N MONTRÉAL 4 - 21 N MOSCOU. 0 - 3 C NAIROBI 10 - 10 NEW-DELFH 26 13 B NEW-YORK 6 5 D OSLO 10 - 10 " TOKYO 10 - 10 " TOKYO 2 - 8 D SYDNEY				
A B C etcl convert	D N Citel Urage Urage	P T * neige				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins la heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document avec le retuine spécial de la Métégrologie nationale.)

## TÉLÉVISION

Les programmes complets a radio at de télévision aux publiés chaque dans aupplément daté dime de unoi.

Signification as symboles : > signification aux publiés chaque de l'aux de unoi.

Signification as symboles : > signification aux publiés chaque de l'aux de l'a

#### Samedi 25 janvier

TF	1	
		in.

Sébastien c'est fou! 22.35 Magazine : Il Mala 23.45 Magazine:

I Journal et Météo.

## 20.50 Magazine : La Nuit des héros.

22.30 Magazine : Double jeu. 23.50 Magazine : Racines. 1.15 Journal et Météo.

FR 3

- De 20.00 \$ 0.45 La Sent -

#### **CANAL PLUS** 10.10 Téléfilm : Tous mes maris.

III De Les Nuis... l'émission. 22.50 Man d'informations. 22.57 Le Journal du chiene.

#### 23.01 Counts: From pour un minima a

LA 5 22 M SAN : Kojak.

22.25 14 : 1 à Miami. 23.30 Journal de la nuit. M 6

20.40 Téléffim : L l'allegne 22.25 Téléfilm : Le Prix de l'amer.

0.00 Musique : Flashbeck. 0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT 21.01 7.445 : Word du Parc. 12.01 Le Courrier 22.50 Soir 3. 23.10 Trains:

in Hains den her. II. Magazine : Mégamix.

## Dimanche 26 janvier

#### 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.

15.10 Série : Columbo. Sport : Football. Coupe d'Afrique : finale. 18.55 Loto sports. 19.00 Magazine : 7 sur 7, Invité : Charles Pesqua. 20.00 Journal, Tiercé, Météo

et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Le Cerveau. 
22.45 Magazine :
Ciné dimanche.

22.50 Cinéma : Lim homme est mort. m 0.45 Journal et Météo.

## 13.20 Dimanche Martin. (et à 15.50). 14.55 Série : Mac Gyver.

17.25 Documentaire : L'Odyssée aous-marine

18.15 1. 2. 3. Théâtre. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.25 Série : Maguy. 19.59 Journal, Journal du trot et Météo.

20.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes. 22.20 Magazine:
Bouillon de culture.
Invité: Jacques Lanzmenn fil
Voleur de hasards).

23.45 Documentaire: Roule, routier! 0.30 Journal et Météo.

### FR 3

13.50 Magazine : Faut pas rêver. 14.45 Magazine : Sports 3 dimanche 17.15 C'est Lulo! 18.15 Magazine: A vos amount

19.00 Le 19-20 de l'informa-tion. De 19.12 à 19.35, le journat de la région. 20.05 Dessir animé : De nouveaux habits

20.10 Sèrie : Benny Hill.
20.45 Variétés :
L'Olympie a cent ans.
Magazine : Le Divan.
Invité : Tarak Ban Ammar,

22.25 Journal et Météo. 22.45 Histoire de voir. TITRE Cinéma : Toni. 0.10 Musique : Mélomanuit. 0.20 La Flamme olympique en

#### **CANAL PLUS** Magazine : Rapido. 14.00 Série :

Le Gang des tractions.

15.15 Magazine : 24 Heures.

19.10 Sport : Termis.

17.00 Les Nuls... l'émission. 17.56 Le Journal du cinéma. 1000 Cinéma : L'Amour à l'envers, ©

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

## 19.30 Flash d'information 19.35 Ca cartoon.

20.25 Lagazine : L'Equipe du 20.30 Cinéma : Stormy Monday. 48
21.55 Flash d'informations. 22.05 L'Equipe du dimanche.

### LA 5

Tant qu'il y aura 14.15 Série : 15.10 Série : Capitaine Furillo. 16.00 Série : Serie, brigade ses stupu 16.50 Série : La loi est la loi,

17.40 Série : Simon et Simon, 18.30 Série : L'Enfer du devoir. Spécial 20.00 Journal et 20.45 Cinéma :

20.45 Cinema:
La situation em grave
mais pas désespérée. 

22.30 Magazine: Reporters.

23.25 Magazine: Top chrono.

0.15 Journal de la nuit.

#### M 6

13.50 Yallia: Multitop. 16.111 Jeu : Hit hit Ma hourra l 15.25 Série : L'incroyable Huik. 16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : Le Saint. 18.05 Série :

Tomerre mécanique. 19.00 Série : Las Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby Show.

20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Cinéma : Philadelphia

22.20 Cinéma :
Black Emanuelle an Afrique. a 0.15 Six minutes

#### LA SEPT

13.50 Théâtre : fizison de poupée. 16.00 Documenta voumentaire : Isymond Abellio. 17.00 Fontamara. 18.00 Documentaire :

Naples revisitée par Ernest Pignon-Ernest.

18.30 Documentaire:
Robinson dans la lagune. 19.00 Documentaire : Daniel Buren.

20.00 Jean Painlevé au fil de ses films. 20.30 Cinéma : Le Pigeon. Re 22.10 Court métrage : Histoire de Catherine. 22.40 Le Dessous des cartes.

22.45 Cinéma : Lumière d'été, ma

0.35 Court métrage : Au bai du samedi.

# Le Monde

L'ÉCONOMIE

## CARNET DU Monde

#### D<u>écès</u>

La communanté francisca du ent de la rue Marie-Rose, à Paris, M. ct M= Georges Ambiard, M. et M= Jacques Chieq. Mer Jean-Pierre Chleq. leurs enfants et petits-enfants, Et toute le famille, 📺 part du décès 🗮

Jean-Louis CHLEQ, ingénieur E. A.M. et 1EG, tertiaire de Saint-François.

entré dans la paix ... Dieu, le jeudi 23 janvier ............ dans sa quatro-vingt-

La cèrémonie religieuse aura fieu le mardi 28 janvier, à 10 h 30, en la chapelle du couvent des franciscains, 7, rue Marie-Rose, Paris-14 (mêtro Alésia).

L'inhumation and lieu le jeudi 30 janvier, I 10 h II, en II allumation de Vence.

Cet avis and lies a faire-part.

1561, chemia Sainte-Colombe, 06140 Vence. 19. Ind Visco Hugo, 92200 Neuilly, 117, de l'Eygala, Corene.

#### - la roort in François-Didier GREGH,

📰 🌬 19 janvier, 🗉 l'âge 🖦 qua-

[Né le 26 mars 1906 à Paris, François-Didder Gregh était le fils du poète Fernand Gregh et de Arlette Hayem, membre du jun Fermina, Inspec-teur général des finances. Il illé directeur du instère des finances il illé directeur du 1958, directeur du Crédit hyomais (1949-1953), directeur de la Banque internationale pour la se le diveloppement (BIRO) à Washington (1953-1955) et arminus a datal adjoint pour l'économie et les finances à l'OTAN (1959-1957). Lu été ministre d'État de la Princi-pauté de Monaco de 1969 il 1972.]

M. Raphael Hurcl, M. Hurel,
Jean-Michel Solvas-Hurel, Maric VIII a lour Bertille, Laurence Hurch,

M= Merigondo, Ses neveux, nièces, petits-neveux

Et mille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel

survenu 🕨 23 janvier 1992, 🗪 💻

La cérémonic religiouse aura lieu la mardi 28 janvier, à 10 heures, en

Alord était entrè su journai le Alorde, en lans que typographe, le 2 mai 1969. Devenu cadre de l'atelier de labour le 1- juillet 1981, il avait occupé ce poste jusqu'à son départ en pré-retraite fin décembre 1983. Tous, dans l'entreprise, se de ses qualités homaines ai de ses qualités homaines ai de se bonne humeur communicative, valeur essentielle à une époque où se profession fit lace à une mutation technique importants, le passage de l'ère du plomb à celle de la photocomposition. La direction du Monde présente à se famille et à ses proches ses sincères condoléances.]

 M= Raymond Perrier,
 M= Jean Schwartz, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

#### Mª Jess LEVENEZ,

le 30 1991, il Chambéry, qui a rejoint la paix du Scigneur

LEVENEZ,

décédé à l'âge de quarante et un ans, le

Une pensée

- La Wièvre).

Ses parents, Se amis, l'immense manual a la part la la disparition tragique 🛎

ingénieur MELLET,

l'accident d'avion Lyon-Stras-bourg du 20 janvier I Il avoir treute-six ans. Il

i.a i de obsèques e peut encore are i sera communiquée ultéêtre 🗎 📰 sera co

M. Pressoir-Munot,

#### **CARNET DU MONDE** Remaianaments : 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Toutes relatiques \_\_\_\_\_ 92 F

- Pentin

née Symphor-Mosplaise.
épouse,
Geneviève, Francis, Nadine, Michel.
ses cufants. Ses petits-enfants.

Tous ics Alliés et faire faire du décès, le 7 janvier 1992, dans

Guy PERRIN, inspectour général des affaires sociales, ancies élève de l'Ecole normale supérieure, ancien I

de l'administration. conseiller an département le la Sécurité sociale du Bureau international du travail à Genève. expert

auprès des Communautés européennas, professeur associé la faculté la la de

sa volosté, il . . incinéré

## Route du Port-de-Séchez, 74200 Anthy-sur-Léman.

- Julien, Delphine, Sophie, ses enfants. Nicole Dupin,

sa sceur, et ses filles Laurence 🖬 Francoise.

Les familles Bikard et T

and described de

#### Jean-Pierre SCHICK. le 20 janvier 1992, 🗪 u quarante-

Ni III

**Anniversaires** 

- 11 y a am an, le 27 janvier 1991,

Jean-Louis GAY spites " terrible =====

Que ceux qui l'ont me et aimé

- Le 26 janvier I

#### Allee LUIWIHL

Que ceux qui l'ont et aimée aient une pensée affectueuse et aimée

- Il y a cino ans

#### **Michèle**

nous quittait.

#### Soutenances de thèses - Université Paris-IV. 17, rue de la Sorbonne, amphithéatre Guizot, janvier 1992. Il heures. I a subjonctif latin archaïque ». Directeur : M. Guy Serbat.

#### DÉFENSE Nominations

militaires la défense, M. Pierre Joxe, la défense, M. Pierre Joxe, la conseil des ministres du mercredi 22 janvier a approuvé les promet la nominations suivantes :

Terre - Sont promus : général division Jean Vaujour; généraux division, général brigade Maurice la la et Eugène Audren; généraux brigade, la coloneis Philippe Mansuy, Bernard Christian Piquemal.

Mariae. - Sont promus :

· Marine. - Sont promus : vice-amiral, contre-amiral Gérard Gazzano; contre-amiral, Rémi Monaque.

Sont nommés : commandant de l'arrondissement maritime Lorient, le contre-amiral Jean Dambier; commandant Farrondissement maritime de Cherbourg
préfet maritime de la Manche et
la mer du Nord, le contre-amiral Philippe Canonne.

• Air. - Sont promus : général de corps aérien, général de division aérienne, général de division aérienne, général de brigade aérienne du corps officiers l'air Yves Gloanec.

Armement. - Sont nommés : ingénieurs de classe, ingénieurs en de classe, de l'armédial Daniel Reydellet, charge de mission auprès du directeur des contract navales, et Jean-Paul

Est chargé 💼 🖥 sous-direction Prospective - 5 systèmes du series technique se construcet armes : l'ingénieur général : Pierre Sal

مكنا من الأصل

3. 312.46

Martin and **电影性性性** Tax County ( 

Alder And **电影** on the same male changes a partie of

+ - A-4-1 an institute " 我是这个事情。

Time the second

W REAL PROPERTY.

IN PARK AT THE PARK AND AND ADDRESS OF THE PARK AT THE Company of the same × CHEROL CONTRACT To leave the second A SECTION

FORE THE 5 (C. 42 18 18)

of Superior Property and the second second

with the William Contraction 1

## **ECONOMIE**

#### BILLET

#### Reprise?

1992 devrait être l'année de le reprise. Le président George Bush l'annonce. La Bourse de New-York l'anticipe, battant, semaine après semaine, ses records à la hausse. Le retour à la prospérité, pourtant, se fait attendre et les nouvelles d'outre-Atlantique se font au contraire chaque jour plus inquiétantes. Les industriels américains, prudents ou tout simplement les mains dans le cambouis, coupent dans les dépenses, suppriment des emplois à tour de bras. Et plus que la reprise, ils jouent la compression des coûts en espérant qu'une cure d'austérité ramènera les profits.

C'est le fleuron de la technologie américaine, iBM, dans le rouge pour la première fois de son histoire, qui annonce 20 000 nouvelles suppressions d'emplois cette année, ramenant ses effectifs à ceux de... 1972. C'est le premier constructeur automobile mondial, General Motors, qui, avec une ampleur à la démesure de sa taille, décide da farmer en quatre ans 21 de ses 38 usines, coupant au passage 74 000 emplois. C'est encore le géant United Technologies, centré pourtant sur des métiers d'avenir (aéronautique, espace...), qui prévoit la fermeture d'une centaine de ses établissements à travers le monde et une diminution de 7 % de ses effectifs (13 900 emplois), dont 12 % du personnel

d'encadrement.

Hors les cas particuliars de la Grande Bretagne et de la Scandinavia, les Européens, portés l'an dernier par la réunification allemande, s'espéraient à l'abri. Peuvent-ils encore le croire, quand c'est dorénavant du cœur du Vieux Continent, de sa partie la plus prospère, qu'arrivent des signaux toujours plus alarmants. Les chimistes allemends evalent annoncé des coupes daires dans leur personnel - 5 000 emplois supprimés, dont 4 000 en Allemagne pour BASF, par exemple. Ils sont désormais rejoints par le suisse Ciba-Geigy, qui prévoit à son tour de 5 000 à 9 000 suppressions d'emplois voir a autre pard. La France n'échappe pas au phénomène. Dans l'automobile, tout particulièrement, PSA. qui multiplie les journées de chômage technique chez Citroen, vient

encore d'annoncer 1 421 suppressions d'emplois chez Peugeot. Et Renault prévoit d'alléger ses effectifs de 3 746 postes cette année... D'Amérique en Europe. d'Allemagne en France, la raprise, pour l'instant, est celle du chômage et des ficenciaments. PIERRE-ANGEL GAY

#### En Franche-Comté

#### Vrais frontaliers et faux chômeurs

Pour découvrir de faux chômeurs, la préfecture de Franche-Comté, avec la collaboration des ASSEDIC du Doubs-Jura et la police de l'air et des frontières, a, le 24 janvier, procédé à un contrôle systématique, à la

L'opération, menée depuis trois mois, a déjà permis d'interpeller quatorze travailleurs frontaliers qui percevaient indûment des allocations de chômage, alors qu'ils travaillaient régulièrement en Suisse.

Salon des estimations, réslisées dans le cadre de l'enquête, 3 % à 4 % des frontaliers se livreraient à cette escroquerie dans la région Franche-Comté, soit environ 500 personnes. Les coupables sont passibles du tribunal correctionnel et risquent une paine de un à cinq ans d'emprisonnement, ainsi qu'une amende de 3 600 francs, au minimum.

## La réunion des ministres des finances du G 7 à New-York et l'aide aux pays de l'ex-URSS

## Les Japonais acceptent une revalorisation de leur monnaie

de notre envoyé spécial

S'agissant de stimuler une crois-sance mondiale languissante, les pres-sions sont particulièrement fortes sur l'Allemagne et le Japon, les deux pays moteurs de l'année écoulée mais qui connaissent actuellement un net ralentissement. Sortant d'une période de surchauffe, Tokyo ne souhaite pas prendre de mesures de relance immédiate mais acceptera une revalorisa-tion du yen de manière à favoriser une réduction de ses énormes surplus commerciaux (lire page 18 la rubri-que « Devises et or »).

Pour travailler trop et trop bien, les Japonais devaient à nouveau être, avec les Allemands, sur le banc des accusés, le 25 janvier lors de la réunion des ministres des finances du G7. Symbole de sa puissance industrielle, l'énorme surplus commercial dégagé par le Japon en 1991 (78,2 milliards de dollars, soit 430 milliards de francs) sera naturelement au centre des débats. Pour iement au centre des débats. Pour relancer la croissance mondiale, ses partenaires demanderont à Tokyo

Après la publication, le 20 janvier,

des résultats du commerce extérieur nippon pour 1991, M. Hata, le ministre japonais des finances, arrive à New-York avec un lourd handicap. Pour la première fois depuis 1986 en effet, Tokyo a enregistré l'an de mier les automorphisms automorphisms en les forts en de une augmentation - très forte - de son excédent commercial. Il est passé de 52,4 milliards en 1990 à 78,2 milliards en 1991. Il avair atteint un sommet en 1986 (82 milliards de dollars) et était en baisse constante depuis. Malgré un marché mondial déprimé, les exportations japonaises, notamment d'automobiles et de matériels électroniques, ont fortement progressé (plus 9,6 %). En revanche, après plusieurs années d'augmentation (plus 16 % en moyenne entre 1986 et 1990), les importations japonaises ont stagné (plus 0,7 %).

Les responsables nippons tentent bien d'expliquer le gonflement de cet

appréciation sensible du yen. S'ils jugent « désirable » la revalorisation de leur monnaie, les dirigeants nippons seront beaucoup plus réservés sur les autres recommandations des Américains et des Européens.

et avec l'Asie – par des facteurs conjoncturels (la baisse du prix du pétrole, la hausse du yen ou le déclin des importations de produits de luxe après la chute de la Bourse et de l'immobilier). Ils n'arrivaires que es conjoncturels (la baisse du prix du pétrole, la hausse du yen ou le déclin des importations de luxe après la chute de la Bourse et de l'immobilier). Ils n'arrivaires que es conjoncturels (la baisse du prix du pétrole, la hausse du prix du prix du pétrole, la hausse du prix du pr convaincre leurs partenaires que ces surplus vont se contracter spontané-

#### Une méthode peu conforme an libéralisme

Alors que faire? Obliger, comme veut le faire l'administration amériveut le faire l'administration améri-caine, les Japonais à acheter des pro-duits étrangers est une méthode peu conforme au libéralisme économique affiché par Washington. Elle semble aussi peu efficace : les industriels nip-pons ont déjà fait savoir qu'ils esti-maient n'avoir pris aucun engage-ment, et que les achats annoncés na sont que des objectifs.

Les membres du G7 demandant à Tokyo une politique économique plus expansionniste. Comme il l'a déjà fait savoir à ses visiteurs récenta, le ministre des finances japonais estime avoir déjà adopté les disposi-tions nécessaires. Face au ralentissement économique en cours le gouver-nement va soumettre à la Diète un

projet de budget avec des dépenses en hausse de 2,7 % et des financements destinés aux travaux publics en progression de 10 %. Depuis juillet dernier surtout, la Banque du Japon a sensiblement assoupli sa politique monétaire, procédant à trois reprises à des réductions du taux d'escompte officiel de 0,5 %. Après la dernière baisse, le 30 décembre, ce taux est à 4,5 %.

M. Hata considère que cette politique devrait permettre d'atteindre pour l'année fiscale 1992 (du 1ª avril 1992 au 31 mars 1993) une croissance de 3,5 % – elle a été de 3,7 % en 1991. Mais il souligne surtour que, contrairement à l'année écoulée, contrairement à l'année écoulée. la croissance - sans inflation (3,1 % en 1991) et sans chômage (un taux de 2,1 % actuellement) - devrait, en 1991, être tirée par la demande interne (une hausse prévue de 3,6 %) et donc conduire à une contraction de l'excédent commercial.

Ces prévisions provoquent un grand scepticisme parmi les écono-mistes des banques. La plupart d'entre eux s'attendent de ce fait à une nouvelle réduction du taux de l'escompte, en février ou mars, par la Banque du Japon. La progression de

extrêmement faible (un rythme de 2 % en décembre, une moyenne de 3,7 % sur l'année).

S'il se refuse à accélérer la croissance par le budget ou par la monnaie, en revanche, le gouverneme japonais est plus ouvert à la demande de ses partenaires en faveur d'une appréciation du yen. Il s'agit d'aune évolution désirable», a expliconcertée des banques centrales japo-naise et américaine de la fin de la semaine dernière et sans donner d'indication sur l'ampleur de cette appréciation souhaitée. Depuis cette intervention des banques centrales, le dollar est autour de 123 yens - au lieu de 128 il y a encore quelques jours. Cette revalorisation du yen industriels nippons. Après avoir massivement investi au cours des cinq demières années, ils vont pouvoir maintenant vendre à des prix élevés des produits de meilleure qualité et sur lesquels ils ont parfois une posi-

**ERIK IZRAELEWICZ** 

## Les milieux agricoles américains trouvent que l'effort des Etats-Unis en faveur de la CEI est encore très insuffisant

de notre envoyé spécial

a Pour l'instant, ils paient, comme le confirme le Journal of Commerce. En dépit des difficultés. Mais il faudra attendre le mois de février. C'est à ce moment-là que les paiements venant à échéance seront les plus importants. » Dans la bouche de ce spécialiste des questions agricoles à Washington, «ils», ce sont les représentants de l'ancienne Union soviétique, regroupés au sein de la Commu-nauté des États indépendants (CEI) à qui les fermiers américains vena qui les territers americains ven-dent jusqu'à présent quelque 25 % à 30 % de leurs exportations de produits agricoles. Devenu le « gre-nier à bté» de l'ex-URSS, le Mid-dle-West américain suit avec atten-tion la solvabilité de l'un de ses principaux clients (un seul défaut de paiement stopperait aussitôt le mécanisme des garanties de crédits d'accroître les exportations céréalières des Etats-Unis, qui ont baissé de 28 % en diz ans.

A cet égard, les 645 millions de dollars (3,5 milliards de francs) d'aide humanitaire supplémen-taires annoncés le 23 janvier par le conférence de Washington sur l'as-sistance aux Républiques de la CEI ne seront pas d'un grand secours pour les fermiers américains. Cette aide comprend certes un volet alimentaire, mais aussi un important chapitre d'assistance technique.

De plus, une bonne partie des denrées qui seront acheminées à partir du 10 février prochain à

l'occasion d'un pont aérien établi par l'US Air Force entre ses bases de Francfort et les douze Républides... rations militaires laissées intactes par uae guerre du Golfe décidément trop courte par rapport aux prévisions de l'intendance. D'où l'espoir que le lobby agricole place plutôt dans le Congrès pour obtenir de nouvelles garanties de polte serioules à l'est l'ESS. prèts agricoles à l'ex-URSS.

Ainsi M. Pat Roberts, l'élu républicain) du Kansas à la Cham-bre des représentants, s'est-il empressé d'annoncer le 20 janvier, devançant ainsi le président Bush, que la Maison Blanche allair inclure dans son prochain budget une rallonge de l milliard de dol-lars destinée à promouvoir les exportations agricoles américaines. Decision dont pourraient bénéfi-cier les Républiques ex-soviétiques.

#### Le poids de l'assistance technique

Sur les quelque 4,5 milliards de dollars (24,7 milliards de francs) d'aide promis par les Etats-Unis à ce jour, seulement 165 millions de dollars consistent en une aide humanitaire d'urgence. La majeure tance technique (500 millions) et, surtout, 3,75 milliards de dollars de crédits agricoles garantis. Encore ces 165 millions n'ont-ils pas été versés en intégralité. Grâce au soutien actif de l'Eglise arméau souver actir de l'egise arme-nienne d'Amérique, en liaison étroite avec sa terre d'origine, l'Ar-ménie devrait recevoir à la mi-fé-vrier les 15 millions de dollars qui

lui reviennent, sous forme de blé et de beurre pour l'essentiel. La Russie, en revanche, où la corruption et la désorganisation des réseaux de distribution compromettent sou-vent l'assistance étrangère, devra attendre plus longtemps les 150 millions de dollars qui lui sont des-

Parallèlement à ces dons, l'admi-

nistration a accordé sa garantie, via un organisme spécialisé (Commo-dity Credit Corp), à trois tranches de crédits destinées à permettre de crédits destinées à permettre aux anciens pays socialistes d'acheter des produits agricoles américains. Le premier crédit, de l'miliard de dollars, a été accordé début 1991 (et utilisé en août de la même année), le second, de 1,5 milliard, consenti en juin 1991 (et utilisé en novembre), tous deux au profit de l'ancienne Union soviétique la troisième tranche destinée que. La troisième tranche, destinée cette fois à l'ensemble des Républiques, d'un montant de 1,25 mil-liard, a été utilisée à houteurs milliard des son attribution, en novembre dernier. Le solde devrait être utilisé en trois montants égaux de 250 millions chacun en février, mars et avril prochains.

Ces exportations bénéficient d'un traitement privilégié, seuls les intérêts étant payables tous les six mois, le remboursement du tiers du principal intervenant au bout de la première année (il est attendu dans les prochains jours pour le crédit accordé début 1991). Les principales quantités livrées por-tent sur du blé, de la farine, des céréales fourragères, des tourteaux et grains de soja, des huiles végé-tales, de la viande de volaille et du

houblon. Pourtant, les milieux agricoles américains considèrent que l'effort consenti par Washington est encore très insuffisant et ils craignent que l'ex-URSS ne se tourne vers d'autres fournisseurs, européens bien sûr, pour satisfaire ses besoins croissants. Le président Bush a bien accordé 1,25 milliard de garanties de crédits agricoles en novembre dernier, mais Moscou réclamait trois fois plus, comme le faisait récemment remarquer M. Randy Gordon au nom du syn-dicat américain des producteurs de céréales, déplorant la retenue de l'administration. De son côté, la fédération des fermiers américains, réunie quelques jours plus tard à Kansas-City, réclamait de la Mai-son Blanche des mesures qui lui permettraient d'écouler davantage de produits agricoles en dehors des frontières. Avec ou sans danger de

A cet égard, l'initiative des fermiers du Dakota du Nord mérite d'être relevée. Déjouant les pièges de la désorganisation en Russie, ils ont pu faire parvenir sans encombre en novembre dernier un don de 100 tonnes de farine à la population de Saint-Pétersbourg. Par quel miracle? C'est finalement assez simple, explique l'avocat qui s'est chargé de l'opération. Il suffit de s'inspirer du mécanisme qui a permis de mener à bien le programme d'aide humanitaire mis en place par le secrétaire américain au commerce, Herbert Hoover, pour aider la Russie lorsqu'elle était en proie à la famine. C'était en 1921...

## «La réforme de la politique agricole européenne ne sera défavorable qu'aux gros exploitants» déclare M. Jacques Delors à Châteauroux

« Le projet actuel servant de base à la négociation du GATT est scandaleusement défavorable à l'Europe. c'est pourquoi nous l'avons refusé ». a déclaré le 24 janvier à Châteauroux M. Jacques Delors, qui clôturait un colloque sur le thème « L'espace rurai, une chance pour la France et pour l'Europe». « Mais s'il faut être ferme et coura-geux vis-à-vix des Etats-Unis, soyons aussi ouverts au tiersmonde », a-t-il ajouté.

Le président de la Commission européenne a indiqué que dans les négociations du GATT a il n'y avait pas que l'agricultures et que a sur l'industrie et les services l'Eu-

a Toyota dément avoir conclu un accord d'autolimitation en France. -Le constructeur automobile japonais Toyota Motor Corp. a démenti vendredi 24 janvier avoir « passé un accord » avec le gouvernement français pour limiter les ventes en France de voitures particulières fabriquées en Europe, en echange du feu vert obtenu pour le rachat de 35 % du capital de son distributeur sur le marché français.

potentialités considérables ». A propos de la réforme de la politique agricole commune (PAC), il a visoureusement soutenu les propositions de son collègue le commissaire Mac Sharry, indiquant : « Cette réforme sera bénéfique à l'agriculture européenne et francaise. » « Elle n'est contraire qu'aux intérêts des gros exploitants qui devront faire un effort s, 2-t-il ajouté, s'adressant aux dirigeants des syndicats agricoles et fustigeant « les discours du dimanche d'hommes politiques français v. L'objectif de la réforme de la PAC est de maîtriser les productions et

Nissan, comme nous l'annoncions dans nos colonnes (le Monde du 25 janvier), a également démenti formeliement avoir conclu un accord du même genre.

 Scandale autour d'une nouvelle campagne publicitaire de Benetton.
 La nouvelle campagne publicitaire de la firme italieane Benetton, qui doit paraître le 19 février dans les magazines britanniques, fait à nouveau scaudale outre-

rope pouvait mettre en avant des d'« arrêter la guerre des subven-potentialités considérables ». A proau détriment des pays pauvres».

Le président de la Commission a aussi pris l'engagement de proposer à ses collègnes et aux gouverne-ments, une augmentation de 50 %, sur la période 1994-1998, des crédits européens consacrés à l'aména-gement rural. Ces propositions financières seront rendues publi-ques le 11 février. Elles concerne-ront aussi, sur le plan industriel, le soutien à quatre secteurs : le textile, l'automobile, l'électronique et l'informatique, les industries d'ar-

Manche. Cette campagne de six photos comprend notamment des clichés d'un malade du sida qui agonise sous les yeux de sa famille et d'un soldat brandissant un os humain et un fusil. Plusieurs magazines, dont les éditions britanniques de Elle et de Marie-Claire, ont refusé de diffuser cette cam-pagne, tandis que des députés conservateurs et des associations d'aide aux malades du sida ont

demandé l'interdiction de la photo

Un déficit

de 10,3 milliards de roubles

#### Le Parlement russe adopte un budget d'austérité pour le premier trimestre 1992

Le gouvernement russe est parvenu, vendredi 24 janvier, à faire adopter par le Parlement un budget d'austérité pour le premier trimestre 1992, après avoir brandi le spectre d'une catastrophe financière. Pour les trois premiers mois, le budget serait de 420 milliards de roubles. Les coupes importantes concernent surtout la défense, dont le poste budgétaire ne représente plus que 450 millions de dollars (50 milliards de roubles), soit une réduction à 4,5 % du produit national brut.

Le déficit prévu pour le premier trimestre (10,3 milliards de roubles) est principalement dû à l'aug-mentation des salaires et des aides. Les demandes présentées par les parlementaires russes, notamment pour l'armée, l'éducation et la médecine, auraient porté le déficit à 276 milliards de roubles, contre 108,4 milliards de roubles pour 1991 (environ 20 % du PNB). Le texte adopté par les députés prévoit par ailleurs que le Parlement cède au gouvernement la responsabilité du budget. - (Reuter, AFP.)

#### Les difficultés de la chimie Ciba-Geigy va supprimer de 5 000 à 9 000 emplois sur deux ans

Après les allemands Bayer et BASF, le groupe suisse Ciba-Geigy, leader mondial de l'agrochimie et un des géants du médicament, va procéder à des coupes importantes dans son personnel (nos dernières éditions du 25 janvier). Au cours d'une conférence de presse donnée vendredi 24 janvier à Paris, M. Alexandre Krauer, président du conseil d'adsuppressions d'emplois concerne-raient 10 % du personnel employé en Suisse (22 000) et plus généra-lement entre 5 % et 10 % des effectifs mondiaux du groupe (92 000 personnes). Au total, en l'espace de deux ans, entre 4 600 et 9 200 personnes perdront leur travail.

M. A. Krauer a justifié ces mesures par la nécessité de consolider la situation financière du groupe, affectée par un très mauvais exercice 1990. A l'époque, le conseil de Ciba-Geigy avait pris la décision de mettre tout en œuvre pour accroître de 3 % par an, et ce jusqu'en 1994, la marge brute consolidée.

#### Pessimisme en 1992

Les comptes de 1991, non encore finalisés, se sont déjà amé-liorés, Mais M. Krauer a confirmé les déclarations possimistes du

professeur Wolfgang Hilger, président de la Fédération de la chimie allemande mais aussi du puissant groupe Hoechst, qui ne prévoit aucune reprise dans la chimie pour 1992. Les grandes découvertes se raréfient, et il ne devrait pas y avoir de grande révolution, ni dans la pharmacie ni dans l'agrochimie, avant que les biotechnologies n'aient fait leur preuve. En attendant, le groupe prévoit

d'augmenter ses activités dans l'automédication (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires actuellement), surtout aux Etats-Unis (anti-inflammatoire) adapté au marché des produits vendus sans ordonnance. M. Krauer estime en effet qu'au-delà de l'an 2000 ne survivront au choc du blocage des prix imposé par les organismes de protection sociale que trois types d'entreprises : celles ayant une forte capacité d'innovation, les fabricants de génériques (copies de médicaments de marque) et les firmes orientées sur... l'automédi-

Enfin, le président Krauer a confirmé que le nouveau centre de biotechnologies de Ciba-Geigy, d'un coût de 700 millions de francs, scrait installé à Huningue (Haut-Rhin). Mais que, si les autorités françaises refusaient de donner leur autorisation, le groupe serait contraint d'implanter cette nouvelle unité aux Etats-

ANDRÉ DESSOT

## **POLITIQUE**

18 Le Monde Dimanche 26 - Lundi 27 ianvier 1992 •

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 JANVIER 1992

#### **PARIS**

## En demi-teinte

Après quatre INDICE CAC 40 semaines de presque euphorie, la Bourse de Paris a connu pour celle qui vient de s'écouler une for-

tune plus diverse.

Mais on ne saurait l'en blamer, il faut bien consolider ses positions à un moment ou à un autre. En conséquence, les valeurs françaises, après deux séances relativement stables (0,32 % et 0,11 % de gains kındi et mardi), baisseront de façon très sensible mercredi (-1,42 %), puis contenue jeudi (-0,14 %) avant de se reprendre finalement vendredi à mi-séance et terminer la semaine sur un progression de 0,61 % à 1 849,92 points. Quoi qu'il en soit, le médiocre bilan de la semaine (- 0,54 %) n'aura pas réussi à mettre à mal celui du

La Bourse de Paris a, en effet. au cours du terme boursier écoulé, réussi à inscrire une performance qui classe la liquidation de janvier avec ses 13,2 % de gains parmi les plus belles que la place ait connues depuis près de quatre ans. Il faut remonter au mois de juin 1988 pour retrouver une telle hausse movenne des valeurs françaises. Pour mémoire, au cours de ce terme, l'indice CAC 40 s'était inscrit à l'époque en hausse de 12,95 %. Le précédent record absolu étant de 18,43 % au mois de février de la même année.

L'optimisme affiché depuis le

<u>Pétroles</u>

début de l'année diminuereit-il? mières semaines de l'an sur l'essentiel des bonnes nouvelles, ont élargi leur horizon. La semaine précédente, déjà, le déficit com-mercial américain avait pesé sur la place parisienne, non pas qu'il soit axcessivement élevé, mais surtout marqué par une baisse des importations, caractéristique de la récession. Cette semaine, la marché, qui commencait à s'essouffier, a marqué une pause alors que d'outre-Rhin venaient les premiers nuages. Les difficultés que rencontre actuellement le chancelier Kohl face aux négociations salariales laissent toujours craindre des répercussions sur la politique monétaire allemande. Calmer l'appétit des partenaires sociaux en renchérissant le coût

souffert. Et comme celui-ci influence toujours le marché des En ce sens, à la veille de la réunion des ministres des finances du groupe des 7 qui devait se tenir à New-York, le 25 janvier, M. Pierre Bérégovoy interrogé par FR 3 a déclaré attendre « un signal de confiance » de la part des Allemands, Les Allemands, equi ont une inflation trop forte et des

du crédit ou en ne le baissant

pas : ces préoccupations ont pesé sur l'évolution des bunds.

Le MATIF, outre la pause qu'il s'est accordée après l'euphorie

des dernières séances, en a

Les boursiers, après s'être l'Europe et du monde. C'est l'en-concentrés au cours des pre-jeu de la réunion de New-York.» e lis augmentent leurs taux d'intérêt sans réduire l'inflation. Ouent aux Américains, «ils baissent leurs taux d'intérêt sans que la reprise s'accélère beaucoup. »

#### BSN. Perrier. Nestlé et les autres

Plus près de nous, la période écoulée aura été fertile en rebondissements selon la formule consacrée. Dès lundi, l'attention des opérateurs s'est portée sur le secteur agroalimentaire en général et Perrier en particulier. L'annonce d'une OPA (offre publique d'achat) lancée par Nes-tlé at Suez sur l'entreprise de Vergèze a non seulement stimulé le marché mais aussi levé un peu du voile sur les grandes manœuvres européennes dans le secteur agroalimentaire. Toutes les valeurs plus ou moins concer-nées par l'affaire ont été recherchées, à l'exception d'Exor et de Perrier (dont la cotation a été suspendue par la Société des Bourses françaises). Ce fut le cas de BSN qui le même jour s'inscrivit à son plus haut cours histori-que à 1 194 francs. BSN aura finalement été la valeur la plus entourée cette semaine.

Puis vint le tour de l'automobile. Paugeot s'est, lui aussi, inscrit au plus haut de l'année, l'annonce de 1 400 suppressions d'emplois à l'usine de Sochaux nt supposer aux boursiers dénués de cœur - que la firme

Buf. Gold M..

Drief. Cons...

Sainte-Helena

LVMH

Pernod-Ricard....

ronous isint-Louis

**Alimentation** 

24-1-92 Diff.

218,50

386 50 158,50 70,60 19,60 32,20 31,60 36,50 220

24-1-92

2348 -144,40 + 1395 -4338 + 171,10 +

24-1-92

535 289 79,7 146,3 50,1 1,64

614

2750 1075

Mines, caoutchouc

Diff,

11

Diff.

L3

4 0,3 0,7 3,9 9,61

améliorerait sa productivité face à ses concurrents japonais. Plus concrètement, selon les opérateurs, le lancement d'une émission obligataire en eurofrancs de 500 millions de francs par Peugeot Finance International NV avec la garantie de Peugeot SA ne serait pas étrangère à cette progression, la performance de

obligation étant liée à la hausse du titre. Cet emprunt constitue selon PSA Peugeot-Citroën « une ressource à des conditions attractives qui sera utilisée dans le cadre du refinancement des opérations de financement du groupe ».

Pour conclure, la Banque de France vient de rendre publique une étude, portant sur l'année 1990, mais dont le contenu n'est pas sans intérêt. A la fin de l'année prise en compte, les ménages demouraient toujours les principaux détenteurs d'actions françaises avec 34 %, chiffre en recui d'un point sur l'année précédente. Ils étaient suivis par les sociétés (23,9 %), les entreprises d'assurances, caisses de retraite et OPCVM (20,7 %) et les non-résidents avec 20,5 %. Toujours selon l'enquête, le portefeuille moyen par compte-titre s'établissait à 169 500 francs. Toutefois, il reste préférable d'être chef d'entreprise que salané non cadre, le premier ayant un portefeuille représentant deux fois et demie le portefeuille moyen, c'est-à-dire cinq fois

FRANÇOIS BOSTNAVARON

## bles», doivent tenir compte de

besoins de capitaux considéra-

BP-France 123,90 - 1,10 ELF-Aquitaine 362,70 - 10,30 Esso 662 + 53 Primagaz 5348 + 7 Total 1074 - 18 Exton 724 - 18 Exton 1786 - 30 Petrofina 786 - 30		24-1-92	Dill.	
430,00 - 4,40	ELF-Aquitaine	362,70 662 637 348 1 074	- 10,30 + 53 + 6 + 7 - 18	

### Banques, assurances, sociétés d'investissement

	24-1-92	Diff.
AGF  AXA (ex-Cic Misis)  Basil Equipement  Bancaire (C*)  Cetelom  CCF  CFF  CFI  Chargeurs  C. Local de France  CPR  Eurafrance  GAN  Locindus  Paribas  Schneider  Société générale  Sovac	489 902 96 511 722 169 299,60 I 015 223,60 266 1 457 I 885 691 342 656 495	+ 1 - 18 + 0,10 + 2 + 3 - 6 - 59 + 0,60 - 15
uez (C* fin.)	312,60 513	

#### Matériel électrique

	24-1-92		Diff.
Alcard-Alsthon	582	÷	10
CZEE	209,9	-	3.1
Générale des caux	2 058	<b>I</b> -	64
latertechnique	695	<b>I</b> -	20
Labinal	738	ļ.	22
Legrand	3 979	ļ.	79
Lyon. des caux	479	I÷	18.5
Matra	194	ļ.	11
Merlin-Gerin	530	+	9
Moulinex	165	l-	2
Radiotechnique	476	۱.	16
SEB	1 875	ŀ÷	45
Sext-Avionique	221	+	9.6
Thomson-CSF	148.5	÷	12
1BM	512	١-	13
ITT	320,20	<b> </b> _	3
Schlumberger	343.1	+	1.6
Siemens	2 220	-	8

	24-1-92	Diff.
Accor	723	- 12
Air liquide	686	- 16
Arjomari	1 865	inch.
Bic (1)	622	+ 17
Bis	320	- 9,50
CGIP	1 090	- 8
Club Mcd.	473	- 8
Essilor	339,10	- 5.80
Euro Disney	141,70	- 5,30
Europe 1	865	- 22
Eurotunad	43,40	- 4
Groupe Cité	472	- 7
Hachette	158,50	- 3
Havas	447.90	- 3.90
Marine Wendel	310	- 1,50
Navigation mixte	[ 230	- 4
Nord-Est	97	- 5
L'Oréal	731	- 17
Saint-Gobain	492	+ 5
Sanoti	1 089	+ 4
Sauloes Châtilion	226.50	- 8.50
Skis Rossignol	835	- 25

#### Bâtiment, travaux publics Mines d'or, diamants

	24-1-92	Diff.
AuxiL d'entr.	920	- 49
Bouygues	554	- L
Ciments français	278	+ 12,5
OTM	354	+ 13,50
Immob. Phénix	145	- 14
J. Lefebyre	870	+~.9
Lafarge-Coppée	467	7 20
Polict	452	- <b>3</b> 4_

#### Filatures, textiles

	24-1-92	Diff.
Agache (Fin.)	850 708 2 580 291,90 1 425 462 859 5 050 19,9	+ 5 + 30 - 10 + 19,2 - 10 - 16 + 36 + 10 - 0,25

#### Produits chimiques

	24-1-92	Diff.
Inst. Mérieux	4 740	+ 226
Roussel-Uclai	1 820	+ 20
Synthélabo	1 087	+ 37
BASF	838	+ 3
Bayer	1 013	+ 12
Hoechet	840	- 8
Imp. Chemical	120,30	- 23
Norsk Hydro	125	i – 17

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 5 janvier 1990

COURS		ÉCHÉANCES	
	Mars 92	. Juin 92	Sept. 92
Premier	108,76	109,82	109,86
+ baut	108,861	109,88	109,88
+ bas	108,58	109,72	109,86
Dernier	108,66	109,78	109,86
Compensation	108,66	109,76	109,80

LE VOLU	ME DES 1	RANSAC	TIONS (er	milliers d	le francs)
	17-1-92	20-1-92	21-1-92	22-1-92	23-1-92
RM Comptant	3 425 914	2 997 274	3 230 306	2 649 267	_
R. et obl. Actions	7 165 280 173 781	6 103 839 136 852	5 367 267 1456314		-
Total	10 764 975	9 237 965	8 743 204	10 363 934	_
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1991)					
Française Étrangères .	106,2 106,7	106,3 106,6	106,2 106,6	105,2 106,3	105,2 106,5

cuangeres .1	100,7	1	100,0	ı	100,0	1	106,3	ı	106'2
	INDIC	ES	CAC (di	a İt	ındi au	ven	dredi)		
	20-1-92	I	21-1-92	Ι	22-1-92	I	23-1-92	I	24-1-92
Indice gén.	502,3	L	504,3	I	501,3	1	498,7		495,2
	(ba	se	1000, 31	dé	cembre	198	7)		
Indice CAC 40	1 865,85	I	1 867,91		1 841,32	I	1 838.69	ı	1 849.91

#### Métallurgie, construction mécanique

24-1-92	Diff,
324	+ 14
376	- 10
1 320	[_ ]ĭ
353	- ž
488	+ 24
690	l- 13
1622	- 32
739	+ 14
,	l- ii
257	هه ∔ا
	324 376 1 389 353 488 690 1 622 739 603

#### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT Traitées au RM (\*)

	Nore de titres	Val. en. cap. (F)
B.S.N		2181812848
Elf Aquitaine	2 389 653	880 610 633
Eanx (G. des)		801 374 141
Peugeot-SA		798 753 219
Total cat. B		746 432 471
Alc. Alsthorn	1 237 849	720 585 724
LVMH MH.		640 291 771
Air Liquide	577 508	626 291 241
Lyon Dumez	1 216 158	564 701 756
Carrefour	224 165	521 717 513
Saint-Gobain	1 045 433	511 452 952
Eurot, SA-PLC	9 249 341	431 826 946
Suez (C. de)	1 370 538	428 508 390
EurDisz. SCA	1 922 647	336 370 686
(*) Du vesdredi	17 janvier	1992 at jendi

Valcurs	Harmence The	Valeurs	Bajis
Olipar Plastic Osumum GAN Sounter Allib. Matra Polist Esso ALISP! Bast Fquipest. Concept Concept Sizes Concept	+ 84 + 52 + 52 + 52 + 52 + 52 + 52 + 52 + 5	Eurotonnel UFB Locabail Penhoë Truffiss Truffiss Truffiss Trufiss Thomson-CSF Dev. Pas-Calais SSN Cerus CFF Unibail Segid Laum Phenix Nord-Fist	- 8 8 7 6 6 6 6 6 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5

MARCHE LIB	RE DE	L'OR	d'optimisme du marché.					
	Cours 17-1-92	Cours 24-1-92	Indices «FT» du 24 janvier : 100 valeurs 2 510,4 (c . 2 536,7);					
Or fin fidio on berne]	389 620	62 400 62 950 360 423	30 valeurs 1 944,9 (c. 1 966,8); mines d'or 152,6 (c. 159,2); fonds d'Etat 87,70 (c. 87,74).					
Pièce suisse (20 fc.)	366 366 360	380 366 351	Cours 24 janv.					
Scorenin — — — — — — — — — — — — — — — — — —	470 480 362	460 450 380	Rowater					
Files de 20 delles	2 080 1 082,50 590 2 356	2 065 1 087,50 615 2 370	Corrisulds 5,10 5,19 De Bears 16,38 16,32 Glaxo 8,36 8,40 GUS 18,13 18,25					
e - 20 marks	445	440	101 17.54 12.49					

Cas pièces d'or as sunt coties cur'à la m

## celui du second...

1	24-1-92	Diff,
Alspi	324	+ 14
Dassault Aviation_	376	- IO
De Dietrich	1.389	[- i
Fives-Lille	353	- 2
Penholt	488	+ 24
Peugeot	690	l- i3
AGEM	1 622	- 32
trafor, Facona	739	+ 14
Valeo	603	l- ii
Vallourec	252	+ 4.50

	TAINE DE	YEL GIL	,
	titres	casp. (F)	ł
B.S.N	1926435	2181812848	ı
Elf Aquitaine	2 389 653	880 610 633	ı
Eanx (G. des)	383 646	801 374 14L	1
Pengeot-SA	1 102 412	798 753 219	ı
	679 306	746 432 471	ı
Alc. Alsthorn			
LVMH MH.			l
Air Liquide	577 508	626 291 241	!
Lyon. Dumez "		564 701 756	ı
Carrefour	224 165	521 717 513	
Saint-Gobain			
Eurot, SA-PLC			
Suez (C. de)	1 370 538	428 508 390	
EurDisp. SCA	1 922 647	336 370 686	
(*) Du vendredi 23 janvier 1992 in	17 janvier cies.	1992 atr jendi	

#### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valcers	Harmesc %	Valeurs	Baisse 2
(Nipar Plastic Dumum GAN Sommer Aliib. Matris Polist Esso ALSP! Bast Fupipem. Concept Concept Microst Microst Souleeco GTM Entrepose	+ 84 + 84 + 84 + 84 + 84 + 84 + 84 + 84	Eurotoanel UFF Locabail Penholt Truffast Cap Geisi S. Thomson-CSF Dev. Pas-Calais SSN Creus CHF Usabail Leam. Phenix Nord-Est	- 8 - 7.4 - 6.7 - 6.6 - 6.5 - 6.5 - 5.7 - 5.6 - 5.8 - 3.7 - 3.6 - 3.8 - 3.7 - 3.6 - 3.8 - 3.7 - 3.6 - 3.8 - 3.7 - 3.6 - 3.8 - 3.7 - 3.6 - 3.7 - 3.6 - 3.7 - 3.6 - 3.7 - 3.6 - 3.7 - 3.7 - 3.6 - 3.7 -

1	d'Etat 87,70 (c. 87,74).						
0		Cours 17 janv.	Çqurs 24 janv				
500	Bowater  BP Charter Coordaulds De Bears Glazo GUS ICI Reuters Shell Unitever	7,27 2,85 5,10 5,10 16,38 8,36 18,13 12,54 10,38 4,98 8,98	7,13 2,85 5,08 5,19 16,37 8,40 18,25 12,48 10,67 4,86 8,90				
	Victors	. 1,86	1,76				

#### **NEW-YORK**

## Wall Street s'accorde une pause

HONE DOW JOHES raienti son allure ia semaine précédente, Wall Street a marqué une pause au cours de celle qui vient de s'écouler

pour « digérer » le mois ponetué par une série de records. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 232,78, en baisse de 32,20 points (-0,99 %) par rapport à la semaine passée. Le volume des échanges est resté élevé.

Les investisseurs ont hésité entre la teutation de miser sur la poursuite du mouvement de hausse des cours et le souci de protèger les gains déjà réalisés ces dernières semaines, ont noté des analystes. L'hésitation des détenteurs de capitaux s'explique surtout, selon ora experts, par le fait qu'après avoir parié sur une reprise prochaine de l'économie américaine, ils attendent désormais d'en voir des signes

Les marchés se sont également montrés prudents avant le discours, la semaine prochaine, du président George Bush sur l'état de Union, dans lequel il doit dévoiier un vaste plan de relance devant comprendre notamment des mesures fiscales d'incitation à l'in-

Les analystes out également observé un intérêt croissant des investisseurs pour les titres dans la sidérargie et la chimie au détriment de ceux de la santé et de la biotechnologie, qui avaient connu un véritable boom ces derniers mois. Ce transfert vers les secteurs industriels lourds est interprété par les experts comme le signe que les détenteurs de capitaux tablent sur une remontée en puissance de l'économie dans les prochains

Indice Dow jones du 24 janvier:

3 232,78 (c. 3 26	4,98).	
	Cours 17 janv.	Cours 24 jans
Alcon	69 49 3/4 51 1/2 22 1/8 50 1/2	66 3/1 38 1/1 52 5/1 21 1/2 48 1/4
Eastman Kodak	48 7/8 59 7/8 33 79 1/2 33 7/8	48 5/4 60 1/- 32 1/- 78 3/1 32 3/- 58 3/1
Goodyear	96 3/4 59 1/4 67 7/8 76 5/8	93 17 59 17 67 18
Schlamberger Texaco UAL Carp. (czAlegis). Union Cartide United Tech. Westinghouse Xerox Corp	62.3/4 61.1/4 156 24.1/4 56.5/8 18.3/4 79.7/8	61 54 61 1/2 144 1/4 24 3/1 51 18 1/4

retour à la morosité, vendredi

(-2,36 %) dans le sillage de Wall

Street, et surtout à l'approche de la

réunion des ministres des finances

« Les achats reprendront si le

estimait un courtier. « Mais les investisseurs institutionnels feront

tion...»
Indices du 24 janvier : Nikkei,

21 072,15 (c. 21 321,37); Topix,

#### TOKYO

#### Trois de chute

Les cours ont commu une troisième emaine consécutive de baisse à la

Bourse de Tokyo, où le Nikkel a cloturé vendredi à et des gouverneurs de banques centrales des membres du G7 ce week-21 072,15 points, en baisse de 249,22 points, soit un recul de 1,17 % par rapport au vendredi précédent. Le Nikkei descend en dessous des 21 000 yenz. S'il descend en desmarché est resté étroit et morne, sous de 20 000, cela sera dominageable pour l'économie japonaise, et risque de provoquer une panique»,

avec une moyenne quotidienne de 232,3 millions de titres échangés contre 211 milions la semaine pré-cédente. Depuis le 6 janvier, pre-mier jour de cotation de l'année à Tokyo, le Nikkei a perdu 2 829,03 points, soit 11,9 %. Lundi, le marché ouvrait encore

sur une note faible, le Nikkei per-dant 1,91 %. Poursuite de la baisse mardi, avec un repli de 0,27 %. Le même jour, les dirigeants de quatre grandes maisons de courtage, avec à leur tête Nomura, se réunissaient pour mettre en place un groupe de travail commun, afin de raviver l'intèrêt des investisseurs. Les pre-miers effets se firent sentir des le mercredi, puisque l'indicateur reprenait 3,24 %. Jeudi le mouve-ment haussier se poursnivait timi-dement (+0,22 %). En revanche,

#### Cours 24 janv. Cours 17 janv. 705 1 089 1 420 2 190 1 429 670 1 060 1 410 2 190 1 500 1 430 645 Mitsubishi Heavy. Sony Corp. Toyota Moto

1 584,86 (c.1 600,26).

#### LONDRES Maussade

**-1%** 

La Bourse s'est affaiblie pendant la semaine écoulée à Londres (-1 %), déprimée par des statistiques décevantes et l'influence négative de Wall Street. La baisse de 1 % des ventes de

détail pour le mois de décembre, confirmant la profondeur de la récession, a affecté le marché qui espérait une stagnation des ventes. Les achats de cadeaux pour les fêtes et des soldes anticipés avaient même laissé espérer une reprise. Les pertes du marché ont cependant été limitées par l'annonce que le gouvernement présenterait son projet de budget le 10 mars, relancant les spéculations sur des élections générales en avril

Toutefois, une étude des Chambres de commerce britanniques estimant que la reprise économique pourrait être attendue encore longtemps a dégonflé le léger regain d'optimisme du marché. Indices «FT» du 24 janvier 100 valeurs 2 510,4 (c . 2 536,7); 30 valeurs 1 944,9 (c. 1 966,8);

#### **FRANCFORT** Résistante

-0.38%La Bourse de Francfort s'est consolidée à un haut niveau cette semaine, l'indice instantané DAX ne reculant que de 0,38 % per rap-

port à la semaine dernière Scion les milieux boursiers, Francfort a profité des bonnes dispositions du marché obligataire. Ce facteur devrait cependant perdre de son importance la semaine prochaine, lorsque le climat social, tendu en raison de risques de grève dans la sidérurgie, jouera un rôle primordial. Cette semaine, la demande s'est

surtout portée sur les titres de la sidérurgie et les valeurs du BTP. En ce qui concerne la sidérugie, les investisseurs espéraient un accord salarial modéré, qui n'est en définitive pas intervenu. A propos da bâtiment, les valeurs du BTP ont surtout profité d'informations favorables sur l'évolution de l'activité Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières allemandes s'est élevé cette semaine à 36,92 milliards de deutschemarks Indices du 24 janvier : DAX, 1 664,77 (c. 1 670,99); Commerz-bank. 1 916.3 (c. 1 918 10)

bank, 1 916,3 (c.	1 918,10	).
	Cours 17 janv.	Cours 24 janv.
AEG	303,58 341,50 293,30 259,20 698,20 249,30 461,50	216,50 243,80 294,40 257,70 648,50 249,40

Con Den Hoo Kar 268,70 661,60 268,50 653,20

#### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Une grande réussite française

La grande aventure internationale de ces dernières années sur le plan financier aura été le développement du compartiment des titres libellés en écus. Comme il s'agit d'un marché nouveau, tout était à inventer. Il fallait montrer que c'est une véritable source de finan-cement susceptible de répondre aux besoins des plus grands des emprunteurs et aux exigences des principaux gestionnaires de fonds. La dernière déconverte date du mercredi 22 janvier. C'est au Trésor français cu'on la doit. La réussite de son emprunt de 1,5 milliard d'écus qui viendra à échéance en 2022 a fourni la preuve qu'un débiteur de tout premier plan pou-vait y lever des fonds pour des quantités gigantesques et pour des durées très longues.

En Europe, très peu de marchés offrent de telles possibilités. En Allemagne, par exemple, la durée des obligations gouvernementales ne dépasse pas dix ans. Pour l'évo-lution du compartiment de l'écu, c'est un atout précieux. Aussi dans toutes les grandes eurobanques, les spécialistes sont unanimes à vanter les mérites de cette opération francaise qui coûte à l'Etat entre 8,42 % et 8,43 % l'an. Les investisseurs qui ont acquis les titres à leur prix d'émission sont assurés d'un rendement de 8,38 %.

Placée sous la direction du Crédit lyonnais et de la Caisse des dépôts, l'affaire a été particulièrement bien reçue à l'étranger. On estime que les obligations ont pour l'essentiel été placées hors de France, à raison de 80 %. D'un point de vue technique, la transac-tion est très intéressante du fait même de son caractère novateur. Il n'y avait pas de véritable référence pour fixer ses conditions. Aussi les banques ont-elles du indiquer à l'avance le niveau de l'intérêt que l'empranteur aurait à servir. Habituellement, quand un emprunt

donné non pas de façon absolue mais par rapport à celui d'une autre opération à qui il se mesure, les deux étant appelés à évoluer plus ou moins en parallèle. Cela permet d'emblée d'établir une sorte de hiérarchie et d'éviner qu'à la suite d'un brusque décalage du marché le taux prévu apparaisse soudainement irréaliste.

> Rareté des emprunteurs étrangers en eurofrancs

Une conséquence inattendue de l'émission française en écus a été de raviver l'espoir d'un retour pro-chain de l'Italie sur le marché international des capitaux. Ce pays n'a plus émis d'obligations en dehors de ses propres frontières depuis le printemps dernier, alors qu'auparavant il se présentait sur l'euromarché tous les ans, à plusieurs reprises. C'était presque chaque fois un événement. Il s'agit d'un débiteur accompli dont les opérations laissent une forte impression per elles sont plus berimpression car elles sont plus hardies que d'autres et permettent aux grandes banques internationales qui dirigent ses emprunts de donner toute la mesure de leurs talents. La sévérité des économistes, qui lui reprochent le poids de son endettement, n'enlève rien à l'attrait de ses obligations. Toute-fois, il lui faut normalement servir un rendement légèrement plus élevé que, par exemple, la France ou l'Angieterre, qui jouissent d'un crédit plus grand.

Ce dont il était question ces derniers jours, et particulièrement vendredi, c'est d'un emprunt italien d'un montant énorme et libellé en francs, non pas en écus, mais pour une durée aussi longue que les dernières obligations de l'Etat français, soit trente ans. Ce serait tout à fait remarquable car jusqu'à présent aucun débiteur étranger n'a émis d'aussi longs emprunts en important est annoncé pour un eurofrancs, un marché que l'Italie montant déterminé, juste avant son n'a d'ailleurs jamais sollicité. Il

lancement, son rendement est convient de préciser qu'il ne s'agit que de rumenrs ne s'appuyant sur aucune décision du Trésor public romain. Les spécialistes y attachent toutefois beaucoup d'importance car la facilité avec laquelle ces rumeurs se sont répandues témoigne et de l'attrait de la signature de l'Italie et de la bonne tenue du marché du franc.

> Les experts les plus avisés en profitent pour faire une autre démonstration des avantages du marché de l'écu. Le niveau de l'intérêt des titres du Trésor francais à longue échéance en francs et en écus est à pen près le même. Pourtant, si l'Italie voulait drainer des fonds en francs, cela lui coûterait beaucoup plus cher. Il lui faudrait, en gros, servir un rendement de l'ordre de trente-cinq à quarante points de base (au cen-tième de point de pourcentage) de plus que la France. En écus, an revanche, le surcoût ne serait que de l'ordre d'une quinzaine de points. La différence s'explique par le fait que le marché de l'écu, contrairement à ceux des monnaies nationales, n'est dominé par aucun emprunteur en particulier.

Un autre enseignement qui

découle des rumeurs italiennes est que les investisseurs sur le marché de l'eurofranc souhaitent ardem-ment la venue d'un débiteur étranger de qualité. Ils n'en ont plus vu depuis des semaines. Cette année il n'y a eu que des signatures fran-çaises. Celles-ci sont d'ailleurs fort bien accueillies comme vient d'en témoigner le Crédit foncier. Cet établissement n'a eu aucune diffi-culté à se procurer 3 milliards de francs en lançant, par l'intermé-diaire de la BNP, une euro-émission de dix ans de durée. Le prochain emprunteur étranger devrait être la Banque européenne d'investissement, qui s'apprête à solliciter à la fin du mois de janvier et le marché de l'écu et celui du franc.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## Le prix du yen

"Les cours du yen sont trop bas: ils doivent monter." Tout le monde en est d'accord : les Américains, naturellement, qui se plaignent des exportations japonaises; les Euro-péens, qui voient avec inquiétude la pression nipponne augmenter sur leur continent; les Japonais eux-mêmes, qui voudraient éalmer un peu les apprébensions.

Le yen sous-évalué, mais de com-Le yen sous-évalué, mais de com-bien? Pourtant, certains le trouvent légèrement surévalué. Selon la direc-tion des études de la BNP qui utili-sent la méthode de comparaison des pouvoirs d'achat, fondée sur les prix à la consormation, après avoir été surévaluée chroniquement de 1982 à 1990 (jusqu'à 25 %) par rapport au mark, donc par rapport au franc, la devise japonaise a été sous-évaluée de 8 % à 10 % en 1990 pour rede-venir surévaluée d'environ 5 % venir surévaluée d'environ 5 % actuellement, ce qui ne plaide guère en faveur d'une hausse de ladite devise.

Mais, reconnaît-on à la BNP, comparer des prix à la consomma-tion à Paris et à Tokyo ne signifie rien. Au Japon, les prix intérieurs sont élevés parce que les marges de distribution sont très importantes, beaucoup plus qu'en Europe, où ciles se trouvent de plus en plus laminées. En revanche, les prix à la production nippons sont bas, d'où l'accusation de dumping souvent l'ancée contre les exportateurs japo-nais, qui vendent à l'étranger avec une marge plus faible que chez eux. Une comparaison fondée sur ces mêmes prix à la production, très délicate il est vrai, ferait très certai-

luation du yen, qui permet aux industriels nippons d'exporter plus facilement: M. Jacques Calvet, le président de Peugeot-Citroën, en sait quelque chose.

quelque chose.

Dans l'immédiat, on ne peut guère espérer voir la monnaie japonaise s'apprécier beaucoup par rapport au dollar, qui valait 124 yens à la veille du week-end et n'avait pu enfoncer le cours de 120 yens en février 1988. Mais, à Tokyo, les industriels reconnaissent, en privé, et même en public, que le dollar pourrait descendre à 100 yens sans trop les gêner. En tout cas, à l'extrême în de la semaine dernière, c'est-à-dire le vendredi 17 janvier à 15 h 30, heure américaine, 21 h 30, heure française, la Réserve fédérale des Etats-Unis et la Banque du Japon intervenaient vigoureusement pour stopper la hausse du dollar, qui dépassait 128 yens et s'envolait vers les 130 yens. Cette hausse en fist cassée, de sorte que l'on retrouvait le billet vert à 124 yens à la veille de ce week-end.

#### A la fin du premier semestre...

Nul doute que les ministres des finances des sept pays les plus indus-trialisés du monde, réunis à Washington le 25 janvier, parleront de tout cela...

Quant au dollar, après avoir sen-siblement fléchi en début de semaine, revenant à 1,58 DM, il se raffermissait vivement à l'annonce d'une menace de grève dans la sidé-rurgie allemande, atteignant 1,61 DM et 5,50 franca pour retom-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 JANVIER AU 24 JANVIER 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU.	Franc français	Franc	D.reack	Franç balge	Floria	Lire italierme
New-York	1,7808	_	18,2049	69,8324	62,6539	3,0138	55,1267	0,0824
GAM- Inter	1,7705		18,1752	70,0286	61,9962	3,6120	56,0660	0,08230
Paris	9,7775	5,4930		383,5893	348,8625	16,5515	382,8114	4,5284
- CE D	9,7412	5,5020	-	385,2941	341,1035	16,5722	302,9735	4,5283
Zurich	2,5489	1,4320	25,0695		88,2613	4,3158	78,9415	1,1805
	2,5282	1,4280	25,9541	7	50,5366	4,3012	78,6343	1,1753
Francfort	2,8684	1,6115	29,3373	112,5349	-	4,8568	88,8368	1,3285
	2,8558	1,6130	29,3166	112,9550	-	4,8584	88,8215	1,3275
Brusslee_	59,8684	33,18	6,8404	23,1703	29,5295	1	18,2910	2,7353
	58,7806	33,20	6,0341	23,2492	20,5827		18,2819	2,7325
Ameterdan	3,2289	1,8140	339,2384	1,2667	112,5659	5,4671	-	1,4954
UKSTRONE	3,2152	(,3160	330,8617	1,2717	112,5852	5,4698		1,4946
Milan	2159,14	1213	229,8265	847,9670	752,7148	36,5581	668,6879	
-	215L1575	1215	229,8287	850,8403	753,2548	36,5963	649,0528	-
Takyo	221,2540	124,38	22,6288	86,8016	. 77,1331	3,7462	68,5226	8,1824
1 OE / Dames	226,9928	127,70	23,2997	89,4257	79,1692	3,8463	70,3938	0,1051

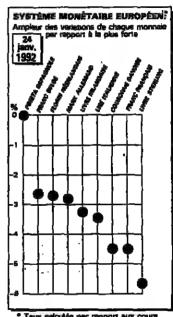
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 janvier 1992, 4,4191 F contre 4,3085 F le vendredi 17 janvier 1992.

ber, vendredi soir, à 1,5750 DM et 5,37 francs sur la crainte d'intervention des banques centrales.

Comme cela a été exposé à maintes reprises dans ces colonnes, les opérateurs du monde entier gueitent tout signe de reprise de l'écono-mie aux États-Unis. Pour l'instant, rien n'est en vue, mais beaucoup d'analystes situent cette reprise à la d'analysies situent certe reprise à la fin du premier semestre 1992, que ce soient les experts du National Conference Board américain, ceux de la BNP, du Crédit lyonnais, de la Société générale, d'Indosuez. Seule ombre au tableau, la reprise serait, vraisemblablement, limitée, la marge de mangeuvre du souvernement. de manœuvre du gouvernement américain demeurant extraordinairement faible. Toute mesure de relance, notamment par dégrèvement fiscal, risquerait de creuser encore un déficit budgétaire qui atteint près de 25 % du produit national brut, le pourcentage le plus élevé depuis la seconde guerre mon-

En Europe, la livre sterling est toujours faible par rapport à une peseta toujours forte, dopée par des taux d'intérêt espagnols toujours élevés. A Paris, le cours du mark, après avoir faibli à 3,4070 francs se retrouseit à 3,41 francs en fin de retrouvait à 3,41 francs en fin de

#### FRANÇOIS RENARD



#### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

#### Après l'euphorie, il y a quinze jours, et la consolidation la semaine dernière, la semaine sous revue a été celle des turbulences, le cours de l'échéance de mars sur le ATTE ne pouvant, durablement, ser au-dessus de la barre de 109 MATIF ne pouvant, durable et retombant à 108,75 à la veille

du week-end. Sans doute, de nombreux opérateurs conservent-ils leur optimisme foncier, tabiant sur une baisse suppiémentaire des taux à long terme, ou sur un reflux des taux à court terme, actuellement supérieurs de plus d'un point et demi à ceux des obligations.

Mais cet optimisme est susceptible d'être tempéré de deux façons. Ainsi le rapport mensuel de la Attast le rapport mensuel de la masse monétaire allemande, dans sa définition large M3, a progresse au rythme anauel de 7 % entre mai et novembre dernier, bien au-des-sus de la fourchette officielle 3,5 %-5,5 %. Certes, la réunifica-tion y est pour quelque chose, mais la création monétaire par les cré-dite bancaires de la crédits bancaires n'y est pas étrangère. De toute facon, ce rythme est trop rapide pour la Bundesbank, qui, par ailleurs, redoute de voir l'inflation progresser en 1992 au même rythme qu'en 1991, et affirme clai-rement : « Une telle inflation n'est pas tolérable à moyen terme ».

Dans ces conditions, l'annouce de l'échec des négociations salariales dans la sidérurgie allemande, avec le lancement d'une consultation, pourrait déboucher sur la pree grève dans ce secteur depuis treize ans, susceptible de durer « longtemps », suivant les dirigeants des syndicats, qui deman-dent une augmentation immédiale de 1,1 % puis de 10,5 %, et, de toute façon, affirment ne rien vou-loir accepter en dessous de 6 %. Dans le patronat, néanmmoins, certains dirigeants ne craignent pas une grève, qui serait supportable en raison du niveau élevé des stocks et du ralentissement des commandes. Une autre rupture a été enregistrée dans la banque, où les syndicats demandent toujours un relèvement de 10,5 % et refusent de descendre en dessous de 6,5 %.

Ce contexte troublé explique que Ce contexte troublé explique que tout le monde n'est pas uniformément optimiste. Ainsi, la maison de courtage américaine Shearson Lehman prévoit que le rendement des OAT pourrait passer de 8,40 % actuellement à 8,9 % en fin d'année et à 9,6 % à la fin de 1993.

Etats-Unis au denvième trimestre 1992 permettrait à la Banque fédérale d'Allemagne de ne pas abaisser ses tanx directeurs afin de combat-tre une inflation toujours présente. Ensuite, l'importance des émissions d'obligations allemandes (Bunds)
pousserait les rendements au-dessus de 9 %, ce qui entraînerait les rendements français, même si l'écart entre les Français et les Allemands, actuellement d'un demi-point, retombait à zéro.

Sur le marché obligataire, les émissions ont été nombreuses cette semaine. Citons, pour mémoire, (voir en rubrique Euromarché) 'OAT de 1,5 milliard d'écus (10,3 milliards de francs) lancé avec le plus grand succès par l'Etat français sous l'égide du Crédit lyonnais et de la Caisse des dépôts, le placement avant été effectué en quatre beures, de nombreux investisseurs étrangers s'étant portés souscripteurs, jusqu'à la banque de Chine (le Monde du 24 janvier). Sa durée de trente ans la place dans l'optique de l' «après-Maastricht», lorsqu'existera une monnaie commune européenne.

#### 400 milliards de francs de coupons.

A côté de ce géant, toute une série d'emprunts ont été émis cette semaine. La Caisse centrale de: coopération économique, qui va changer de nom pour devenir, Caisse française de développement (cela sonne mieux) a levé 1,5 milliard de francs à 13 ans et 8,60 % nominal, 8,74 % de rendement, avec un succès correct, grâce à la garantie inconditionnelle de l'Etat français, sous la conduite de la. RNP et de la hanque Paribas. BNP et de la banque Paribas.

La RATP, avec l'assistance de la Société générale et de la banque. Paribas, a appelé 1,2 milliard de francs à 8,60 % également, mais à dix ans, essentiellement auprès des investisseurs institutionnels, et un peu dans les guichets d'Ile-de-France: en province, on n'aime pas trop la RATP, trop parisienne. Là aussi, l'accueil a été correct: a J'ai vu pire», confie un opera-

Le Crédit soncier s'est taillé un assez beau succès avec son emprunt de 1,2 milliard de francs à 10 ans et au taux de 9 % nominal émis au-dessus du pair à 10,60 % soit 8,67 % de rendement réel. Il faut dire que cette émission, dotée d'un coupon trimestriei, Elle fonde son pessimisme sur deux phénomènes possibles. Tout d'abord, une reprise sensible aux avait pour cible les particuliers, pour qui le taux de 9 % est attirant, surtout avec un montant de

2 000 francs par obligation, ce qui devient rare de nos jours.

La Société générale, enfin, s'est procuré 1,5 milliard de francs pour son propre compte, 1 milliard de francs à 8,80 % et dix ans et une en titres subordonnés remboursa-bles (TSR) à 8,90 % et 12 ans (surtout pour les guichets). Pour la semaine prochaine, le calendrier est encore chargé : on prévoit la venue de France Telecom, du Crédit national, de Charbonnages de France et de la BNP.

Sur le marché obligataire fran-çais, il est prévu en 1992, selon les statistiques du Crédit lyonnais, le versement de 256 milliards de francs de coupons et de 143 mil-liards de francs de remboursements, soit 399 milliards de francs qui seront déversés sur ledit mar-ché, et, pour une bonne part, réemployés en souscription d'obligations. Ces versements sont à rapprocher d'un montant nominal en circulation de 2 660 milliards de francs, dont 907 milliards de francs pour les emprunts d'Etat, 1 311 milliards de francs pour ceux du secteur public et 442 milliards de francs pour le secteur privé.

Rappelons qu'en 1991, les émissions brutes d'obligations ont atteint 325 milliards de francs, auxquels il faut ajouter 92 mil-liards de francs d'émissions en eurofrancs, soit 417 milliards de francs au total. Il est à noter qu'à l'heure actuelle, les différences entre le marché domestique et celui de l'eurofranc s'estompent, surtout depuis la suppression du contrôle des changes, l'eurofranc bénéficiant même d'une prime auprès des emprunteurs pour sa réglementation plus simple.

Ajoutons que les emprunts en eurofrancs placés, en principe, à l'extérieur de nos frontières, reviennent souvent chez les inves tisseurs français, les banques étran-gères qui en assurent partiellement le placement n'étant pas toujours équipées pour le faire, et se contentant parfois d'encaisser les commis sions. Pour mémoire, en 1991 après l'Etat (118,7 milliards de francs) le premier émetteur sur le marché domestique a été la Caisse nationale du Crédit agricole (15,3 milliards de francs), le Crédit foncier de France venant au second rang avec 13,9 milliards de francs, la SNCF au troisième avec 13,2 milliards de francs, suivie par la Caisse de refinancement hypo-thécaire (CRH) avec 12 milliards

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

#### Le marché du cacao se retourne

Le marché du cacao traverse, depuis le milieu de l'année dernière, une phase régulière de reprise qui pourrait laisser croire, enfin, que les années noires pour cette denrée tropicale appartiennent au passé. Depuis sept ans, ce marché vital pour bon nombre de pays d'Afrique se trouvait, à l'échelle mondiale, en situation d'excédent. Or, on sait, depuis le début de la saison, qui s'étend d'octobre à septembre, que la campagne en cours se soldera par un déficit.

La situation actuelle du marché

n'est pas sans rappeler celle que l'on avait connue au milieu des années 60. A la suite de plusieurs années de surproduction, le marché croulait sous les stocks accumulés partout dans le monde, et les cours avaient atteint des niveaux exceptionnelle-ment bas. Mais la tendance avait fini ment des. Mais la tendance avait nui
par se retourner et, tandis que les
prix grimpaient, cette inflation
n'avait ni découragé la consommation ni encouragé les paysans des
Etats tropicaux à augmenter fortement leur production. Plusieurs années de prospérité s'ensuivirent, au grand bonheur de pays comme la Côte-d'Ivoire, qui venait d'acquérir son indépendance...

L	PRODUIIS	COURS DU 24-1
	Cuivre h. g. (Londret) Trois mois	! 220 (- 14) Livres/tonne
	Abustinium (Loudres) Trois mois	1 273 (+ 61) Dollars/tonne
	Nickel (Loudres) Trois mais	7 930 (+ 175) Dollars/tonne
	Sticre (Paris) Mars	268,2 (+ 1,7) Dollars/tonne
	Case (Londres) Mars	994 (- 20) Livres/tonne
	Cacao (New-York) Mars	1 208 (- 10) Dollars/tonne
	Blé (Chicago) Mars	437 (+ 17) Cents/boisscau
	Maga (Chicago) Mars	263 (+ 4) Cents/boisseau
	Soja (Chicago) Mars	178,4 (+ 1,6) Dollars/L courte

A la lecture des demières prévisions de la maison londonienne Gill & Duffus, une filiale du groupe de négore Man dont les études font généralement référence sur le marché, une telle répétition de l'histoire ne saurait être écartée. Rendues publiques mercredi 22 janvier, ces prévisions font état d'un déficit de la production mondiale de cacao estimé à 177 000 tonnes cette saison. Gill & Duffus table sur une production de 2,24 millions de tonnes, en retrait 2,24 millions de tonnes, en retrait par rapport à une précédente estima-tion de 2,32 millions de tonnes for-mulée au mois de septembre. Ces mulée au mois de septembre. Ces chiffres tiennent compte principalement de la dégradation des conditions d'exploitation au Nigéria. Mais ils intègrent également une diminution de la production attendue de la Côte-d'Ivoire, le premier producteur mondial devant le Brésil, le Ghana et la Malaisie. La Côte-d'Ivoire devrait produire « seulement »
710 000 tonnes de fèves en raison de
la sécheresse qui a frappé les régions productrices.

#### Plutôt à la hausse

Comme, parallèlement, la consommation mondiale ne cesse de croître à un rythme régulier de 2 % par an, le marché devrait absorber 2,39 mil-lions de tonnes. On est certes loin de la pénurie, mais ce déséquilibre attendu entre l'offre et la demande, attendu entre l'offre et la demande, le premier en sept ans qui soit en faveur des pays producteurs, contri-buera à désengorger les stocks. Des stocks qui selon cette étude, devraient lourner autour de 1,35 mil-lion de tonnes à l'issue de la cam-pagne actuelle, fin septembre.

pagne actuelle, fin septembre.

Comme au temps de l'émancipation des pays africains, le marché du cacao semble ainsi émerger d'une longue période particulièrement difficile. Au mois de mai dernier, on s'en souvient, le prix des fèves (588 livres sterling la tonne) n'avait jamais été aussi faible depuis seize ans. Aujourd'hui, il n'est plus question que de reprise durable. « Les campagnes à venir devraient être déficitaires », note l'étude de Gill & Duffus, qui prévoit du même coup que fus, qui prévoit du même coup que « la tendance générale des cours des feves de cacao jusqu'au milieu des années 90 sera pluiot orientée à la hausse qu'à la baisse ».

L'œit fixé sur leurs écrans, les opérateurs des grandes maisons de négoce, analystes de l'instant, ne par-tagent pas nécessairement le même optimisme. Bien sûr, la chute de la production cette année, évaluée à 12 % environ, devrait jouer dans le bon sens. De même, il est générale-ment admis dans le négoce que la consommation battra une nouvelle fois tous ses records, surtous si la servicie decompique se moutérielle. dans le courant de l'année. Mais le négoce redoute aussi la période actuelle (décembre à février) durant laquelle sont concentrés les arrivages de fèves dans les ports occidentaux. Phénomène bien connu de la profession mais qui ne manque pas de peser sur les prix. Plusieurs maisons de négoce émet-

tent en outre quelques réserves quant aux prévisions de consommation. aux previsions de consolination, a En quelques mois, la situation en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique a été bouleversée, Les sys-tèmes d'approvisionnement ont été temes à approvisionnement ont éte totalement revus et la crise financière sévit avec une acuité que l'on ne pou-vait soupconner», souligne un négo-ciant français. Or il convient de rap-peler que, sur la période 1984-1989, l'Union soviétique a absorbé 8,5 % de la consommation mondiale en moyenne. Loin derrière les Etats-Unis (25 %) mais presque au niveau de l'Allemagne fédérale (9 %) et juste devant la France (6 %), quatrième consommateur mondial.

La pénurie de devises n'interdit certes pas de faire du commerce, comme l'a montré cette semaine la conclusion d'un accord de troc entre La Havane et Moscou portant sur 500 000 tonnes de sucre cubain payables en une quantité non dévoi-iée de pétrole russe. Cette transaction ne constitue pas en elle-même une innovation: Cuba exporte tradition-nellement l'essentiel de sa production en direction de l'ex-bloc de l'Est sous la forme de contrats de troc dont la maison de négoce française Sucres et denrées s'est d'ailleurs fait de longue date une spécialité. Mais la transac-tion boucée la semaine dernière est la première entre le nouveau régime de Boris Eltsine et Fidel Castro. Preuve que les anciennes routes com-merciales continuent de fonctionner en dépit des bouleversements politiques, fussent-ils majeurs...

PATRICK SERVIN

and the second of the

1.75

agence by

10000

Acres 18 (#17)

ore, a €

# Le Monde

Avant les négociations multilatérales à Moscou

#### Les ministres arabes des affaires étrangères n'ont pu se mettre d'accord

Réunis vendredi 24 janvier à Marrakech, sous la présidence du roi Hassan II. les ministres arabes des affaires étrangères se sont séparés sans avoir pris de décision commune à l'égard des négociations multilatérales qui doivent s'ouvrir mardi à Moscou. Il semble, selon les observateurs, que chacun des pays ait conservé la latitude de défendre au mieux ses intérêts.

De toute évidence, le roi Hassan II, dont le pays sera représenté aux négociations multilatérales, n'a pas cherché à exercer de pressions sur certains pays hostiles à ces négociations, comme la Syrie et le Liban. L'OLP, pour sa part, devait réunir, samedi à Tunis, son comité exécutif pour prendre une décision définitive à l'égard de ces pourparlers.

A Washington, la Maison Blanche a indiqué, vendredi, qu'elle n'avait encore pris aucune décision quant à la requête israélienne portant sur la garantie de 10 milliards de dollars de crédits bancaires. Selon le Washington Post de samedi, le secrétaire d'Etat James Baker, qui a rencontré vendredi l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, M. Zahman Shoval, l'a informé que le président Bush souhaitait établir un lien entre les garanties et la politique israélienne d'implantations dans les territoires occupés. M. Bush s'attend à ce que le gouvernement de Jérusalem freine considérablement l'expansion de ces implantations.

D'autre part, deux mois et demi après le lancement du processus à Madrid, diverses menaces planent sur les négociations bilatérales israélo-arabes, principal volet du plan américain de règlement du conflit au Proche-Orient. Ni la date ni le lieu des prochaines discussions ne sont encore connus, faute d'accord entre les participants.

# Au Zaire L'opposition accuse le pouvoir d'avoir organisé

un faux putsch

L'Union sacrée, qui regroupe l'opposition zalroise, a affirmé, vendredi 24 janvier, que l'occupation des locaux de la radio zalroise, dans la nuit de mercredi à jeudi, n'était pas une tentative de «coup d'Etat» de sa part, mais « une manipulation de certains éléments des forces armées par le pouvoir». Selon une déclaration remise à la presse, le gouvernement aurait agi ainsi « en vue de créer une situation confuse propice au renforcement d'un climat de terreur au sein de la population et à l'organisation d'une répression sauvage contre les forces

D'autre part, la radio zaïroise a indiqué qu'une opération « d'envergure» a été menée vendredi contre des militaires qui se sont livrés à des pillages et à des meurtres, au cours de la nuit de jeudi a vendredi, dans plusieurs quartiers de Kinshasa. Deux associations de défense de droits de l'homme avaient dénoncé auparavant ces pillages qui ont fait, scion elles, « au moins cinq morts ». — (AFP.)

Alors que le projet de M. Berlusconi sera connu la semaine prochaine

## Les candidats à la reprise de La Cinq ont jusqu'au 3 février pour présenter leur plan

Les éventuels candidats à la reprise de La Cinq devront dévoiler leurs propositions avant tundi 3 février à 18 heures, a indiqué l'administrateur judiciaire de la chaîne, Me Hubert Lafont, dans un communiqué transmis vendredi 24 janvier à l'Agence France Presse (AFP). Son texte précise que ces candidats devront lui fournir « prévisions d'activité et de financement, prix de cession et modalité de règlement, date de réalisation de la cession, niveau et perspectives d'emploi justifiés, garanties souscrites en vue d'assurer l'exécution de l'offre».

M. Lafont a fait remarquer que le comité d'entreprise de La Cinq serait d'abord informé des offres. En cas d'avis favorable, il rédigera une note pour le tribunal de commerce de Paris. Dans le cas de «continuation de l'activité» de La Cinq, les créanciers de la chaîne disposeront d'un mois pour donner leur avis aux juges. Mais M. Lafont a indiqué que la reprise de

La Cinq pourrait aussi avoir lieu « éventuellement par cession », une cause d'embarras pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui a toujours privilégié la première solution.

L'un des candidats à la reprise de La Cinq, M. Silvio Berlusconi, – actionnaire à 25 %, – qui avait auparavant priviligié la cession (le Monde du 24 janvier), semble s'être rallié «au principe de la continuité » de La Cinq. M. Angelo Codignoni, l'un des représentants à Paris de la Fininvest, a d'ailleurs rencontré le président du CSA, M. Jacques Boutet, le 24 janvier.

Une télévision «tout infos»

Le groupe italien, qui devait dévoiler son plan de reprise « à la fin de cette semaine », l'a repoussé » pour des raisons d'ordre technique aux tout prochains jours de la semaine prochaine ». Diverses

rumeurs font état d'une éventuelle participation à ses côtés d'un de ses partenaires, le groupe allemand de M. Leo Kirch, voire de la ONCE, l'association des aveugles espagnols, avec laquelle il a lancé La Cinq à Madrid. Le groupe Hachette, selon M. Jacques Lehn, directeur général, a confié « étudier avec intérêt les propositions de M. Berlusconi », mais rien n'a encore été arrêté.

Enfin, les promoteurs d'un «CNN à la française», TF 1, M6 et Canal Plus, ont annoncé la création d'une société d'études. Le budget de cette télévision serait, pour la première année, de 600 millions de francs. Chaque chaîne disposerait de 15 % — y compris Antenne 2 et FR 3, sur la participation desquelles comptent les actuels promoteurs, — le reste (25 %) étant adétenu par phisieurs actionnaires ». Cette télévision « tout infos » embaucherait une centaime de journalistes.

La fin de la session extraordinaire du Parlement

# Adoption définitive des textes réformant la gestion des collectivités locales

La session extraordinaire du Parlement, organisée par le gouvernement pour achever l'examen de quatre projets de loi déposés au cours des sessions précédentes, a pris fin, vendredi 24 janvier, après le vote définitif par l'Assemblée nationale des projets de loi relatifs à l'administration territoriale et aux conditions d'exercice des mandats locaux. Les deux autres textes adoptés au cours de cette session concernent les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et le statut de la magistrature (le Monde du 25 janvier).

Parmi les quatre textes inscrits au programme de la session extraordinaire, deux concernaient les collectivités locales: l'un portait sur les conditions d'exercice des mandats locaux, l'autre sur l'administration territoriale de la République. Le gouvernement souhaitait qu'ils soient adoptés avant les élections cantonales et régionales.

Le premier de ces deux projets de loi, dont l'élaboration avait été prescrite dans l'article le de la loi de décentralisation du 2 mars 1982, contient notamment des dispositions telles que les autorisations d'absence pour les titulaires de mandats locaux, doublées d'un système de compensation des pertes de revenus, et pose le droit à la formation et à la retraite de ces élus. Il prévoit aussi le plafonnement des indemnités versées aux élus, qui seront désormais fixées selon un dispositif plus favorable aux « petits élus ».

Le dispositif a été complété par l'adoption d'un projet de loi organique sur l'indemnité des membres du Parlement qui a fait l'objet de longues discussions. Les députés ont ainsi obtenu du gouvernement, au cours des ultimes examens, un compromis sur la fiscalisation de leurs indemnités. Celles-ci ne feront pas i'objet d'un prétèvement forfaitaire, comme l'avait proposé au Sénat M. René Régnault (PS, Côtes-d'Armor). Le gouvernement a teau, en effet, jusqu'au bout, à ce que le principe de la progressivité de l'impôt soit applicable aux étus comme à

l'ensemble des contribuables. En revanche, afin de ne pas pénaliser les e petits éluse, le ministre de l'intérieur a accepté que les indemnités soient détachées des autres revenus personnels de l'éln pour le calcul de l'impôt.

Le second projet de loi, adopté définitivement par les députés le 24 janvier au matin, prévoit une déconcentration de l'autorité de l'Etat pour répondre aux nouveaux pouvoirs des collectivités locales issus des lois de décentralisation, ainsi que plusieurs dispositions destinées à favoriser la démocratie locale. La partie la plus importante du projet concerne cependant la coopération locale entre régions et entre communes. L'innovation la plus notable du texte est sans doute la création de communautés de villes et de communautés de communes, qui ont été dotées, au cours des dernières navettes, de deux compétences obligatoires, l'aménagement de l'espace et le développement économique, ainsi que de nouvelles incitations financières.

G. P.

# Après une plainte pour ingérence déposée par son premier adjoint Le maire de Marines (Val-d'Oise) démissionne

M. Fabrice Saussez, maire RPR de Marines, commune de deux mille cinq cents habitants dans le Val-d'Oise, a récemment démissionné de son mandat, à la suite id'une plainte pour ingérence déposée auprès du procureur du tribunal de grande instance de Pontoise par son premier adjoint, M. Joseph Parpay. M. Saussez se serait rendu coupable d'irrégularités à propos de permis de construire concernant des projets de lotissement. En décembre 1991, il a été incolpé par un juge d'instruction d'Amiens, M. Strascele, de banqueroute, faux en écritures et présentation de faux bilans.

L'affaire remonte au 25 juillet 1988 avec le dépôt de bilan de la société holding SA Groupe Saussez, dont M. Fabrice Saussez était le président-directeur général. Son chiffre d'affaires atteignait 100 millions de francs. Employant une centaine de salariés, la holding regroupait deux sociétés édirices, un institut d'informatique et une petite compagnie de transports aérieus, Axxair.

Saisi par le liquidateur judiciaire du groupe, le tribunal de commerce de Pontoise avait condamné, le 15 novembre 1991, M. Saussez et plusieurs membres de sa famille à rembourser les fortes sommes d'argent qu'ils étaient accusés d'avoir puisées dans le compte de la holding peu avant le dépôt de bilan.

A lui seul, l'ancien maire de Marines devrait verser 164 millions de francs. M. Saussez a annoncé qu'il faisait appel de ces jugements. Il conteste avoir encaissé de telles

Il conteste avoir encaissé de telles sommes. « Il s'agissait d'un échange de comptes courants entre deux sociétés, mais aucun ne passait par ma poche», explique-t-il.

M. Sanssez étant titulaire d'un mandat électif, il ae peut être poursuivi dans la juridiction dout il dépend. C'est la raison pour laquelle la Cour de cassation avait confié l'affaire au tribunal d'Amiens. M. Fabrice Saussez a choisi pour avocat M. Jean-Marc Varaut.

JACQUELINE MEILLON

#### M. Michel Debré renonce à son dernier mandat politique M. Michel Debré, qui a 1906

le 15 janvier ses quatre-vingts ans, a donné vendredi 24 janvier sa démission du conseil général d'indre-et-Loire, où il avait été éta pour la première fois en 1951.

L'ancien premier ministre (1959-1962), qui a abendonné en 1988 son mandet de député de le Réunion et perdu an 1989 se mairie d'Amboise, invoque son âge et son état de santé, qui rendent ses déplacements plus difficiles. Le canton d'Amboise, qui n'était renouvelable qu'en 1994, devra élira en mars un nouveau conseiller général.

M. Debré souheite que son successeur soit son fils Bernerd, député depuis 1988 et conseiller municipel d'opposition à Amboles. — (Corresp.)

#### MMAIRE

#### DATES

#### ÉTRANGER

#### POLITIQUE

Singapour.....

La manifestation antiraciste à Paris 6 Livres politiques : «Les règles du jeu», par André Laurens 6

#### jeu», par A SOCIÉTÉ

Le test de « masculinité » imposé aux concurrentes avant les Jeux d'Albertville, dénoncé par des spécialistes 8 Le crise à la Mosquée de Paris 8

#### HEURES LOCALES

Déménager les Gobelins

#### CULTUR

#### **ÉCONOMIE**

#### Services

Le numéro du « Monde » daté 25 janvier 1992 a été tiré à 486 533 exemplaires.

3615 LM

#### **EN BREF**

L'ambassadeur d'Israël ea France regague Jérusalem. — M. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël en France, a regagné Israël, vendredi 24 janvier, une semaine avant la date prévue pour son départ définitif de France. Ce retour scrait dû à la perspective d'élections législatives anticipées en Israël, M. Soffer ayant l'intention de se présenter sous l'étiquette du Likoud. M. Soffer était en poste à Paris depuis huit ans. Il sera remplacé par M. Yehuda Lancry, qui doit prendre ses fonctions en mars.

□ Un Palestinien dont l'expulsion a été annulée restera en prison. — Le Palestinien qui vient d'échapper à une mesure d'expulsion, annulée jeudi 23 janvier (nos dernières éditions), a été condamné, le même jour, à six mois supplémentaires de détention administrative, a affirmé, vendredi, son avocat, M™ Léa Tsemel. Celle-ci a ajouté qu'elle n'avait pas enore reçu le motif decette prolongation. — (AFP.)

□ LIBYE : Tripoli dément avoir reçu du matériel sucléaire. - La Libye a démenti, vendredi 24 janvier, des informations en provenance de Bonn, selon lesque matériel « pouvant servir à des fins nucléaires », venant des Etats-Unis et intercepté par les autorités allemandes, lui était destiné. Le ministère libven des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Allemagne à Tripoli, pour lui exprimer \* l'étonnement » des autorités libyennes. «Le gouvernement allemand sait bien que les Etats-Unis imposent un embargo économique total contre la Libye», et « il est impossible qu'ils envoient de telles cargaisons, surlout contenant ce genre de produits », a affirmé le

les 17 et 18 février. - Le président ques. - (Reuter.)

ministère. - (AFP.)

argentin Carlos Menem se rendra à Paris les 17 et 18 février prochain, a indiqué, vendredi 24 janvier, l'ambassadeur de France à Buenos-Aires, M. Pierre Guidoni. Il s'agit de la première visite officielle en France de M. Menem en tant que chef de l'Etat. – (AFP.)

ci CAMEROUN: affrontements entre sinsulmans et policiers. — Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées, dont certaines grièvement, lors d'affrontements entre manifestants musulmans et forces de l'ordre, vendredi 24 janvier, à Yaoundé. Les manifestants demandaient la restitution d'un terrain, destiné à la construction d'une mosquée, qui leur avait été enlevée il y a plusieurs années. Le calme était reveau en début de soirée. — (AFP.)

O MAURITANIE: contestation de la régularité de l'élection présidentielle. — Aucun taux de participation officiel n'était disponible, vendredi 24 janvier, à l'issue de l'élection présidentielle dont les résultats devaient être annoncés samedi. La régularité du scrutin a été contestée dans de nombreux bureaux de vote, par l'opposition surtout, mais aussi par des partisans du président sortant, le colonel Ould Taya. — (AFP.)

□ NIGER: tat mort et dix touristes blessés lors de combats entre soldats et Touaregs. — Un Nigérien a été tué et dix touristes européens ont été blessés, lors de combats entre des rebelles touaregs et l'armée nigérienne, a-t-on déclaré de source autorisée à Niamey, vendredi 24 janvier. Les rebelles ont tué un voyageur nigérien et blessé cinq touristes européens lors de deux attaques distinctes durant la semaine, a déclaré le ministère de l'intérieur. Cinq autres Européens ont été touchés par les tirs des soldats durant l'une de ces attaques — (Penter)

u EGYPTE: décès de Mahm Riad. - Ancien ministre des présidents Nasser et Sadate, et ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Mahmoud Riad, 74 ans, est décédé, samedi 25 janvier au Caire, d'une crise cardiaque, a-t-on appris de source officielle. Conseiller politique de Gamal Abdel Nas-ser de 1962 à 1964, Mahmoud Riad occupa ensuite - jusqu'en 1972 - le poste de ministre des affaires étrangères. Secrétaire général de la Ligue arabe jusqu'en 1979 il démissionna après le transfert du siège de l'organisation panarabe du Caire à Tunis, la majorité des pays arabes ayant rompu avec l'Egypte qui venait de signer un traité de paix avec Israel.

n NIGERIA: élection présidentielle fin 1992. – L'élection du président de la République du futur régime civil nigérian a été fixée au 5 décembre, a annoncé, vendredi 24 janvier, le président de la commission électorale nationale, M. Humphrey Nwosu.

D TCHAD: grace présidentielle. — Le premier ministre tchadien, M. Jean Bawoyeu Alingué, a annoncé, vendredi 24 janvier, la libération de tous les détenus politiques impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 13 octobre 1991 et dans la récente rébellion dans la région du lac Tchad.

TOOTBALL: championant de France. – Le Havre a été battu à domicile par Caen (1-0), vendredi 24 janvier, en match avancé de la vingt-sixième journée du championnant de France.

TENNIS: Internationaux d'Australie. – La Yougoslave Monica Seles a remporté pour la deuxième année consécutive les championnats internationaux d'Australie en battant en finale l'Américaine Mary-Joe Fernandez (6-2, 6-3), samedi 25 janvier à Melbourne.

Au 19 Salon de la BD

Franck Margerin
couronné
par le Grand Prix
d'Angoulême

Franck Margerin, « père »
Lucien, le jeune béros à blouson
cuir et bananc gominée, toujou

Franck Margerin, « père » de Lucien, lo jeune héros à blouson de cuir et banane gominée, toujours entouré de ses copains de banlieue Gillon et Ricky, a été sacré, vendredi 24 janvier, Grand Prix 1992 de la ville d'Angoulême pour l'ensemble de son œuvre paru aux éditions des Humanoïdes associés (Simone et Léon, Lucien, Manu, etc.). Le jury du Grand Prix de ce 19 Salon international de la bande dessinée (SIBD), qui a lieu à Angoulême du 23 au 26 janvier, était présidé par Marcel Godib, lauréat 1991). Franck Margeria, quarante ans, qui prépare pour la rentrée scolaire 1992 un album relatant les tribulations de Lucien en Amérique, présidera donc le jury du Grand Prix 1993, année du vingitième anniversaire du SIBD. Le reste du palmarès est le suivant:

Alph'art du meilleur album français: Couma Aco, d'Edmond Baudoin (Ed. Futuropolis). Mention spéciale pour les l'Inbitants du ciel, de Pierre Christin et Jean-Claude Mézières (Ed. Dargaud). Alph'art du meilleur album étranger: Calvin et Hobbes: En avant tête de thon, de l'Américain Bill Wateran (Presses de la CSA).

ger: Cavin et Hoobes: En avant tête de thon, de l'Américain Bill Waterson (Presses de la Cité), Alph'art « coup de cœur » : Adios Palomita, de Lamy, Vatine et Clément (Ed. Guy Delcourt). Alab'art humour : la Parit Soissu.

Alph'art humour: le Petit Spirou numéro 2: tu veux mon doigt?, de Tome et Janry (Ed. Dupuis).
Alph'art du public: Peter Pan, de Régis Loisel (Ed. Vent d'Ouest).
Alph'art communication: Agence Avant-Garde, de Munich.
Alph'art jeunesse: le Petit Spirou numéro 2: tu veux mon doigt?, de Tome et Janry (Ed. Dupuis).

'ome et Janry (Ed. Dupuis). Alph'art aveair : Isabelle Dethan. Alph'art «fazine» : Ilop! Alph'art scolaire : Frédéric

Prix «Bloody Mary» décerné par la presse: la Bretelle ne passera pas, de Jean-Luc Abiven (Ed. Rackham).

اعكنا من الأعل

